

AVIS DE
CONVOCAATION

2018

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE MIXTE

JEUDI 17 MAI 2018 À 15H30

Salle Wagram - 39 / 41, avenue de Wagram
75017 Paris - France



PLUS DE 310 ANS D'HISTOIRE



WENDEL

Sommaire

QUI SOMMES-NOUS ?	1
MESSAGE DU PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE	2
COMMENT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?	4
ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 17 MAI 2018	8
LE CONSEIL DE SURVEILLANCE DE WENDEL	10
MEMBRE DU CONSEIL DONT LA NOMINATION OU LE RENOUELEMENT SONT SOUMIS À VOTRE VOTE	12
POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX	13
RÉMUNÉRATION 2017 DES MANDATAIRES SOCIAUX	17
DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ 2017	20
CHIFFRES CLÉS	27
OBSERVATIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	29
RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS	30
AUTORISATIONS FINANCIÈRES EXISTANTES	38
PROJETS DE RÉSOLUTIONS	39
A – Résolutions relevant de l'Assemblée ordinaire	39
B – Résolutions relevant de l'Assemblée extraordinaire	45
CARNET DE L'ACTIONNAIRE	58
PHILOSOPHIE D'INVESTISSEMENT	60
RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	62
STRUCTURE DU PORTEFEUILLE	64
ZOOM SUR LES ACTIFS NON COTÉS	65
RÉSULTATS DES 5 DERNIERS EXERCICES	66
DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS	67

Qui sommes-nous ?



●
Un investisseur de
long terme
disposant de capitaux
permanents

●
314 ans d'histoire
et des racines
industrielles

●
Une tradition
entrepreneuriale avec
un actionnaire familial
de référence

●
Une société
d'investissement
cotée

Né dans l'Est de la France (région Lorraine) en 1704, le groupe Wendel s'est développé pendant près de trois cents ans dans diverses activités industrielles, principalement sidérurgiques. À la fin des années 70, l'État français a décidé de nationaliser les activités de production d'acier du Groupe. C'est alors que Wendel, pionnier du capital investissement, s'est consacré au métier d'investisseur de long terme. Wendel est l'une des toutes premières sociétés d'investissement cotées en Europe, œuvrant au carrefour de l'industrie, des services et de la finance. Investisseur de long terme s'appuyant sur des capitaux permanents, Wendel est accompagnée depuis plus de trois siècles par la famille Wendel, son actionnaire de référence. Les 1 148 actionnaires familiaux sont réunis au sein de Wendel-Participations qui détient 37,6 % du capital de Wendel.

Cette structure actionnariale forte et pérenne permet à Wendel de se concentrer, année après année, sur la création de valeur et le développement à long terme de ses participations, au bénéfice des entreprises de son portefeuille et de tous ses actionnaires.

Message du Président du Directoire



Madame, Monsieur, Chers Actionnaires,

L'Assemblée générale est l'occasion de rencontrer les actionnaires et de faire un point sur l'activité de votre société. Il s'agira pour moi de ma première Assemblée générale en tant que Président du Directoire de Wendel ayant pris mes fonctions le 1^{er} janvier 2018. Je me réjouis de vous y accueillir avec François de Wendel, notre Président du Conseil de surveillance.

2017 été une bonne année pour Wendel au cours de laquelle nous nous sommes concentrés sur nos participations avec la poursuite du désengagement de Saint-Gobain et la finalisation d'opérations structurantes comme l'acquisition par Stahl de l'activité chimie pour le cuir de BASF et la cession de l'activité Labels de Constantia Flexibles dans de bonnes conditions. 2017 a vu aussi le retour de Bureau Veritas à une croissance organique.

Depuis le début de l'année, en tant que Président du Directoire, je m'attache, aux côtés de Bernard Gautier mon coéquipier au sein du Directoire, à focaliser nos efforts sur le portefeuille de Wendel, à renforcer et à mobiliser nos ressources et nos équipes sur nos marchés de prédilection : Europe, Amérique du nord et Afrique. Dans les mois à venir, nous allons concentrer nos recherches d'investissements en ciblant des entreprises de taille significative tout en prenant en compte le niveau actuel des valorisations qui est généralement favorable aux vendeurs. Dans ce contexte, nous n'hésiterons pas à saisir les opportunités de simplification de notre portefeuille comme nous l'avons fait avec notre participation minoritaire dans Saham Group qui a été réalisée dans de bonnes conditions.

Sur la base des bons résultats obtenus en 2017, nous proposerons le versement d'un dividende ordinaire en hausse de + 12,8 %, à 2,65 euros par action.

Vous trouverez dans les pages de ce livret toutes les informations utiles à votre participation à l'Assemblée générale de Wendel.

Nous serons très heureux de vous y retrouver, physiquement ou sur notre site Internet, le 17 mai prochain, salle Wagram à 15 h 30.

J'espère vous y voir nombreux.

ANDRÉ-FRANCOIS PONCET
Président du Directoire de Wendel

Orientations stratégiques 2017-2020



INVESTIR

...de l'ordre de 3 Md€ de fonds propres d'ici à 2020, en fonction des conditions de marché, en Europe, Amérique du nord et Afrique dans des sociétés bien positionnées pour capitaliser sur la croissance à long terme. Une partie de ce montant pourrait provenir de partenaires partageant notre philosophie d'investissement, comme déjà réalisé dans le passé.

DÉVELOPPER ET CRISTALLISER DE LA VALEUR

...en poursuivant le développement à long terme des sociétés du portefeuille et en tirant avantage des opportunités de cessions, partenariats, mise en bourse et de réinvestissements dans les sociétés.

RESTER PRUDENT

...en maîtrisant notre dette nette, pour la maintenir à un niveau inférieur à 2,5 Md€, tout en gardant un portefeuille équilibré entre actifs cotés et non cotés.

ATTEINDRE DES OBJECTIFS FINANCIERS AMBITIEUX

...avec un taux de retour moyen aux actionnaires à deux chiffres, un dividende en croissance année après année, et avec des rachats d'actions réguliers et opportunistes.

Comment participer à l'Assemblée générale ?

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à cette Assemblée ou s'y faire représenter dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi et les règlements.

Une date à retenir pour participer à l'Assemblée générale :

lundi 14 mai 2018 à minuit

seuls les actionnaires détenant des actions au porteur ou au nominatif à cette date peuvent voter à l'Assemblée générale.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote doivent être reçus par la Société Générale

au plus tard le lundi 14 mai 2018

Pour les actionnaires qui ne pourraient être physiquement présents à l'Assemblée, une retransmission en direct est prévue sur le site Internet, www.wendelgroup.com

Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée générale

Les actionnaires voulant participer à l'Assemblée générale, s'y faire représenter ou voter à distance, devront justifier de la propriété de leurs actions au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée soit le mardi 15 mai 2018, à zéro heure (ou le lundi 14 mai 2018 à minuit), heure de Paris :

- pour l'actionnaire au nominatif, par l'inscription de ses actions dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par la Société Générale ;
- pour l'actionnaire au porteur, par l'inscription en compte de ses actions, en son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte dans son compte titres, tenu par l'intermédiaire habilité. Cette inscription en compte des actions doit être constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité, qui apportera ainsi la preuve de sa qualité d'actionnaire.

L'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire doit être jointe au formulaire unique de vote ou de procuration, ou à la demande de carte d'admission, adressés, par l'intermédiaire habilité, à la :

Société Générale - Service des Assemblées

32, rue du Champ de Tir

CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 3-France.

Seuls les actionnaires justifiant de cette qualité le mardi 15 mai 2018 à zéro heure (ou le lundi 14 mai 2018 à minuit), heure de Paris, dans les conditions prévues à l'article R. 225-85 du Code de commerce et rappelées ci-dessus, pourront participer à cette Assemblée.

L'actionnaire pourra à tout moment céder tout ou partie de ses actions :

- si la cession intervenait avant le mardi 15 mai 2018 à zéro heure (ou le lundi 14 mai 2018 à minuit), heure de Paris, le vote exprimé par correspondance, le pouvoir, la carte d'admission, éventuellement accompagnés d'une attestation de participation, seraient invalidés ou modifiés en conséquence, selon le cas. à cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte devra notifier la cession à la Société et lui transmettre les informations nécessaires ;
- si la cession ou toute autre opération était réalisée après le mardi 15 mai 2018 à zéro heure (ou le lundi 14 mai 2018 à minuit), heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, elle ne serait pas notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la Société.

Les intermédiaires inscrits pour le compte des actionnaires n'ayant pas leur domicile sur le territoire français et bénéficiaires d'un mandat général de gestion des titres peuvent transmettre ou émettre sous leur signature les votes des propriétaires d'actions. Ils acceptent de respecter l'obligation de dévoiler l'identité des propriétaires non-résidents d'actions ainsi que la quantité d'actions détenue par chacun, conformément aux dispositions de l'article L. 228-3-2 du Code de commerce.

L'actionnaire dispose de plusieurs possibilités pour participer à l'Assemblée générale. Il peut (1) assister personnellement à l'Assemblée ou (2) voter par correspondance ou par procuration.

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, il est précisé que l'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission à l'Assemblée ne peut plus choisir un autre mode de participation.

Présence à l'Assemblée générale : Les actionnaires souhaitant assister physiquement à l'Assemblée générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

- l'actionnaire au nominatif reçoit directement le formulaire unique de vote ou de procuration, joint à l'avis de convocation, qu'il doit compléter en précisant qu'il souhaite obtenir une carte d'admission et le renvoyer signé à l'aide de l'enveloppe T jointe à la :

Société Générale - Service des Assemblées
32, rue du Champ de Tir
CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 3-France.

- l'actionnaire au porteur devra contacter son établissement teneur de compte en indiquant qu'il souhaite assister personnellement à l'Assemblée générale. Le teneur de compte transmettra cette demande à la Société Générale qui fera parvenir à l'actionnaire sa carte d'admission.

Si l'actionnaire n'a pas reçu sa carte d'admission le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée générale, soit le lundi 14 mai 2018, il pourra néanmoins se présenter avec son attestation de participation.

Le jour de l'Assemblée, tout actionnaire devra justifier de sa qualité et de son identité lors des formalités d'enregistrement.

Si vous avez demandé une carte d'admission et ne l'avez pas reçue, nous vous invitons, pour tout renseignement relatif à son traitement, à prendre contact avec le centre d'appel des cartes d'admission de Société Générale du lundi au vendredi de 8h30 à 18h00 au 0825 315 315.

Vote par correspondance ou procuration : L'actionnaire ne pouvant être présent à l'Assemblée générale peut voter à distance, soit en exprimant son vote, soit en donnant pouvoir

au Président, soit en se faisant représenter par toute personne physique ou morale de son choix dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi et les règlements.

- l'actionnaire au nominatif reçoit directement le formulaire unique de vote ou de procuration, joint à l'avis de convocation, qu'il doit compléter, signer et renvoyer à l'aide de l'enveloppe T jointe à l'adresse suivante :

Société Générale - Service des Assemblées
32, rue du Champ de Tir
CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 3-France.

- l'actionnaire au porteur devra demander un formulaire unique de vote ou de procuration à son établissement teneur de compte ; celui-ci le transmettra accompagné d'une attestation de participation à la Société Générale.

Toute demande de formulaire unique de vote ou de procuration devra, pour être honorée, avoir été reçue au plus tard le vendredi 11 mai 2018.

Pour être pris en compte, le formulaire unique de vote ou de procuration dûment rempli et signé (et accompagné de l'attestation de participation pour les actions au porteur) devra ensuite parvenir, à l'aide de l'enveloppe T jointe, au plus tard le **lundi 14 mai 2018**, à la :

Société Générale - Service des Assemblées
32, rue du Champ de Tir
CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 3-France.

- Si vous voulez voter « pour » une ou plusieurs résolutions présentées à l'Assemblée générale par le Directoire, vous devez cocher les cases « oui », puis dater et signer au bas du formulaire.
- Si vous voulez voter « contre » une ou plusieurs de ces résolutions, vous devez cocher les cases « non » puis dater et signer au bas du formulaire.
- Si vous voulez vous « abstenir » sur une ou plusieurs de ces résolutions, vous devez cocher les cases « abs », puis dater et signer au bas du formulaire.
- Si vous voulez voter sur les projets éventuels de résolutions non agréés par le Directoire, vous devez cocher les cases correspondant à votre choix « oui », « non » ou « abs » comme précisé ci-dessus.

Les voix attachées au vote blanc, à l'abstention et au vote nul, sont considérées comme des voix non exprimées (Article 58 du règlement (CE) 2157/2001 du 8 octobre 2001).

Pour cette assemblée, il n'est pas prévu de vote par des moyens électroniques de communication. Aucun site visé à l'article R. 225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

L'actionnaire doit envoyer en pièce jointe d'un e-mail, à l'adresse ag.mandataire@wendelgroup.com, une copie scannée du formulaire unique de vote ou de procuration signé en précisant ses nom, prénom et adresse ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné. Les copies scannées de formulaires uniques de vote ou de procuration non signés ne seront pas prises en compte.

Pour les actions au porteur, l'actionnaire devra également adresser son formulaire unique de vote ou de procuration scanné et signé à l'intermédiaire financier qui gère son compte titres

et, en complément, lui demander d'envoyer une confirmation écrite, accompagnée d'une attestation de participation, par courrier ou par fax, à la :

Société Générale - Service des Assemblées

32, rue du Champ de Tir

CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 3-France.

L'actionnaire peut révoquer son mandataire, étant précisé que la révocation devra être faite par écrit dans les mêmes formes que la désignation et communiquée à la Société. Pour désigner un nouveau mandataire après révocation, l'actionnaire devra demander à la Société Générale (s'il détient ses actions sous la forme nominative) ou à son intermédiaire financier (s'il détient

ses actions sous la forme au porteur) de lui renvoyer un nouveau formulaire unique de vote ou de procuration. L'actionnaire précise ses nom, prénom et adresse et, s'il désigne un nouveau mandataire, les nom, prénom et adresse du nouveau mandataire désigné.

Seules les notifications de désignation ou révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte ni traitée.

Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard le lundi 14 mai 2018.

Demande d'inscription de points ou de projets de résolution, questions écrites et consultation des documents mis à la disposition des actionnaires

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour de l'Assemblée par les actionnaires remplissant les conditions prévues aux articles R. 225-71 et R. 225-73 du Code de commerce ont pu être adressées au siège social, à Wendel, à l'attention du Secrétariat général, 89, rue Taitbout, 75009 Paris - France, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par télécommunication électronique à l'adresse relationsactionnaires@wendelgroup.com, au plus tard le vingt-cinquième jour précédant l'Assemblée, soit le 23 avril 2018.

La demande d'inscription de points est motivée et accompagnée d'une attestation d'inscription en compte. La demande d'inscription de projets de résolution est accompagnée du texte des projets de résolution ainsi que d'une attestation d'inscription en compte. Cette attestation justifie de la possession ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du montant nominal du capital, soit 1 123 814,20 €, exigée par l'article R. 225-71 du Code de commerce.

L'examen des points et des projets de résolution proposés est subordonné à la justification d'une nouvelle attestation d'inscription en compte des titres du demandeur au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le mardi 15 mai 2018 à zéro heure (ou le lundi 14 mai 2018 à minuit), heure de Paris. Les points et le texte des projets de résolution dont l'inscription aura été demandée par les actionnaires seront publiés sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante :

<http://www.wendelgroup.com>

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, l'actionnaire qui souhaite poser des questions écrites doit, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée, soit le vendredi 11 mai 2018, adresser ses questions à Wendel, à l'attention du Secrétariat général, 89, rue Taitbout, 75009 Paris, France, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécommunication électronique à l'adresse relationsactionnaires@wendelgroup.com. Pour être prises en compte, ces questions doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. Conformément à l'article L. 225-108 du Code de commerce, le Directoire répondra à ces questions soit au cours de l'Assemblée, soit via le site Internet de la Société, une réponse commune pouvant être apportée aux questions qui présentent le même contenu. Les réponses pourront figurer sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante : <http://www.wendelgroup.com/>, dans la rubrique consacrée aux questions-réponses.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, les documents prévus à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce peuvent être consultés à compter du vingt et unième jour précédant l'Assemblée (jeudi 26 avril 2018), soit sur le site Internet de la Société à l'adresse suivante :

<http://www.wendelgroup.com/>,

soit au siège social de Wendel, 89, rue Taitbout, 75009 Paris - France.

Comment remplir le formulaire ?

Wendel est une société européenne :

**la majorité en Assemblée est décomptée à partir des voix exprimées (votes pour ou contre),
les abstentions ne sont pas prises en compte, elles ne sont pas assimilées à des votes contre.**

**Vous désirez assister à
l'Assemblée et recevoir
votre carte d'admission :
COCHEZ LA CASE A**

**Vous ne pouvez pas assister à l'Assemblée
et souhaitez voter par correspondance
ou vous y faire représenter :
REMPLISSEZ LE FORMULAIRE**

IMPORTANT : Avant d'exprimer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso - Important : Before selecting please refer to instructions on reverse side
Cu que soit l'option choisie, noircir comme ceci ☐ la ou les cases correspondantes, dater et signer au bas du formulaire - **Whichever option is used, shade box(es) like this ☐, date and sign at the bottom of the form**
A. ☐ Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire. / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.
B. ☐ J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.



WENDEL

Société Européenne à Directoire
et Conseil de Surveillance
au capital de 185 012 840 €
89 rue Taibout - 75009 - PARIS - FRANCE
572 174 035 RCS PARIS

Assemblée Générale Mixte
du 17 mai 2018 à 15h30
Combined General Meeting
convened as of May 17, 2018 at 3:30 p.m.

Salle WAGRAM
39-41 avenue Wagram
75017 PARIS

CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ - FOR COMPANY'S USE ONLY

Identifiant - Account
Nominatif Registered
Porteur Bearer
Vote simple Single vote
Vote double Double vote
Nombre d'actions Number of shares
Nombre de voix - Number of voting rights

☐ **JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST**
Cf. au verso (2) - See reverse (2)

J'exprime mon choix en noircissant une case par résolution / I express my choice by shading one box by resolution.
PROJETS DE RÉSOLUTIONS AGRÉES OU NON PAR L'ORGANE DE DIRECTION
DRAFT RESOLUTIONS APPROVED OR NOT BY THE BOARD OF THE DIRECTORS

Agréés par l'Organe de Direction. Approved by the Board of the Directors.										Non agréés. Not approved.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	A	B
Oui / Yes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abs. / Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Oui / Yes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abs. / Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Oui / Yes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abs. / Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Oui / Yes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abs. / Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Oui / Yes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abs. / Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Oui / Yes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abs. / Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Oui / Yes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Non / No	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Abs. / Abs.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

☐ **JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**
Cf. au verso (3)
**I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE
CHAIRMAN OF THE GENERAL
MEETING**
See reverse (3)

☐ **JE DONNE POUVOIR À : Cf. au verso (4)**
I HEREBY APPOINT: See reverse (4)

M. Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name
Adresse / Address

ATTENTION : Pour les titres au porteur, les présentes instructions doivent être transmises à votre banque.
CAUTION : if it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, prénom, adresse de l'actionnaire (les modifications de ces informations doivent être adressées à l'établissement concerné et ne peuvent être effectuées à l'aide de ce formulaire). - Cf. au verso (1)
Surname, first name, address of the shareholder (Change regarding this information, have to be notified to relevant institution, no change can be made using this proxy form). - See reverse (1)

**Vous désirez donner
pouvoir au Président
de l'Assemblée : il vous
suffit de dater et signer
en bas du formulaire**

**Vous désirez donner pouvoir à
une personne qui sera présente
à l'assemblée, cochez ici et
mentionnez les nom et prénom du
mandataire, datez et signez en bas
du formulaire**

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting
- Je donne pouvoir au Président de l'assemblée générale de voter en mon nom. / I appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf. ☐
- Je m'abstiens / abstain from voting ☐
- Je donne procuration [cf. au verso n°10] à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale pour voter en mon nom. / I appoint [see reverse (10)] Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf. ☐

Pour être pris en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :
In order to be considered, this completed form must be returned at the latest:

à la banque / to the bank 14/05/2018

Date & Signature

**Vous désirez voter
par correspondance :
COCHEZ ICI**

**Cocher la case pour chaque
résolution : oui/non/abstention ;
n'oubliez pas de remplir la case
amendements et résolutions nouvelles**

**Quel que soit votre choix,
N'OUBLIEZ PAS DE DATER ET
DE SIGNER LE FORMULAIRE
ET DE LE RETOURNER
EXCLUSIVEMENT (au moyen
de l'enveloppe T) soit à votre
intermédiaire financier si vos titres
sont au porteur soit à :**

Société Générale
Service des Assemblées
CS30812 - 32, rue du Champ-de-Tir
44308 Nantes CEDEX 3-France
si vos titres sont au nominatif.

**En aucun cas ce formulaire ne doit
être retourné à Wendel.**

Ordre du jour de l'Assemblée générale du 17 mai 2018

Résolutions à caractère ordinaire

1. Approbation des comptes individuels de l'exercice 2017 ;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2017 ;
3. Affectation du résultat, fixation du dividende et mise en distribution du dividende ;
4. Approbation de conventions réglementées ;
5. Approbation de conventions réglementées ;
6. Approbation des engagements pris en cas de cessation des fonctions du Président du Directoire ;
7. Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance ;
8. Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables au Président du Directoire ;
9. Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables au membre du Directoire ;
10. Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables aux membres du Conseil de surveillance ;
11. Vote sur les éléments de la rémunération versés ou attribués au Président du Directoire ;
12. Vote sur les éléments de la rémunération versés ou attribués au membre du Directoire ;
13. Vote sur les éléments de la rémunération versés ou attribués au Président du Conseil de surveillance ;
14. Autorisation au Directoire d'acheter des actions de la Société.

Résolutions à caractère extraordinaire

15. Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
16. Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription ;
17. Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, par placement privé visé à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier ;
18. Autorisation consentie au Directoire à l'effet de fixer, selon les modalités déterminées par l'Assemblée générale, le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite annuelle de 10 % du capital social ;
19. Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas de demande excédentaire avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription ;
20. Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital avec suppression du droit préférentiel de souscription en vue de rémunérer des apports de titres, en nature ;
21. Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'une OPE ;
22. Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ;
23. Plafond global des augmentations de capital ;
24. Délégation au Directoire à l'effet d'augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital réservée aux adhérents du plan d'épargne Groupe ;
25. Autorisation au Directoire à l'effet de consentir, au bénéfice des mandataires sociaux et salariés, des options de souscription d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription, et/ou d'achat d'actions ;
26. Autorisation au Directoire à l'effet de procéder à une attribution aux mandataires sociaux et salariés d'actions de performance à émettre avec suppression du droit préférentiel de souscription ou existantes ;

Résolution à caractère ordinaire

27. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Conseil de Surveillance de Wendel



69 ans
Nationalité
française

FRANÇOIS DE WENDEL

Président du Conseil de surveillance

Date de première nomination : 31 mai 2005

Échéance du mandat en cours : AG se tenant en 2020

Après avoir occupé des postes de Direction générale dans des groupes industriels internationaux tels que CarnaudMetalbox, Péchiney, Crown Cork, François de Wendel est depuis 2008 Président-Directeur général de Wendel-Participations, l'actionnaire de contrôle de Wendel.

IEP Paris, MBA de la Harvard University, maîtrise de sciences économiques.



71 ans
Nationalité
française

DOMINIQUE HÉRIARD DUBREUIL

Vice-Présidente du Conseil de surveillance

Présidente du Comité de gouvernance

Membre indépendant

Date de première nomination : 4 juin 2010

Échéance du mandat en cours : AG se tenant en 2018

Après une carrière dans les relations publiques internationales au sein de groupes de communication (Havas conseil, Ogilvy & Mather, Hill & Knowlton et McCann-Erikson) et à la tête de sa propre agence, Dominique Hériard Dubreuil a dirigé le groupe Rémy Cointreau pendant plus de vingt ans jusqu'en 2012 ; elle en est actuellement administrateur.

Faculté de droit d'Assas (Paris), Institut des relations publiques.



60 ans
Nationalité
française

BÉNÉDICTE COSTE

Date de première nomination : 28 mai 2013

Échéance du mandat en cours : AG se tenant en 2017

Bénédicte Coste est Président-Directeur général de la société de gestion de portefeuille Financière Lamartine, qu'elle a créée il y a plus de 20 ans. Elle a été Présidente de l'AFER - Association Française d'Épargne et de Retraite - entre 2004 et 2007.

HEC, licence de Droit.



69 ans
Nationalité
française

ÉDOUARD DE L'ESPÉE

Date de première nomination : 6 septembre 2004

Échéance du mandat en cours : AG se tenant en 2017

Après un parcours bancaire (1972-1986) à Genève, Paris et Londres, Édouard de l'Espée participe à partir de 1986 à la création de sociétés indépendantes de gestion de portefeuille. À partir de 1987, il cofonde des sociétés de gestion qu'il développe. Il est Administrateur-Directeur exécutif de la Compagnie Financière Aval.

Il est membre de l'Association suisse des analystes financiers depuis 1984.

ESCP.



69 ans
Nationalité
britannique

NICHOLAS FERGUSON

Membre indépendant

Date de première nomination : 18 mai 2017

Échéance du mandat en cours : AG se tenant en 2021

Actuellement Président de Savills Plc, Nicholas Ferguson a été Président de Permira de 1983 à 2001, puis Président de SVG Capital de 2001 à 2012 et de Sky plc de 2012 à 2015. Il est le fondateur du Kilfinan Group et est très actif dans le monde caritatif. En 2013, il a reçu le Beacon Award for Place Based Philanthropy.

Diplômé de l'Université d'Édimbourg et de Harvard Business School.



66 ans
Nationalité
française

PRISCILLA DE MOUSTIER

Date de première nomination : 28 mai 2013

Échéance du mandat en cours : AG se tenant en 2017

Après avoir négocié des contrats de ventes d'usines clés en main chez Creusot-Loire-Entreprises et avoir été consultante chez Mc Kinsey, elle a été en charge du développement de nouveaux projets sur le technopôle de Metz chez Berger-Levrault. Elle supervise depuis 1997 la chaire, puis le centre Wendel à l'INSEAD.

IEP Paris, MBA de l'INSEAD, licence en mathématiques et en sciences économiques.



59 ans
Nationalité
française

GERVAIS PELLISSIER

Membre indépendant

Date de première nomination : 5 juin 2015

Échéance du mandat en cours : AG se tenant en 2019

Entré chez Bull en 1983, Gervais Pellissier en est devenu directeur général délégué en 2005. Il rejoint le groupe France Telecom en 2005 où il a exercé différentes responsabilités opérationnelles avant d'être en charge des finances et des systèmes d'information. Il est actuellement Directeur général délégué et Directeur exécutif en charge des opérations d'Orange en Europe (hors France).

HEC, Berkeley et Université de Cologne.



54 ans
Nationalité
française

FABIENNE PORQUIER

Membre du Conseil de surveillance représentant des salariés

Date de première nomination : 1^{er} octobre 2015

Échéance du mandat en cours : 20 novembre 2018

Fabienne Porquier a travaillé dans les Ressources humaines pour différentes entreprises et est entrée chez Wendel en 2003. Depuis 2012, elle est responsable de la gestion de l'actionariat salarié et de l'épargne salariale et collabore au support des bureaux à l'étranger. Nommée représentante des salariés au Conseil de surveillance de Wendel par le Comité d'entreprise. DESS en administration des entreprises de l'IAE de Poitiers et LEA en anglais et espagnol.

un taux de présence moyen de

96%

10 réunions en 2017

une durée moyenne de

3h30



GUYLAINE SAUCIER

Présidente du Comité d'audit
Membre indépendant

Date de première nomination : 4 juin 2010

Échéance du mandat en cours : AG se tenant en 2018

De nationalité canadienne, Guylaine Saucier a été Président-Directeur général du groupe Gérard Saucier, entreprise de produits forestiers (1975-1989). Administrateur de sociétés depuis 1987, elle est administrateur de grands groupes internationaux comme Banque de Montréal ou Scor. HEC Montréal.

71 ans
Nationalité
canadienne



JACQUELINE TAMMENOMS BAKKER

Membre indépendant

Date de première nomination : 5 juin 2015

Échéance du mandat en cours : AG se tenant en 2019

Après avoir exercé différentes fonctions au sein d'entreprises diverses -Shell, McKinsey, Quest International- Jacqueline Tammenoms Bakker a travaillé dans le secteur public aux Pays-Bas comme Directrice générale au Ministère des transports et a été Présidente du groupe de travail de l'Union européenne chargé d'élaborer le cadre réglementaire de l'aviation européenne.

Diplômée d'Oxford et de La John Hopkins School à Washington.

64 ans
Nationalité
néerlandaise



NICOLAS VER HULST

Date de première nomination : 1^{er} juillet 2017

Échéance du mandat en cours : AG se tenant en 2021

Nicolas ver Hulst a débuté sa carrière à La Direction générale des télécommunications et à la BNP.

De 1985 à 1995, il a occupé diverses fonctions à la CGIP.

Depuis 1989 et jusqu'au 30 juin 2017, il a occupé des fonctions de direction chez Alpha Associés Conseil.

Diplômé de l'Ecole Polytechnique et de l'INSEAD.

64 ans
Nationalité
française



HUMBERT DE WENDEL

Date de première nomination : 30 mai 2011

Échéance du mandat en cours : AG se tenant en 2019

Entré en 1982 dans le groupe Total, Humbert de Wendel y a fait toute sa carrière, principalement à la Direction financière. Directeur des acquisitions et cessions de 2006 à 2011, il a été jusqu'en 2016 Directeur du financement et de la trésorerie, Trésorier du Groupe.

IEP Paris, ESSEC.

62 ans
Nationalité
française

un taux d'indépendance de

45%

12 membres, dont 5 femmes,
5 membres indépendants
et 1 membre représentant les salariés

un taux de féminisation de

45%

Membre du Conseil dont la nomination ou le renouvellement sont soumis à votre vote



Guylaine SAUCIER

Membre du Conseil de surveillance
de Wendel

Membre du Comité d'audit

Membre du Comité de gouvernance

Membre indépendant

Date de première nomination : 4 juin 2010

Échéance du mandat en cours : AG se tenant en 2018

Née le 10 juin 1946

Nationalité canadienne

**Adresse professionnelle : 1000, rue de la Gauchetière-Ouest
Bureau 2500 Montréal QcH3BOA2 Canada**

Biographie :

Diplômée du baccalauréat ès arts du collège Marguerite-Bourgeois et d'une licence en commerce de l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Fellow de l'Ordre des comptables agréés du Québec, Guylaine Saucier a été Président-Directeur général du groupe Gérard Saucier Ltée, une importante entreprise spécialisée dans les produits forestiers, de 1975 à 1989. Elle est également administrateur agréé de l'Institut des administrateurs de sociétés.

Elle est administrateur de sociétés et elle fait partie ou a fait partie du Conseil d'administration de nombreuses grandes entreprises, dont la Banque de Montréal, AXA Assurances Inc., Danone et Areva.

Elle a été Présidente du Comité mixte sur la gouvernance d'entreprise (ICCA, CDN, TSX) (2000-2001), Présidente du Conseil d'administration de CBC/Radio-Canada (1995 à 2000), Présidente du Conseil d'administration de l'Institut canadien des comptables agréés (1999 à 2000), membre du Conseil d'administration de la Banque du Canada (1987 à 1991), membre de la Commission d'enquête sur le régime de l'assurance-chômage (1986) et membre du Comité aviseur au ministre Lloyd Axworthy sur la réforme des programmes sociaux (1994). Mme Saucier a été la première femme à être nommée à la Présidence de la Chambre de commerce du Québec. Elle a joué un rôle très actif dans la collectivité au titre de membre du Conseil de divers organismes, notamment l'Université de Montréal, l'Orchestre symphonique de Montréal et l'Hôtel-Dieu de Montréal.

Elle a été nommée membre de l'Ordre du Canada en 1989 pour avoir fait preuve d'un esprit civique exceptionnel et apporté une contribution importante au monde des affaires.

Le 18 mai 2004, elle s'est vu décerner le titre de « Fellow » de l'Institut des administrateurs de sociétés, le 4 février 2005, le 25^e Prix de gestion de l'Université McGill et le 23 septembre 2010, la désignation d'administrateur de société émérite du Collège des administrateurs de sociétés. Elle a reçu en 2017 un doctorat honorifique de l'Université de Laval.

Mandats et fonctions au 31 décembre 2017 (sociétés côtées) :

Membre du Conseil d'administration de Junex Inc. (Québec)

Membre du Conseil d'administration de Tarkett

Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

Membre du Conseil d'administration de Scor (2016)

Membre du Conseil de surveillance (depuis 2006) et Présidente du Comité d'audit d'Areva, jusqu'au 8 janvier 2015

Membre du Conseil d'administration de la Banque de Montréal, membre du Comité de vérification et membre du Comité de gestion des risques (1992-2013)

Nombre de titres Wendel détenus au 31 décembre 2017 :

500 actions

Politique de rémunération des mandataires sociaux

Politique de rémunération des membres du Directoire

La rémunération des membres du Directoire est arrêtée par le Conseil de surveillance sur recommandation du Comité de gouvernance et après validation des éléments financiers par le Comité d'audit.

Le Conseil de surveillance se réfère aux recommandations du Code Afep-Medef pour la détermination des rémunérations et avantages consentis aux mandataires sociaux.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, le Directoire est composé d'André François-Poncet, Président du Directoire et de Bernard Gautier, membre du Directoire.

La rémunération des membres du Directoire est construite pour être à la fois :

- compétitive par rapport aux concurrents que sont les sociétés d'investissement européennes ;
- cohérente avec la stratégie d'investisseur de long terme de Wendel ;
- alignée sur les intérêts des actionnaires ;
- soumise à des conditions de performance exigeantes.

Les principes d'élaboration de la politique de rémunération des membres du Directoire sont :

- une appréciation globale de la rémunération de chaque membre du Directoire réalisée par le Comité de gouvernance et le Conseil de surveillance ; chaque composante est analysée individuellement et par rapport aux autres composantes pour garantir un juste équilibre entre les différents éléments de rémunération ;
- une rémunération conforme aux pratiques de marché, appréciées dans le contexte métier et le secteur de référence des sociétés d'investissement ;
- une rémunération axée sur la performance pour garantir l'alignement des membres du Directoire sur celui des actionnaires ;
- une transparence dans la politique de rémunération, au regard de l'information des actionnaires : pour 2017 et 2018, et pour répondre aux nouvelles exigences légales, le taux d'atteinte des critères quantitatifs et qualitatifs de la rémunération variable du Directoire sont publiés.

La rémunération des membres du Directoire comprend :

- une partie fixe, dont sont déduits les jetons de présence perçus au titre de leurs mandats au sein du Groupe ;
- une partie variable, établie sur des objectifs précis, fondés sur des critères quantitatifs et qualitatifs ;
- des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions et/ou des attributions d'actions de performance.

Les membres du Directoire ne bénéficient pas de bonus différés ou de retraites supplémentaires.

Contrat de travail

Conformément aux recommandations du Code Afep-Medef, le Président du Directoire, André François-Poncet, n'a pas de contrat de travail.

L'autre membre du Directoire, Bernard Gautier, est titulaire d'un contrat de travail depuis son entrée dans la Société en 2003. Les modifications de son contrat de travail constituent des conventions réglementées au titre de l'article L 225-86 du Code de commerce.

La politique de rémunération décrite ci-après est celle mise en oeuvre pour l'exercice 2018.

Le Conseil de surveillance veille à ce que les différents éléments de la rémunération du Directoire forment un ensemble équilibré.

Pour 2018, la part de la rémunération de long terme (options et actions de performance) et celle de la rémunération avec condition de performance (rémunération variable annuelle, options et actions de performance) sont en augmentation.

La part fixe

Le Conseil de surveillance, sur la recommandation du Comité de gouvernance, détermine la rémunération fixe de chacun des membres du Directoire au regard de ses performances et des études comparatives réalisées par des cabinets indépendants.

Pour 2018, la rémunération du nouveau Président du Directoire a été fixée à 1 150 000 €, celle du membre du Directoire demeure inchangée à 840 000 €.

La part variable annuelle

Afin d'accompagner de manière dynamique les défis du Groupe, des objectifs quantitatifs et qualitatifs sont établis pour déterminer la part variable annuelle de la rémunération du Directoire. Leur taux d'atteinte pour l'année 2018 est détaillé ci-après.

La rémunération variable peut atteindre 115 % de la rémunération fixe, comme en 2017.

Pour 2018, le Conseil de surveillance a décidé de conserver quatre objectifs, trois quantitatifs, à hauteur de 20/25 % chacun et un qualitatif, à hauteur de 35 % au maximum :

- le premier objectif porte sur Bureau Veritas, avec des critères précis concernant sa performance, mesurée par rapport à sa croissance organique et son résultat opérationnel ;
- le deuxième objectif porte sur le développement sur l'année de quatre sociétés non cotées du portefeuille, avec des pondérations identiques. La performance est reflétée par les mêmes indicateurs que ceux du premier objectif ;

- le troisième objectif concerne le niveau d'endettement, qui ne doit pas dépasser 2,5 Mds€ de dette nette ;
- le quatrième objectif, d'ordre qualitatif, est choisi chaque année par le Conseil de surveillance et consiste en l'atteinte de plusieurs priorités de l'année. Ces priorités comprennent notamment, à hauteur de 25 % de l'objectif en 2018, la bonne mise en oeuvre du programme de compliance et de la RSE au niveau du groupe.

Ces quatre critères sont également utilisés pour la détermination d'une partie de la rémunération variable de plus d'une vingtaine de membres de l'équipe de direction.

Les données chiffrées sont vérifiées par le Comité d'audit.

L'attribution d'options et d'actions de performance

L'association du Directoire à la performance de long terme du groupe est réalisée via l'attribution d'options et d'actions de performance et par le co-investissement aux côtés du groupe.

Pour 2018-2021, la part du co-investissement réservée au Directoire est diminuée et l'octroi d'options et d'actions de performance augmenté, afin de renforcer l'alignement avec les actionnaires.

Le Conseil de surveillance, après avis du Comité de gouvernance, fixe le nombre d'options et d'actions de performance attribuées au Directoire ainsi que les conditions de performance, de présence et de conservation.

Ces attributions ont pour finalité d'encourager la réalisation des objectifs de moyen à long terme du Groupe et la création de valeur qui doit en résulter pour les actionnaires.

La politique de rémunération long terme des dirigeants mandataires sociaux se caractérise par une exigence particulièrement forte d'alignement d'intérêt avec les actionnaires avec une condition de performance des actions de performance reposant exclusivement sur le taux de retour aux actionnaires (Total Shareholder Return-TSR) de Wendel, apprécié sur trois ans et croisant appréciation absolue et appréciation relative.

L'Assemblée générale des actionnaires fixe chaque année le plafond maximum des attributions d'options et d'actions de performance à 1 % du capital depuis 2015. En 2018, il sera également proposé à l'Assemblée générale cette même proportion de 1 % du capital.

La part du Directoire sera de 0,124 % du capital s'agissant des options et de 0,105 % du capital s'agissant des actions de performance.

Le prix de souscription ou d'achat des options est déterminé en fonction de la moyenne des cours des vingt jours de Bourse précédant la date d'attribution, sans aucune décote.

La condition de présence des options et des actions de performance est de deux années.

Les options sont soumises à une condition de performance sur deux ans liée au niveau du dividende ordinaire versé : pour pouvoir exercer la première moitié des options attribuées en année n, le dividende versé en année n + 1 ne peut être inférieur au dividende versé en année n ; pour pouvoir exercer la seconde moitié des options attribuées en année n, le dividende versé en année n + 2 ne peut être inférieur au dividende versé en année n + 1.

Les actions de performance sont soumises à des conditions de performance appréciées sur trois ans. Ces conditions sont au nombre de trois et chacune porte sur un tiers de l'allocation.

La première condition mesure la performance absolue du TSR annualisé de Wendel sur trois ans ; si la performance est supérieure à 9 %, la condition est satisfaite à 100 % ; si ce TSR est inférieur à 5 %, la condition n'est pas satisfaite ; entre ces deux bornes, l'attribution est calculée de manière linéaire.

La deuxième condition mesure la performance relative du TSR de Wendel sur trois ans par rapport à celle du SBF 120 ; si le TSR de Wendel est supérieur de 9 points à celui du SBF120, la condition est satisfaite à 100 % ; si le TSR de Wendel est égal à celui du SBF 120, la condition de performance est satisfaite à 60 % ; si le TSR de Wendel est inférieur de trois points à celui du SBF 120, la condition n'est pas satisfaite ; entre ces bornes, l'attribution est linéaire.

La troisième condition mesure la performance relative du TSR de Wendel sur trois ans par rapport aux TSR d'un panel de sociétés d'investissement et holdings cotées comparables ; si le TSR de Wendel s'inscrit dans le meilleur décile, la condition est remplie à 100 % ; s'il atteint la borne supérieure du moins bon décile, la condition est satisfaite à 20 % ; si le TSR de Wendel s'inscrit dans le moins bon décile, la condition n'est pas remplie ; entre ces bornes, l'attribution est linéaire.

Conformément à la loi et aux principes de gouvernance édictés par le Code Afep-Medef, les membres du Directoire sont soumis depuis 2009 à une obligation générale et permanente de détention d'actions de la Société. Celle-ci a été fixée à 25 000 actions par le Conseil de surveillance ; ce nombre total d'actions inclut la conservation de 500 actions au titre de chacun des plans d'options ou d'actions de performance.

Le nouveau Président du Directoire n'est pas tenu d'acquérir des actions sur le marché ; il devra toutefois conserver 25 000 actions acquises au fur et à mesure de l'exercice des options ou de l'attribution définitive d'actions de performance.

Les membres du Directoire ont pris chacun l'engagement de ne pas recourir à des opérations de couverture de leur risque sur les actions qu'ils sont tenus de conserver jusqu'à la cessation de leurs fonctions au sein de la Société.

Avantage en nature

Le Président du Directoire, n'ayant pas de contrat de travail, bénéficie de la souscription d'une assurance-chômage auprès de la GSC (garantie sociale des chefs d'entreprise).

Le Président du Directoire ne dispose pas d'une voiture de fonction.

Prise de fonction d'un nouveau dirigeant

En cas d'arrivée d'un membre du Directoire recruté à l'extérieur de la Société, le Conseil de surveillance, après avis du Comité de gouvernance, pourrait décider du versement d'une indemnité de prise de fonctions destinée à compenser la perte des avantages dont il bénéficiait dans ses précédentes fonctions.

En outre, les principes et critères définis dans la présente politique s'appliqueraient à ce nouveau dirigeant.

Indemnités de départ

Les engagements pris envers André François-Poncet et Bernard Gautier ont été préalablement autorisés par le Conseil de surveillance et portés à la connaissance du public sur le site de la Société.

Les engagements pris envers Bernard Gautier ont été décrits dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés approuvés par l'Assemblée générale de Wendel du 4 juin 2010 ; ceux pris

envers André François-Poncet seront décrits dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés à faire approuver par l'Assemblée générale de Wendel du 17 mai 2018.

Le Conseil de surveillance, lors de ses séances des 27 mars 2013 et 22 mars 2017, avait réitéré son autorisation concernant ces indemnités de départ à l'occasion des renouvellements du mandat du Directoire ; les Assemblées générales des 28 mai 2013 et 18 mai 2017 ont approuvé ces conventions réglementées. Les Conseils de surveillance en date des 16 et 29 novembre 2017 ont autorisé les indemnités de départ du nouveau Président du Directoire.

S'agissant d'**André François-Poncet**, les engagements pris par le Conseil de surveillance de Wendel sont les suivants :

■ Révocation en 2018 :

André François-Poncet aura droit, en cas de révocation de ses fonctions en 2018 non motivée par une situation d'échec, à une indemnité égale à 12 mois de sa rémunération fixe.

Pour pouvoir être versée, cette indemnité est subordonnée au respect des deux conditions de performance suivantes : (i) le dividende qui sera mis en distribution au titre de l'exercice 2017 devra être supérieur ou égal à celui mis en distribution au titre de l'exercice 2016 et (ii) l'endettement net de Wendel devra être inférieur à 2,5 milliards d'euros.

■ Révocation en 2019 :

André François-Poncet aura droit, en cas de révocation de ses fonctions en 2019 non motivée par une situation d'échec, à une indemnité égale, pour chaque mois de présence, à sa rémunération mensuelle fixe au moment de la rupture.

Pour pouvoir être versée, cette indemnité est subordonnée au respect des deux conditions de performance suivantes : (i) le dividende qui sera mis en distribution au titre de l'exercice 2017 devra être supérieur ou égal à celui mis en distribution au titre de l'exercice 2016 et (ii) André François-Poncet devra avoir obtenu au moins 25 % de sa rémunération variable maximum au titre de 2018 ou un nouveau système d'association des équipes à la performance de Wendel devra avoir été mis en place au 1^{er} janvier 2019.

■ Révocation à partir de 2020 :

André François-Poncet aura droit, en cas de révocation de ses fonctions à partir de 2020 non motivée par une situation d'échec, à une indemnité égale, pour chaque mois de présence, à sa rémunération mensuelle fixe au moment de la rupture, sans que cette indemnité puisse excéder 24 mois de rémunération fixe.

Pour pouvoir être versée, cette indemnité est subordonnée au respect des deux conditions de performance suivantes : l'année de révocation étant l'année N, (i) le dividende mis en distribution au titre de l'exercice N-2 devra être supérieur ou égal au dividende mis en distribution au titre de l'exercice N-3 et (ii) André François-Poncet devra avoir obtenu au moins 37 % de sa rémunération variable maximum au titre de l'un des deux exercices précédents (N-1 ou N-2).

■ Démission ou révocation en cas de perte par Wendel-Participations du contrôle de Wendel :

André François-Poncet aura droit, en cas de démission ou révocation consécutive à la perte par Wendel-Participations du contrôle en droits de vote de Wendel, à 36 mois de rémunération fixe telle qu'existant au moment du départ.

Pour pouvoir être versée, cette indemnité est subordonnée au respect de la condition de performance suivante : le dividende mis en distribution au titre de chacun des exercices précédant l'exercice au cours duquel interviendrait la démission ou la révocation devra être supérieur ou égal au dividende versé au titre de l'exercice 2016.

Aux fins de ce qui précède :

- sont assimilés à une « révocation » les cas de non-renouvellement du mandat, de modification substantielle de responsabilités ou de divergence significative sur la stratégie,
- en cas de « situation d'échec », définie comme une faute grave (telle que définie par la chambre sociale de la Cour de cassation) constatée à l'unanimité des membres du Conseil de surveillance, aucune indemnité ne sera due, sauf si la procédure de révocation est engagée plus de deux mois suivant la connaissance effective par l'un des membres du Conseil de surveillance des faits à l'origine de la révocation,
- la notion de « dividende » utilisée pour les conditions de performance s'entend à chaque fois du dividende ordinaire à l'exclusion de tout dividende exceptionnel.

S'agissant de **Bernard Gautier**, en cas de rupture de son contrat de travail, celui-ci a droit à une indemnité égale à un an de rémunération fixe totale et variable à objectifs atteints allouée par le Conseil de surveillance (correspondant à la moyenne annuelle des rémunérations allouées au titre des trois derniers exercices dont les comptes auront été arrêtés) ; si cette indemnité excède l'indemnité prévue par la convention collective, l'excédent n'est versé que si Bernard Gautier a reçu, au cours de deux des trois exercices précédant le départ, une rémunération variable au moins égale à 50 % de sa rémunération variable à objectifs atteints au titre des trois exercices considérés.

Cette indemnité est due en cas de rupture conventionnelle, licenciement (à l'exception d'un licenciement pour faute grave ou lourde) ou démission du contrat de travail si celle-ci fait suite à la révocation, au non-renouvellement du mandat social, à une modification substantielle de responsabilités, à un changement de contrôle ou à une divergence significative sur la stratégie.

Au cas où Bernard Gautier cesserait d'être membre du Directoire, il percevrait une indemnité, égale à un an de rémunération fixe totale et variable à objectifs atteints allouée par le Conseil de surveillance (correspondant à la moyenne annuelle des rémunérations allouées au titre des trois derniers exercices dont les comptes auront été arrêtés), sous réserve des conditions de performance suivantes :

- à hauteur de 50 % de son montant, cette indemnité est subordonnée au versement, au titre de deux exercices sur les trois derniers dont les comptes auront été arrêtés avant le départ, d'une rémunération variable au moins égale à 50 % de la rémunération variable à objectifs atteints au cours des trois exercices considérés ;
- à hauteur de 50 % de son montant, l'indemnité n'est versée que si l'ANR par action à la fin du mandat (l'ANR réel) est supérieur ou égal à 90 % du montant moyen de l'ANR par action des six mois qui précèdent (l'ANR de référence) ; si l'ANR réel est compris entre 90 % et 60 % de l'ANR de référence, la part de l'indemnité versée à ce titre est réduite d'une décote de 2,5 fois la différence (ainsi, si l'ANR réel est inférieur de 20 % à l'ANR de référence, la part de l'indemnité versée à ce titre est réduite de moitié : $20\% \times 2,5 = 50\%$) ; si l'ANR réel est inférieur à 60 % de l'ANR de référence, aucune indemnité n'est versée à ce titre.

Cette indemnité est due en cas de départ lié à la révocation ou au non-renouvellement du mandat de membre du Directoire, à la démission du mandat de membre du Directoire si celle-ci fait suite à un licenciement ou une rupture conventionnelle du contrat de travail, à une modification substantielle de responsabilités, un changement de contrôle ou une divergence significative sur la stratégie.

En cas d'atteinte totale, voire de dépassement, des objectifs de performance décrits ci-dessus, le montant total des indemnités versées à Bernard Gautier, y compris les indemnités conventionnelles liées au contrat de travail, ne pourrait pas dépasser le maximum de deux ans de rémunération fixe et variable à objectifs atteints.

En cas de départ d'un membre du Directoire

En cas de départ d'un membre du Directoire, la rémunération fixe sera versée prorata temporis et le montant de la rémunération variable à verser sera apprécié par le Conseil de surveillance, sur la recommandation du Comité de gouvernance, au regard des circonstances et de l'intérêt de la Société.

Sous réserve de la satisfaction de la condition de performance, le Conseil de surveillance pourra, sur proposition du Comité de gouvernance, décider de maintenir le bénéfice de tout ou partie des options et/ou actions de performance non encore acquises.

Politique de rémunération des membres du Conseil de surveillance

Le montant des jetons de présence était stable à 750 000 € depuis l'Assemblée générale du 4 juin 2010 qui l'avait fixé. L'Assemblée générale du 18 mai 2017 a porté le montant des jetons de présence à 900 000 € et, par décision du Conseil de surveillance en date du 21 mars 2018. La répartition des jetons de présence s'établit comme suit pour 2018 :

- jeton ordinaire : 50 000 € ;
- double jeton pour le Président du Conseil et le Président de chaque comité : 100 000 € ;
- majoration pour participation à un comité : 20 000 €.

Le Président du Conseil de surveillance perçoit une rémunération annuelle de 70 000 €, stable depuis son entrée en fonction en avril 2013.

Le nouveau Président du Conseil de surveillance percevra, à compter de sa nomination effective le 17 mai 2018, une rémunération annuelle de 250 000 €.

Cette rémunération est examinée chaque année par le Comité de gouvernance et le Conseil de surveillance.

Rémunération 2017 des mandataires sociaux

Éléments de la rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice 2017 à chaque membre du Directoire et au Président du Conseil de surveillance, soumis au vote des actionnaires

Conformément à l'article L. 225-100 du Code de commerce sont soumis au vote des actionnaires les éléments suivants de la rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos aux membres du Directoire et au Président du Conseil de surveillance de la Société :

- la part fixe ;
- la part variable annuelle et, le cas échéant, la partie variable pluriannuelle avec les objectifs contribuant à la détermination de cette part variable ;
- les rémunérations exceptionnelles ;
- les options d'actions, les actions de performance et tout autre élément de rémunération de long terme ;
- les indemnités liées à la prise ou à la cessation des fonctions ;
- le régime de retraite supplémentaire ;
- les avantages de toute nature.

Il est proposé à l'Assemblée générale du 17 mai 2018 de voter sur les éléments de la rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice 2017 aux membres du Directoire et au Président du Conseil de surveillance de la Société ; il s'agit des résolutions onze, douze et treize de l'Assemblée générale.

Éléments de la rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice 2017 à Frédéric Lemoine, Président du Directoire jusqu'au 31.12.2017, soumis au vote des actionnaires

Éléments de la rémunération	Montants	Commentaires
Rémunération fixe brute Jetons de présence	1 260 000 € dont 195 510 €	La rémunération fixe a été arrêtée par le Conseil de surveillance du 20 octobre 2016. Elle est versée pour partie sous forme de jetons de présence.
Rémunération variable brute annuelle	1 334 964 €	En cas d'atteinte totale des objectifs quantitatifs (75 %) et qualitatifs (25 %), la rémunération variable est égale à 115 % de la rémunération fixe. Les objectifs quantitatifs sont les suivants : performance d'un ou plusieurs actifs de long terme, développement sur l'année des sociétés non cotées du portefeuille, niveau d'endettement. L'objectif qualitatif est choisi chaque année par le Conseil de surveillance (voir section 2.1.7.4). Le Conseil de surveillance du 21 mars 2018, sur la recommandation du Comité de gouvernance, a fixé la rémunération variable à 92,13 % de la rémunération variable maximum (115% de la rémunération fixe), soit 1 334 964 €. Le versement de la rémunération variable de Frédéric Lemoine est conditionné à son approbation par l'Assemblée générale.
Actions de performance	NA	16 984 actions de performance avaient été attribuées le 7 juillet 2017 à Frédéric Lemoine pour une valeur de 1 219 451,20 €. Ces actions de performance ont été radiées du fait de la cessation des fonctions de Frédéric Lemoine au 31 décembre 2017.
Options d'achat d'actions	NA	50 952 options d'achat d'actions avaient été attribuées le 7 juillet 2017 à Frédéric Lemoine pour une valeur de 1 105 658,40 €. Ces options ont été radiées du fait de la cessation des fonctions de Frédéric Lemoine au 31 décembre 2017.
Avantages de toute nature	37 557 €	Abondement au titre du plan d'épargne Groupe, intéressement et assurance-chômage
Indemnité de départ	5 418 000 €	En cas de départ, Frédéric Lemoine a droit à deux années maximum de la dernière rémunération fixe totale et variable à objectifs atteints, dont le versement est soumis à deux conditions de performance : pour 50 % de son montant, elle est subordonnée au versement, au titre de deux des trois exercices précédant le départ, y compris l'exercice en cours, d'une rémunération variable au moins égale à 50 % de la rémunération variable à objectifs atteints allouée par le Conseil au titre des trois exercices considérés ; pour 50 % de son montant, l'indemnité n'est versée que si l'ANR par action à la fin du mandat (ANR réel) est supérieur ou égal à 90 % du montant moyen de l'ANR par action des 12 mois qui précèdent (ANR de référence) ; si l'ANR réel est compris entre 90 % et 60 % de l'ANR de référence, la part de l'indemnité versée à ce titre est réduite d'une décote de 2,5 fois la différence ; si l'ANR réel est inférieur à 60 % de l'ANR de référence, aucune indemnité n'est versée à ce titre (voir section 2.1.7.1). Le Conseil de surveillance a vérifié la réalisation des conditions de performance et a en conséquence décidé du versement de l'indemnité de départ fin décembre 2017

Frédéric Lemoine ne bénéficie pas des éléments de rémunération suivants : rémunération variable pluriannuelle, rémunération exceptionnelle, indemnité de non-concurrence, régime de retraite supplémentaire.

Éléments de la rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice 2017 à Bernard Gautier, membre du Directoire, soumis au vote des actionnaires

Éléments de la rémunération	Montants	Commentaires
Rémunération fixe brute Jetons de présence	840 000 € dont 131 175 €	La rémunération fixe a été autorisée par le Conseil de surveillance du 20 octobre 2016, sur la proposition du Président du Directoire. Elle est versée pour partie sous forme de jetons de présence.
Rémunération variable brute annuelle	889 976 €	En cas d'atteinte totale des objectifs quantitatifs (75 %) et qualitatifs (25 %), la rémunération variable est égale à 115 % de la rémunération fixe. Les objectifs quantitatifs sont les suivants : performance d'un ou plusieurs actifs de long terme, développement sur l'année des sociétés non cotées du portefeuille, niveau d'endettement. L'objectif qualitatif est choisi chaque année par le Conseil de surveillance (voir section 2.1.7.4). Le Conseil de surveillance du 21 mars 2018, sur la proposition du Président du Directoire et sur la recommandation du Comité de gouvernance, a autorisé la rémunération variable à 92,13 % de la rémunération variable maximum (115% de la rémunération fixe), soit 889 976€.
Actions de performance	11 323 actions de performance valorisées à 812 991 €	Le Conseil de surveillance du 7 juillet 2017, sur autorisation de l'Assemblée générale du 1 ^{er} mai 2017 et sur la recommandation du Comité de gouvernance, a décidé l'attribution aux membres du Directoire d'actions de performance. Sous réserve et sans préjudice de la condition de présence, l'acquisition de ces actions est soumise à une condition de performance. Le nombre d'actions de performance définitivement attribué est soumis à une condition de progression de la moyenne des cours de clôture des 50 jours précédant l'Assemblée générale de 5 % par an sur deux ans qui se décompose comme suit : la moitié des actions de performance attribuée est définitivement acquise à l'issue de la période d'acquisition si la moyenne des 50 cours de clôture précédant l'Assemblée générale 2018 est supérieure ou égale de 5 % à la moyenne des 50 cours de clôture précédant l'Assemblée générale 2017 ; l'intégralité des actions de performance attribuées est définitivement acquise si la moyenne des 50 cours de clôture précédant l'Assemblée générale 2019 est supérieure ou égale de 10,25 % à la moyenne des 50 cours de clôture précédant l'Assemblée générale 2017.
Options d'achat d'actions	33 968 options valorisées à 737 106 €	Le Conseil de surveillance du 7 juillet 2017, sur autorisation de l'Assemblée générale du 18 mai 2017 et sur la recommandation du Comité de gouvernance, a décidé l'attribution aux membres du Directoire d'options d'achat d'actions. Sous réserve et sans préjudice de la condition de présence, le nombre d'options exerçable est soumis à une condition de progression de la moyenne des cours de clôture des 50 jours précédant l'Assemblée générale de 5 % par an qui se décompose comme suit : la moitié des options est exerçable si la moyenne des 50 cours de clôture précédant l'Assemblée générale 2018 est supérieure ou égale de 5 % à la moyenne des 50 cours de clôture précédant l'Assemblée générale 2017 ; l'intégralité des options est exerçable si la moyenne des 50 cours de clôture précédant l'Assemblée générale 2019 est supérieure ou égale de 10,25 % à la moyenne des 50 cours de clôture précédant l'Assemblée générale 2017.
Avantages de toute nature	19 308 €	Intéressement
Indemnité de départ	Aucun montant dû ou versé	En cas de rupture de son contrat de travail, Bernard Gautier a droit à une indemnité égale à un an de rémunération fixe totale et variable à objectifs atteints (correspondant à la moyenne annuelle des rémunérations allouées au titre des trois derniers exercices dont les comptes auront été arrêtés) ; si cette indemnité excède l'indemnité prévue par la convention collective, l'excédent n'est versé que si Bernard Gautier a reçu, au cours de deux des trois exercices précédant le départ, une rémunération variable au moins égale à 50 % de sa rémunération variable à objectifs atteints au titre des trois exercices considérés. En cas de fin de mandat au Directoire, Bernard Gautier percevra une indemnité, égale à un an de rémunération fixe totale et variable à objectifs atteints (correspondant à la moyenne annuelle des rémunérations allouées au titre des trois derniers exercices dont les comptes auront été arrêtés), sous réserve des conditions de performances suivantes : pour 50 % de son montant, elle est subordonnée au versement, au titre de deux des trois exercices dont les comptes auront été arrêtés avant le départ, d'une rémunération variable au moins égale à 50 % de la rémunération variable à objectifs atteints allouée par le Conseil au cours des trois exercices considérés ; pour 50 % de son montant, l'indemnité n'est versée que si l'ANR par action à la fin du mandat (ANR réel) est supérieur ou égal à 90 % du montant moyen de l'ANR par action des 6 mois qui précèdent (ANR de référence) ; si l'ANR réel est compris entre 90 % et 60 % de l'ANR de référence, la part de l'indemnité versée à ce titre est réduite d'une décote de 2,5 fois la différence ; si l'ANR réel est inférieur à 60 % de l'ANR de référence, aucune indemnité n'est versée à ce titre. Le montant total des indemnités versées à Bernard Gautier ne peut dépasser deux ans de rémunération fixe et variable à objectifs atteints (voir section 2.1.7.1).

Bernard Gautier ne bénéficie pas des éléments de rémunération suivants : rémunération variable pluriannuelle, rémunération exceptionnelle, indemnité de non-concurrence, régime de retraite supplémentaire.

Éléments de la rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice 2017 à François de Wendel, Président du Conseil de surveillance, soumis au vote des actionnaires

Éléments de la rémunération	Montants	Commentaires
Rémunération brute	70 000 €	La rémunération du Président du Conseil a été examinée lors du Comité de gouvernance du 17 mai 2017 ; elle a été reconduite à l'identique.
Jetons de présence	77 000 €	Le montant des jetons de présence a été augmenté sur décision de l'Assemblée générale du 18 mai 2017 (voir section 2.1.7.10)

François de Wendel ne bénéficie pas des éléments de rémunération suivants : rémunération variable, rémunération variable pluriannuelle, rémunération exceptionnelle, options de souscription ou d'achat d'actions, actions de performance, avantages de toute nature, indemnité de départ, indemnité de non-concurrence, régime de retraite supplémentaire.

Description de l'activité 2017

Résultat consolidés 2017

(en millions d'euros)	2017	2016	Δ
Bureau Veritas	437,8	424,7	+ 3,1 %
Stahl	84,0	95,3	- 11,9 %
Constantia Flexibles	82,9	67,1	+ 23,6 %
Cromology	7,5	17,5	- 57,2 %
AlliedBarton	-	29,8	n.a.
Allied Universal (mise en équivalence)	11,9	0,7	n.a.
Saint-Gobain (mise en équivalence)	40,7	106,6	- 61,8 %
Dividende Saint-Gobain	17,8	-	n.a.
IHS (mise en équivalence)	4,1	- 44,5	n.a.
Oranje-Nassau Développement	16,8	23,0	- 26,7 %
■ Tsebo	2,2	-	n.a.
■ Parcours	-	4,1	n.a.
■ Mecatherm	3,4	8,3	- 59,5 %
■ CSP Technologies	5,0	8,7	- 43,1 %
■ Nippon Oil Pump	5,8	2,9	+ 97,6 %
■ exceet (mise en équivalence)	0,8	- 0,5	n.a.
■ PlaYce (mise en équivalence)	- 0,3	- 0,5	n.a.
TOTAL CONTRIBUTION DES SOCIÉTÉS	703,6	720,2	- 2,3 %
dont part du Groupe	367,7	402,7	- 8,7 %
TOTAL CHARGES DE STRUCTURE	- 53,9	- 60,6	+ 11 %
TOTAL FRAIS FINANCIERS	- 144,8	- 142,8	- 1,4 %
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS	505,0	516,9	- 2,3 %
dont part du Groupe	169,0	199,4	- 15,2 %

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est en hausse de + 8,4 % à 8 329,1 M€ et la croissance organique est de + 1,3 %.

La contribution de toutes les sociétés du Groupe au résultat net des activités est de 703,6 M€, en léger repli de - 2,3 % par rapport à 2016. Cette légère baisse s'explique notamment par les variations de périmètre (déconsolidation de Saint-Gobain à la suite de la cession de juin 2017 et mise en équivalence d'Allied Universal à partir d'août 2016) qui n'ont pas été totalement compensées par la contribution positive au résultat récurrent d'IHS, l'amélioration des résultats de Constantia Flexibles et de Bureau Veritas.

Le total des frais financiers, frais généraux et impôts s'élève à 198,6 M€, en baisse de - 2,3 % par rapport à 2016 (203,3 M€). Cette diminution provient notamment de la baisse des frais financiers induite par les opérations de « liability management »

initiées par Wendel et ayant permis la réduction du coût de sa dette. Les charges d'emprunt ont en effet baissé de - 36,0 % entre 2016 et 2017, passant de 148,4 M€ à 94,9 M€. Néanmoins, la baisse du dollar américain a eu un impact négatif de - 44,5 M€ sur la trésorerie et les placements financiers du Groupe en 2017 (+20,2 M€ en 2016).

Le résultat non récurrent est de 142,7 M€ en 2017 contre - 537,9 M€ l'année précédente. En 2016, la perte non récurrente dans les comptes consolidés de Wendel était principalement liée à la perte sur la cession de titres Saint-Gobain (- 229,6 M€), à la perte de change comptable constatée par IHS à la suite de la dévaluation du naira nigérian (- 159,9 M€) et à une charge comptable de - 123,6 M€ liée aux rachats de dette obligataire réalisés en juin 2016 qui n'étaient pas compensés par la plus-value comptable de + 78,3 M€ ⁽¹⁾ réalisée sur la cession de Parcours.

(1) Hors l'arrêt des amortissements requis par IFRS 5 « Actifs non courant détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». La plus-value sur investissement s'élevait à 129,3 M€.

En comparaison, en 2017, le résultat non récurrent est positif et résulte des principaux éléments suivants :

- le gain net de cession de l'activité « Étiquettes et habillages de conditionnement » de Constantia Flexibles de + 318,9 M€ ;
- la plus-value comptable de + 84,1 M€ réalisée à la suite de la cession de titres Saint-Gobain fin mai et début juin 2017, s'appliquant sur l'ensemble des titres détenus par Wendel, conformément à la norme IAS 28 ;
- une perte de change sur la dette financière IHS de - 68,3 M€ ;

- une charge de - 47,8 M€ liée au remboursement anticipé des dettes de Constantia Flexibles à la suite de la cession de son activité « Étiquettes et habillages de conditionnement » ;
- un gain de change sur la dette financière de Stahl (+ 46,0 M€) ; et
- les dépréciations d'actifs et les autres éléments non-récurrents (- 190,2 M€).

En conséquence, le résultat net total est de 534,1 M€ en 2017, contre une perte de - 141,1 M€ en 2016. Le résultat net part du Groupe est de 200,0 M€, contre - 366,8 M€ en 2016.

Activité des sociétés du Groupe

Bureau Veritas

(Intégration globale)

Le chiffre d'affaires 2017 a atteint 4 689,4 M€, en hausse de + 3,1 % par rapport à 2016.

- La croissance organique du groupe s'élève à + 2,2 % sur l'exercice 2017, avec une accélération au 2nd semestre et notamment +3,8 % au dernier trimestre. Cette bonne dynamique est le résultat d'une croissance solide pour les 5 Initiatives de Croissance (un tiers du chiffre d'affaires de Bureau Veritas), en hausse de + 6,9 % sur une base organique et par rapport à l'exercice précédent (+ 4,9 % sur l'exercice 2016). Une croissance élevée à deux chiffres a été atteinte dans les Initiatives Automobile et *SmartWorld*, tandis que les Initiatives Agroalimentaire, Opex et Bâtiment & Infrastructures ont enregistré une hausse moyenne à un chiffre.
- Une amélioration graduelle sur l'année pour les autres activités (les deux-tiers du chiffre d'affaires de Bureau Veritas), en hausse de + 0,1 % en croissance organique et par rapport à l'année précédente avec une croissance de + 2,6 % au dernier trimestre. Hormis l'activité Marine & Offshore (8 % du chiffre d'affaires de Bureau Veritas) et les activités liées au Capex Pétrole & Gaz (moins de 5 % du chiffre d'affaires de Bureau Veritas), qui restent soumises à une pression cyclique (en repli de - 5 % et - 16 % respectivement en 2017), les autres activités ont réalisé une bonne performance. C'est le cas notamment de l'activité Métaux & Minéraux en phase de redressement, et de la Certification qui maintient une croissance solide.

En 2017, Bureau Veritas a réalisé neuf acquisitions, représentant près de 150 M€ de chiffre d'affaires annualisé (soit 3,2 % du chiffre d'affaires 2016 de Bureau Veritas), en support de 4 des 5 Initiatives de Croissance. Les variations des taux de change ont eu un impact négatif de - 1,6 % sur le chiffre d'affaires, principalement du fait de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar américain, ainsi que certaines devises de pays émergents.

Le résultat opérationnel ajusté s'est élevé à 745,5 M€ et la marge à 16,1 % sur une base organique : la marge opérationnelle ajustée de l'exercice 2017 est en baisse d'environ - 25 pb, à 15,9 % contre 16,2 % en 2016. Ajustée des effets liés aux taux de change (environ - 10 pb) et au périmètre (environ - 10 pb), la marge a baissé d'environ - 5 pb en organique par rapport à l'exercice précédent, à 16,1 %. Le cash-flow opérationnel atteint 581,2 M€ en 2017, à comparer à 594,4 M€ en 2016. Cette baisse limitée est notamment liée à des effets de change négatifs et à la hausse du BFR (Besoin en fonds de roulement) due à l'accélération de la croissance du chiffre d'affaires de + 3,8 % au 4^{ème} trimestre. Ceux-ci sont partiellement compensés par la progression organique des flux nets de trésorerie et la baisse des impôts payés pendant l'exercice 2017. Au 31 décembre 2017, la dette financière nette ajustée s'élève à 2 094,4 M€, soit 2,37 fois l'Ebitda des douze derniers mois - tel que défini pour le calcul des ratios bancaires - à comparer à 2,20 fois au 31 décembre 2016.

Un dividende de 0,56 € par action, en hausse de + 9,8 % sur deux ans, sera proposé à l'Assemblée générale annuelle de Bureau Veritas qui se tiendra le 15 mai 2018.

Constantia Flexibles

(Intégration globale - Conformément à la norme IFRS 5, les contributions 2016 et 2017 de l'activité Labels sont comptabilisées en « Résultat net des activités arrêtées ou destinées à être cédées »).

Recentrage sur le packaging flexible

Le 31 octobre 2017, Constantia Flexibles a cédé son activité Étiquettes et habillages de conditionnement (« Labels ») à Multi-Color Corporation, pour une valeur d'entreprise d'environ 1,15 Md€ (1,3 Md\$). Constantia Flexibles a reçu environ 830 M€, et continuera d'accompagner la future *success story* de Multi-Color par l'intermédiaire d'une participation de 16,6 % à son capital.

Cette opération créatrice de valeur permettra à Constantia Flexibles de disposer de nouvelles ressources pour renforcer sa stratégie de croissance dans le marché du packaging flexible. Les nouveaux moyens dégagés permettront de financer la croissance externe dans de nouveaux marchés, les investissements dans

de nouveaux outils industriels ainsi que les projets innovants développés par les équipes de Constantia Flexibles. De plus, en devenant le premier actionnaire d'un groupe rassemblant les activités Labels de Constantia Flexibles et celles de Multi-Color, la société pourra encore profiter d'une exposition à la croissance de ce marché.

Résultats 2017

Le chiffre d'affaires de Constantia Flexibles s'établit en 2017 à 1,5 Md€, en hausse de + 1,8 %. La croissance organique est de + 1,6 %. Les variations des taux de change et de périmètre de consolidation ont eu un impact légèrement positif de + 0,2 %.

En 2017, la croissance organique du chiffre d'affaires a bénéficié d'un effet mix favorable (env. + 3 %) qui a cependant été grevée par la pression continue sur les prix de vente (env. - 1 %). Afin de faire supporter par ses clients la hausse du coût des matières premières, le top management de Constantia leur a envoyé en

novembre une lettre annonçant une hausse à deux chiffres des prix pour toutes les formes de packaging flexible, celle-ci devrait se matérialiser dans les comptes de Constantia Flexibles début 2018.

Le chiffre d'affaires de la division **Agroalimentaire (Food)** a baissé de - 0,7 % à 1,2 Md€ en 2017. La croissance organique de la division est de + 1,0 % tirée par la croissance solide en Europe et en Amérique qui a permis de compenser la performance plus faible de certains marchés émergents.

En 2017, le chiffre d'affaires de la division **Santé (Pharma)** a crû de + 11,2 % à 348 M€. La croissance organique est de + 3,7 % tirée par l'amélioration des volumes d'opercules de blisters et de complexes d'aluminium formables à froid en Europe et en Amérique.

L'Ebitda 2017 de Constantia Flexibles s'établit à 188,2 M€, soit une hausse sur l'année de 20 pbs de la marge à 12,7 %. La rentabilité de Constantia Flexibles a bénéficié principalement d'effets mix positifs du fait de la forte croissance enregistrée

par les produits à marge élevée de la division Pharma ainsi que de la consolidation des sociétés récemment acquises. La marge a par ailleurs souffert en 2017 de la hausse du prix des matières premières (les principales matières premières utilisées par le groupe ont vu leur prix augmenter pendant l'année, par exemple : l'aluminium env. + 8 %, les films polypropylène BOPP env. + 11 %, les solvants) ainsi que d'un environnement économique temporairement difficile dans certains marchés émergents.

À la suite de la cession de son activité Labels, Constantia Flexibles a pu refinancer sa dette. La société a remboursé les lignes de son crédit syndiqué pour 1,34 Md€ et a mis en place une nouvelle ligne de financement bancaire à 5 ans de 375 M€. Le coût global de ce nouveau financement est de 2,25 % soit une économie annuelle d'environ 40 M€. Le nouvel accord de financement fixe un levier maximum à 4,5 fois l'Ebitda. Au 31 décembre 2017, la dette nette de Constantia Flexibles (hors coûts de transaction capitalisés) était de 398,9 M€, soit 2,14 fois l'Ebitda.

Cromology

(Intégration globale - Conformément à la norme IFRS 5, la contribution 2017 des activités de Colorin est comptabilisée en « Résultat net des activités arrêtées ou destinées à être cédées ». Les chiffres présentés ci-dessous excluent pour 2016 et 2017 la contribution de Colorin.)

Cromology a réalisé un chiffre d'affaires pro forma de la cession de Colorin de 704,6 M€ en 2017, en très légère hausse (+0,6 %) par rapport à 2016. Les effets périmètres ont contribué positivement à hauteur de + 2,0 %, notamment grâce aux acquisitions réalisées en 2016 (la marque Natec en France et l'activité peinture de Jallut en Suisse). Cependant, l'activité de Cromology est en repli organique de - 1,3 % sur l'année, traduisant principalement une croissance atone en France et la sous-performance de l'Italie. Enfin, l'évolution des taux de change a eu un impact négatif de - 0,1 % sur le chiffre d'affaires.

L'activité de Cromology en France (+ 0,7 %) a bénéficié de la hausse des prix (+ 0,6 %), celle-ci ayant cependant été partiellement compensée par un effet mix défavorable. En Italie (repli de - 7,0 %), l'activité a été fortement affectée par les conditions défavorables du marché italien de la peinture (- 2,5 %) et la fermeture de magasins peu performants. La France et l'Italie représentent respectivement 66 % et 13 % du chiffre d'affaires de Cromology.

Stahl

(Intégration globale)

Le chiffre d'affaires de 2017 de Stahl s'élève à 733,3 M€, en hausse de + 11,8 % par rapport à 2016. Cette augmentation du chiffre d'affaires résulte de la combinaison d'une bonne croissance organique de + 2,2 %, d'un effet périmètre (+ 10,6 %) lié à la consolidation d'Eagle Performance Products sur l'ensemble de l'année et à la consolidation sur le 4^{ème} trimestre 2017 des activités chimie pour le cuir de BASF. L'évolution des taux de change a quant à elle eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires de - 0,9 %. La croissance du chiffre d'affaires de Stahl a bénéficié de la poursuite de la croissance à deux chiffres des activités Performance Coatings et de la forte croissance des

Pour compenser la hausse des matières premières, tirée notamment par la forte augmentation du prix du dioxyde de titane depuis le 2^{ème} trimestre de 2016 (+ 34 % sur l'année 2017), Cromology a adapté sa politique commerciale et augmenté les prix de vente de ses produits. Cromology travaille aussi constamment à optimiser ses achats en qualifiant de nouveaux fournisseurs et en contrôlant strictement tous ses coûts.

Malgré ces mesures, l'Ebitda de Cromology, en recul de - 12,5 %, s'élève à 49,0 M€ soit une marge de 7,0 %. Grâce à une gestion rigoureuse du BFR, Cromology a maintenu sa dette nette à 239,5 M€ au 31 décembre 2017, en ligne avec le 31 décembre 2016.

En juillet 2017, Cromology a obtenu un amendement de ses conditions bancaires, accroissant ainsi ses marges de manœuvres financières afin de se donner tous les moyens pour poursuivre ses plans de croissance. Cette opération s'est accompagnée également d'une augmentation de sa capacité de tirage sur ses lignes de crédit de 20 M€ au total. Le coût de la dette reste quant à lui inchangé. Par ailleurs, Wendel a accordé à Cromology un prêt d'actionnaire de 25 M€ le 14 mars 2018.

Enfin, le 6 février 2018, Cromology a finalisé la cession de Colorin, sa filiale argentine, qui représentait environ 4 % du chiffre d'affaires.

volumes des activités de Finition pour le cuir, partiellement compensée par les activités Wet-End.

L'Ebitda 2017 de Stahl est en hausse + 10,1 % par rapport à 2016 à 171,3 M€ soit une marge de 23,4 %. La croissance de l'Ebitda a été générée par la croissance de l'activité, le bon contrôle des coûts et la consolidation sur le dernier trimestre de l'année des activités chimie pour le cuir de BASF. Le très léger tassement de la marge d'Ebitda est lié à une légère augmentation des coûts de certaines matières premières qui n'ont pas encore été compensées par les hausses de prix de vente initiées en février 2018, ni par les synergies liées à l'acquisition des activités de BASF.

Stahl a payé un dividende de 242,7 M€ à Wendel en 2017 et la dette nette à fin 2017 est en légère augmentation par rapport à fin 2016 notamment du fait des 111 M€ payés par Stahl lors de la finalisation de l'acquisition de l'activité chimie pour le cuir de BASF à la fin du 3^{ème} trimestre. Le niveau de levier financier a quant à lui légèrement baissé.

Le 29 septembre 2017, Stahl a finalisé l'acquisition, annoncée en mars 2017, de l'activité chimie pour le cuir de BASF. Stahl a ainsi repris toutes les activités chimie pour le cuir de BASF, dont un site de production en Espagne et environ 160 employés. En outre, la transaction inclut des accords d'approvisionnement à moyen long terme par lesquels BASF deviendra le fournisseur

exclusif de Stahl en produits finis à partir des sites de production dont BASF restera propriétaire. En échange de la cession de ses actifs à Stahl, BASF a reçu 16 % du capital de Stahl, ainsi qu'une soule en numéraire versée par Stahl de 111 M€ environ, très inférieure aux 150 M€ annoncés lors de la signature du fait de certains ajustements, principalement de dette nette et de BFR.

Avec cette acquisition, Stahl renforce son portefeuille de produits, augmente sa capacité d'innovation et génère un chiffre d'affaires combiné de l'ordre de 880 M€ avec un Ebitda (hors éléments non récurrents et écritures liées aux écarts d'acquisition) d'environ 210 M€ (proforma 2017).

IHS

(Mise en équivalence)⁽¹⁾

Le chiffre d'affaires de l'année 2017 d'IHS s'élève à 1 107 M\$, en hausse de + 22,2 % par rapport à 2016. La croissance du chiffre d'affaires est la conséquence de la croissance du taux de collocation, de l'effet de la mise en œuvre de l'indexation des contrats début 2017 ainsi que de la consolidation des tours de HTN (depuis juin 2016). À fin 2017, le nombre total de tours était de 22 861⁽²⁾, en croissance de + 1,9 %. Le taux de collocation point de présence est en baisse de 1,3% et le taux de collocation technologie est en hausse de + 7,8 % sur l'année.

En termes de profitabilité, IHS a poursuivi avec succès le développement et la rationalisation de sa base installée de tours, ainsi qu'un contrôle strict de ses coûts opérationnels. L'Ebit 2017 a progressé de + 137,3 % à 264,4 M\$ (114,4 M\$ en 2016⁽³⁾), soit une marge de 23,9 % (contre 12,3 % en 2016).

Au Nigeria, les anciennes activités d'Etisalat Nigéria opèrent désormais sous la marque « 9Mobile », qui poursuit sa relation commerciale avec IHS. La société a toutefois augmenté les provisions sur une partie de ses créances sur ce client.

Le 10 octobre 2017, IHS a signé un accord en vue d'acquérir plus de 1 600 tours pour 165 M\$ au Koweït auprès de Mobile Telecommunications Company K.S.C.P. (Zain), opérateur leader de téléphonie mobile au Koweït. Cette opération s'inscrit dans la stratégie d'IHS visant à mettre à profit son expertise opérationnelle dans les marchés émergents. À l'issue de la finalisation de cette opération, attendue pour le 1^{er} semestre 2018, IHS gèrera environ 24 500 tours⁽²⁾.

Au cours de l'année 2017, le marché des changes nigérian a évolué. En avril 2017, la banque centrale du Nigéria a publié une circulaire conduisant à la création d'un guichet nommé NAFEX (the Nigerian Autonomous Foreign Exchange Rate Fixing), ouvert à certains acteurs économiques afin de faciliter la conversion de

leurs devises en naira. Dans ce contexte, le management d'IHS a conclu qu'à partir du 31 décembre 2017, il convenait d'utiliser les taux de change du NAFEX pour convertir en dollars les comptes des filiales nigérianes utilisant le naira comme monnaie fonctionnelle, entraînant un impact négatif sur le bilan et les charges financières. Il devrait vraisemblablement avoir un effet défavorable sur la rentabilité comptable d'IHS en 2018.

Wendel a été informée qu'un certain nombre de comptes appartenant à IHS Nigeria Limited, INT Towers Limited et IHS Towers NG Limited ouverts dans des banques nigérianes avaient fait l'objet de mesures de blocage fin 2017. Ces mesures sont relatives à certaines instructions de « post no debit » adressées à ces banques par l'«Economic and Financial Crimes Commission» (EFCC) du Nigéria.

IHS a indiqué qu'à sa connaissance aucune allégation formelle ni investigation ne lui avait été notifiée dans le cadre des demandes de l'EFCC et qu'elle continuera à coopérer pleinement avec l'EFCC pour répondre à ces demandes d'informations et comprendre les fondements de leur action sur les comptes d'IHS.

Au 31 décembre 2017, le montant des encours figurant sur les comptes concernés était de 106,8 M\$ sur un montant total de trésorerie détenu par IHS de 753 M\$.

Si la direction d'IHS s'attend actuellement à ce que les comptes concernés par les instructions « post no debit » soient débloqués lorsque les demandes de l'EFCC seront satisfaites, il n'est pas possible à ce jour de prédire la durée ou l'issue probable de la procédure. Toutes les mesures de gouvernance nécessaires sont prises par le conseil d'administration d'IHS pour suivre la situation de près.

Au 31 décembre 2017, la dette nette d'IHS s'élevait à 1 334,7 M\$.

(1) Chiffres 2017 non audités.

(2) Nombre de tours hors managed services et tours en cours de construction au 31 décembre 2017.

(3) L'Ebit 2016 a été retraité des frais de terminaison anticipée d'un client opérateur en 2016.

Allied Universal

(Depuis le 1^{er} août 2016, date de la finalisation de la fusion entre AlliedBarton et Universal Services of America, Allied Universal est consolidée par mise en équivalence. En application de la norme IFRS 5, l'activité d'AlliedBarton des 7 premiers mois de l'année 2016 est présentée dans le compte de résultat en « Résultat net des activités destinées à être mises en équivalence ».)

En 2017, Allied Universal a réalisé un chiffre d'affaires de 5,3 Md\$ en croissance de + 9,9 % par rapport à l'année précédente, dont 2,8% de croissance organique⁽¹⁾. Cette croissance organique est le reflet du gain net de nouveaux clients et de l'augmentation des dépenses des clients existants. Cette croissance organique n'est pas ajustée de l'impact négatif du nombre de jours ouvrés (1 jour en moins) en 2017 et n'inclut pas la forte croissance organique des activités acquises depuis début 2016. Retraitée de ces éléments, la croissance organique pro forma se serait élevée à + 3,8 %. Par ailleurs, Allied Universal a poursuivi en 2017 sa politique de croissance externe avec l'acquisition de la division Sécurité de Yale Enforcement Services, certains contrats de Lankford Security, et Alert Protective Services.

Oranje-Nassau Développement

À travers Oranje-Nassau Développement qui regroupe des opportunités d'investissements de croissance, de diversification ou d'innovation, Wendel est notamment investi en France dans

Mecatherm

(Intégration globale)

Le ralentissement des prises de commandes sur 2016 et début 2017, notamment lié aux difficultés opérationnelles rencontrées en 2015, a entraîné un recul du chiffre d'affaires de - 29,0 % qui s'établit à 84,3 M€ sur 2017.

Les prises des commandes⁽²⁾ ont progressé de + 12 % sur l'année, à la suite d'un fort rebond de l'activité commerciale depuis la fin du 1^{er} semestre 2017. Cette bonne performance commerciale confirme la confiance chez les clients historiques, et le succès du déploiement de Mecatherm sur les segments en croissance (Soft & Pastry, services, baking systems, marchés émergents...) et des importants efforts marketing et commerciaux associés. Cette tendance se confirme sur le début de l'année 2018. Ainsi, par rapport à fin 2016, le carnet de commandes est en progression de +17%, à fin 2017.

L'Ebitda recule de 13,7 M€ à 7,3 M€ soit une marge de 8,6 % en 2017 contre 11,5 % en 2016. La baisse du chiffre d'affaires

Tsebo

(Intégration globale depuis le 1^{er} février 2017)

Le chiffre d'affaires de Tsebo de 2017 s'élève à 563,2 M\$, en hausse sur l'année de + 20,5 %. Tsebo a bénéficié d'une croissance organique solide (+ 8,0 %) tirée par les activités Nettoyage, Restauration et *Facilities Management* ainsi que d'un impact favorable lié à la variation des taux de change (+ 9,1 %),

L'Ebitda ajusté a progressé de + 13,1 % sur l'année à 388,3 millions de dollars, soit 7,3% de marge. La croissance de l'Ebitda est le résultat des acquisitions et de la croissance organique. Les synergies réalisées sur la période ont été partiellement compensées par la hausse des coûts salariaux induite par la très forte tension du marché du travail américain. Par ailleurs, au second semestre, la société a lancé des initiatives de développement incluant des embauches de nouveaux managers et des investissements dans de nouvelles technologies et des outils de business intelligence destinés à améliorer encore la productivité et accroître l'engagement des clients vis-à-vis de la société. Ces initiatives commencent déjà à porter leurs fruits et générer de nouvelles améliorations de productivité en 2018.

À la fin de l'année 2017, près de 100% des synergies de \$100m annoncées à la fusion ont été implémentées. Leur impact complet et en année pleine sur les résultats devrait intervenir sur les résultats 2018.

À fin décembre 2017, la dette nette d'Allied Universal s'élevait à 3 033,6 millions de dollars, soit 6,9 fois l'Ebitda tel que défini dans la documentation bancaire.

Mecatherm, au Japon dans Nippon Oil Pump, aux États-Unis dans CSP Technologies ainsi qu'en Afrique dans Tsebo et PlaYce.

a affecté la rentabilité sur l'exercice 2017 mais, après un 1^{er} semestre difficile (6,3 % de marge), la rentabilité de Mecatherm a été impactée dans une moindre mesure grâce à la poursuite d'une politique de strict contrôle des coûts et un bon niveau de marge sur les commandes ainsi que sur l'activité de services. Les mesures d'optimisation des coûts se poursuivent (optimisation de la supply chain, redesign-to-cost, automatisation des processus de production...).

Dans ce contexte d'amélioration de la performance commerciale - supporté par un carnet de commandes en augmentation, et d'optimisation continue des coûts, l'année 2018 est attendue en croissance tant au niveau du chiffre d'affaires que de l'Ebitda.

Enfin, l'amélioration de la courbe d'encaissements sur affaires à la suite du fort rebond de l'activité sur le 2nd semestre 2017 a permis une réduction de la dette nette de - 7,5 M€. Elle s'établit, ainsi à 31,3 M€ au 31 décembre 2017.

notamment l'appréciation du rand sud-africain par rapport au dollar. La croissance a également bénéficié d'un effet périmètre positif (+ 3,4 %) lié aux acquisitions réalisées dans la Sécurité (Mandela en février 2016), les solutions de Leasing (Sovereign Seeker en avril 2016), le Nettoyage (Superclean en janvier 2017) et le *Facilities Management* (Rapid Facilities Management en

(1) les variations de chiffre d'affaires, Ebitda et dette nette sont calculées comme si la fusion et les acquisitions pré fusion avaient été finalisées le 1^{er} janvier 2016.

(2) Commandes ajustées de l'annulation en 2017 d'une commande en Afrique du Nord de 9 M€ enregistrée en 2016.

september 2017). L'acquisition de Rapid Facilities Management Pty Ltd au Nigéria est la première acquisition de Tsebo depuis que Wendel est entré au capital. Cette acquisition modeste (chiffre d'affaires annuel de 350 k\$) ancre un peu plus Tsebo dans le très attractif marché nigérian, où Tsebo compte déjà de nombreux clients.

CSP Technologies

(Intégration globale)

Le chiffre d'affaires de CSP Technologies de 2017 s'établit à 135,8 M\$, en hausse de + 7,2 %. La croissance externe de l'année, du fait de la consolidation de Maxwell Chase à partir de mi-mars 2016, s'élève à + 5,6 %. La Société a connu une croissance particulièrement forte au 3^{ème} trimestre (+ 14,8 %), dans presque tous les segments d'activité, avec comme anticipé un ralentissement de la croissance organique au 4^{ème} trimestre. La croissance organique sur l'année s'est élevée à +1,0%, ce qui n'inclut pas la forte croissance organique de Maxwell Chase, acquise en 2016. En intégrant la croissance de Maxwell Chase, la croissance organique se serait élevée à +3,6%. Les ventes de produits de sécurité alimentaire ont quant à elles connu une croissance à deux chiffres. L'impact du change a été de + 0,6 % sur l'année.

CSP Technologies a annoncé au cours de l'année des investissements liés à l'expansion de son site d'Auburn dans l'Alabama, avec la construction en cours d'une nouvelle structure

Nippon Oil Pump (« NOP »)

(Intégration globale)

NOP a réalisé un chiffre d'affaires de 6 132 M¥ en 2017 en croissance totale de + 10,8 %. La croissance organique est de + 10,4 % et l'évolution des taux de change a eu un impact positif de + 0,4 %.

Grâce au dynamisme de marché mondial des machines-outils, tous les produits et toutes les régions de NOP sont en croissance. En particulier, les ventes de pompes Vortex sont en hausse de + 28 % par rapport à 2016. Les produits historiques affichent également une croissance élevée du fait de la forte demande avec une hausse de + 9% des ventes de pompes trochoïdes et de 12 % des moteurs hydrauliques. L'activité hors du Japon est

PlaYce (anciennement SGI Africa)

(Intégration globale)

Deux centres commerciaux PlaYce ont ouvert en 2017 : un centre commercial à Abidjan en Juin (PlaYce Palmeraie) et un centre commercial à Douala (Carrefour Market Bonamoussadi).

PlaYce Marcory affiche un taux de commercialisation de 100 % et a accueilli au cours de 2017 plus de 3 millions de visiteurs. PlaYce

L'Ebitda 2017 de Tsebo est de 37,0 M\$, en hausse de + 7,0 % par rapport à 2016. La marge d'Ebitda baisse de 7,4 % en 2016 à 6,6 % en 2017 du fait notamment de l'intégration des nouvelles acquisitions et de la montée en puissance de nouveaux contrats panafricains de *Facility management*.

Au 31 décembre 2017, la dette nette de Tsebo était de 130,5 M\$.

adjacente à celle déjà existante, pour une capacité industrielle et de stockage de 10 200 mètres carrés additionnels.

L'Ebita ajusté de CSP Technologies s'établit à 27,0 M\$ en 2017, soit une marge d'Ebita de 19,9 %. La marge d'Ebita a été impactée notamment par la hausse du coût de certaines matières premières et des nouveaux projets de développement destinés à nourrir la croissance de la Société.

Enfin, le 2 mars 2017 CSP a annoncé la renégociation du prix et de la taille de la dette « Term Loan B ». Dans le cadre de cette transaction, la taille du « Term Loan B » a été augmentée de 12 M\$ et représente désormais un total de 178 M\$. Le taux d'intérêt a quant à lui été réduit de 75 points de base à Libor + 525 points de base. Le produit de l'augmentation de cette dette a été utilisé pour rembourser la ligne existante de crédit revolving de 25 M\$. À la suite de cette transaction, la Société a réduit le coût annuel de sa dette d'environ 1,3 M\$. Au 31 décembre 2017, la dette nette de CSP s'élevait à 175,9 M\$.

également extrêmement encourageante avec une croissance de près de + 40 % sur l'année.

La forte croissance du chiffre d'affaires combinée aux effets de la politique de contrôle strict des coûts et de hausse des prix initiée l'année dernière ont permis à NOP d'atteindre un niveau de rentabilité significativement meilleur. L'Ebitda est hausse de + 31,0 % sur l'année et la marge s'améliore de + 340 pbs à 22,0 %.

Fin 2017, NOP a finalisé une petite acquisition en Allemagne afin de renforcer sa présence en Europe et d'obtenir un accès direct à la fabrication des unités de refroidissement pour ses pompes Vortex.

Palmeraie a un taux de commercialisation de 100 % et Carrefour Market Bonamoussadi ont un taux de commercialisation de 100%. Il y a, par ailleurs, huit autres projets en cours, deux en Côte d'Ivoire, trois au Cameroun et trois au Sénégal, à des stades d'avancement différents.

Wendel n'a pas pour l'instant réalisé d'investissement supplémentaire à la suite de son investissement initial de 25 M€.

Faits marquants de l'année 2017

Poursuite du désengagement de Saint-Gobain

Le 2 juin 2017, Wendel a annoncé le succès de la cession de 20 millions d'actions Saint-Gobain, cette cession ainsi que des cessions d'actions au fil de l'eau, 0,3 % en mai 2017, à un prix moyen de cession de 50,113 € par action, ont représenté pour Wendel un produit total de 1,085 Md€. Wendel détient désormais 2,6 % du capital et environ 4,5 % des droits de vote de Saint-Gobain. En application des accords de gouvernance en vigueur avec Saint-Gobain, Wendel a réduit sa représentation au Conseil d'administration de 3 à 1 siège.

La cession des titres Saint-Gobain réalisée s'est traduite par une plus-value comptable de 84,1 M€ dans les états financiers 2017 de Wendel. Cette plus-value comptable est calculée sur la totalité des titres Saint-Gobain détenus par Wendel avant la cession, compte-tenu des règles comptables en vigueur.

Wendel a finalisé l'acquisition de 65 % ⁽¹⁾ du capital de Tsebo

À la suite de l'annonce en septembre 2016 de la signature d'un accord en vue de l'acquisition de Tsebo, Wendel a annoncé le 1^{er} février 2017 l'obtention de toutes les autorisations nécessaires et la réalisation de l'acquisition de 65 %⁽²⁾ du capital de Tsebo Solutions Group, le leader panafricain des services aux entreprises, pour une valeur d'entreprise totale de 5,25 Md ZAR (env. 362 M€ ⁽²⁾).

Wendel, au travers d'Oranje-Nassau Développement, a investi 159 M€⁽³⁾ dans Tsebo et détient 65 %⁽²⁾ du capital de la société aux côtés de Capital Group Private Markets (35 %⁽²⁾). À la suite de la signature de l'accord en vue de l'acquisition, Wendel avait mis en place une couverture de taux qui a permis un gain net de 3,5 M€.

Cette transaction est également financée par un financement bancaire de 1,85 Md ZAR de Standard Chartered Bank, Investec Bank et Nedbank. Par ailleurs, Tsebo bénéficie d'une ligne revolving de 150 M ZAR ainsi que d'une ligne d'acquisition de 325 M ZAR pour financer ses futures opérations de développement. Wendel et Capital Group Private Markets continueront à accompagner la stratégie de croissance externe de Tsebo au travers d'investissements additionnels si nécessaire.

Cession des 2,8 millions de titres Bureau Veritas achetés en novembre 2016

Au cours du mois de novembre 2016, Wendel avait acheté 2,8 millions de titres Bureau Veritas supplémentaires qui n'avaient pas vocation à être conservés sur le long terme. En effet, le titre s'était replié d'une manière jugée excessive, et il avait été possible d'acquérir ces titres à un prix moyen de 17,05 € par action. Il avait été indiqué que ces titres seraient revendus lorsque le marché aurait reflété la montée en régime progressive du plan stratégique et des initiatives de croissance. Après un 1^{er} trimestre affichant une croissance organique de + 1,9 % et une croissance de + 4,6 % des initiatives stratégiques, Wendel a estimé que cette dynamique était en marche. Les 2,8 millions de titres ont été vendus au 2^{ème} trimestre à un prix moyen de 21,50 €. Wendel a ainsi réalisé un gain en numéraire de 12,4 M€. Conformément à la norme IFRS 10, la plus-value de cession comptable (52 M€) est comptabilisée en capitaux propres dans les comptes consolidés de Wendel. Au 31 décembre 2017, Wendel détient 40,6 % du capital de Bureau Veritas et 56,2 % des droits de vote théoriques.

Autres faits marquants depuis le début de l'année 2018

Cession de Saham

Wendel a annoncé le 3 mars 2018 la cession de ses parts dans la holding du groupe Saham, pour un montant de 155 M\$ (soit environ 125 M€). Cette cession intervient concomitamment à un accord conclu le 7 mars 2018, aux termes duquel le groupe Saham cède son pôle assurances (Saham Finances) à Sanlam, groupe sud-africain leader des services financiers en Afrique, présent au capital de celui-ci depuis 3 ans, et qui en détenait

jusqu'alors 46,6 %. Elle est conditionnée à la réalisation effective de la transaction entre le groupe Saham et Sanlam, qui devrait intervenir au second semestre 2018. Wendel bénéficie également d'un droit à 13,3 % des plus-values réalisées en cas de cession par Saham des autres activités du groupe (Centres de relation client, Immobilier, Santé et Education) pendant les 24 prochains mois, à des valorisations supérieures à certains seuils prédéfinis.

(1) Taux de détention avant co-investissement du management de Tsebo pour une participation d'environ 2,5 % du capital.

(2) EUR/ZAR = 14,4955 au 31 janvier 2017.

(3) Après prise en compte de la couverture de taux.

Chiffres clés

En 2017, Wendel s'est concentré sur son portefeuille avec la poursuite du désengagement de Saint-Gobain et la finalisation d'opérations structurantes comme l'acquisition par Stahl de l'activité chimie pour le cuir de BASF et la cession de l'activité Labels de Constantia Flexibles dans de bonnes conditions. 2017 a vu le retour de Bureau Veritas à une croissance organique.

Chiffre d'affaires consolidé

2015	2016	2017
7 272,3	7 682,7	8 329,1

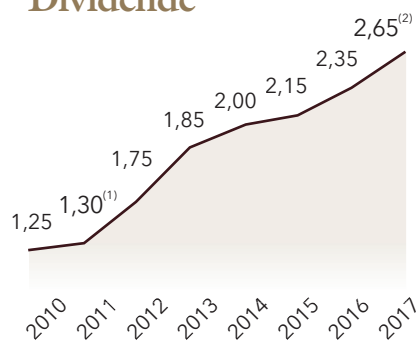
En millions d'euros au 31.12

Résultat net

2015	2016	2017
<i>Total</i>		
25	-141	534
<i>Part du Groupe</i>		
-146	-367	200

En millions d'euros au 31.12

Dividende



En euro par action, dividende ordinaire

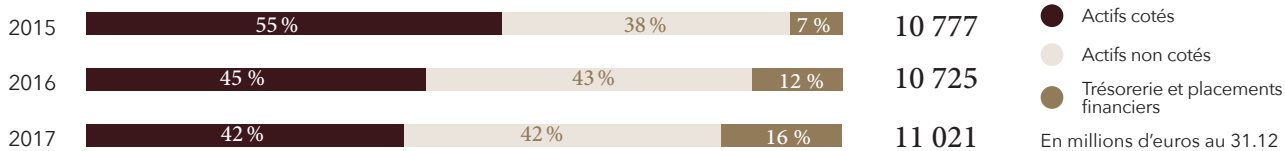
⁽¹⁾ Le dividende ordinaire 2011 était assorti à titre exceptionnel d'une action Legrand pour 50 actions Wendel détenues. / ⁽²⁾ Dividende 2017 : sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale du 17 mai 2018.

Actif net réévalué

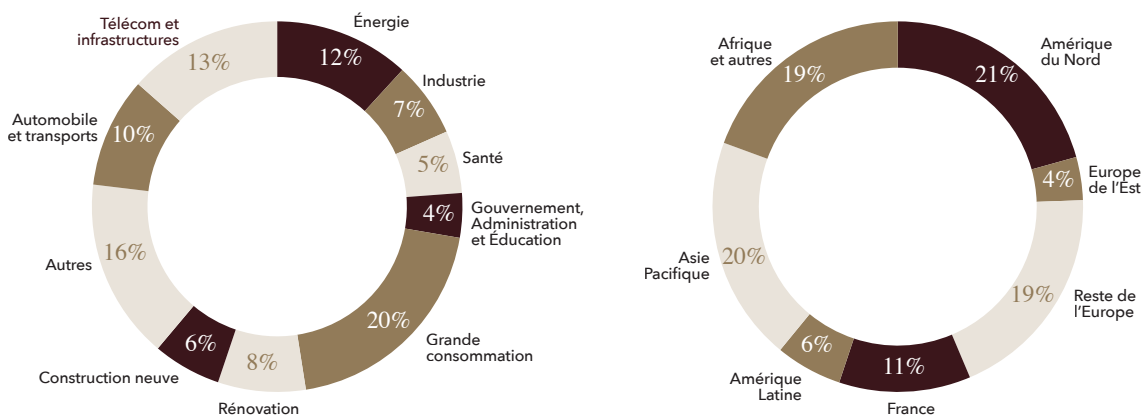
2015	2016	2017
136,4	153,9	176,4

En euros par action au 31.12

Total de l'actif brut géré

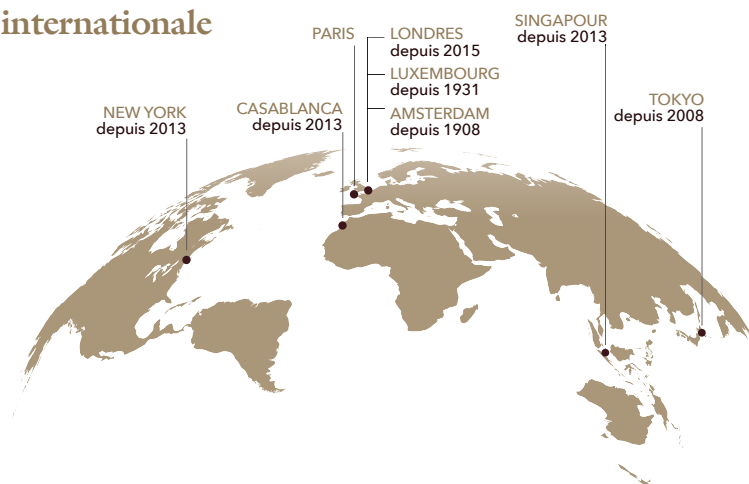


Diversification sectorielle et géographique



Exposition de la valeur d'entreprise, calculée sur la base des calculs de l'ANR au 7 mars 2018, des sociétés du groupe selon la répartition du chiffre d'affaires 2017.

Une présence internationale



Notation

Le 19 février 2016, Standard & Poor's a confirmé la notation attribuée à Wendel : Long terme : BBB- avec perspective stable - Court terme : A-3

Observations du Conseil de surveillance à l'Assemblée générale

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En 2017, votre Conseil de surveillance, avec le soutien assidu et rigoureux de ses Comités, a poursuivi l'exercice de sa mission de contrôle et de surveillance de la gestion du Directoire. Votre Conseil de surveillance s'est réuni dix fois en 2017. Le Comité d'audit et le Comité de gouvernance se sont respectivement réunis six fois et huit fois.

En 2017, les sociétés du portefeuille de Wendel ont poursuivi activement leurs acquisitions ou leurs cessions, notamment Bureau Veritas, Allied Universal, Constantia Flexibles, Stahl.

Wendel, de son côté, a finalisé l'acquisition de Tsebo, leader panafricain des services aux entreprises, a poursuivi son désengagement de Saint-Gobain et a cédé ses actions exceptées dans le cadre de l'OPA initiée par un actionnaire.

L'ANR est en progression de 3,3 % sur 12 mois, de mars 2017 à mars 2018.

Le 21 mars 2018, votre Conseil de surveillance a examiné les comptes individuels et consolidés de Wendel tels que le Directoire les a arrêtés. Il n'a pas d'observation à vous présenter et il émet un avis favorable à leur approbation. Les comptes au 31 décembre 2017 font ainsi apparaître un chiffre d'affaires consolidé de 8,3 Md€, en hausse de 8,4 %, un résultat net part du groupe de 200 M€, contre - 366,80 M€ en 2016.

La contribution de toutes les sociétés du Groupe au résultat net des activités est de 703,60 M€, en léger repli de - 2,3 % par rapport à 2016. Cette légère baisse s'explique notamment par les variations de périmètre (déconsolidation de Saint-Gobain à la suite de la cession de juin 2017).

Votre Conseil approuve la proposition du Directoire de fixer le dividende au titre de l'exercice 2017 à 2,65 € par action, en progression.

En ce qui concerne la gouvernance, le Conseil de surveillance a nommé un nouveau Président du Directoire à compter du 1^{er} janvier 2018, André François-Poncet ; le Conseil remercie chaleureusement Frédéric Lemoine pour le travail accompli pendant ses 9 années à la Présidence du Directoire, au cours desquelles Wendel a retrouvé sa solidité financière et a investi dans de nouvelles géographies porteuses.

Il vous est proposé de renouveler le mandat de Guylaine Saucier, qui, depuis 8 ans apporte ses compétences financières à votre Conseil.

Le Conseil se réjouit d'accueillir son nouveau Président, Nicolas Ver Hulst et son nouveau Vice-président, Gervais Pellissier, à l'issue de l'Assemblée générale du 17 mai 2018.

Tous les membres du Conseil de surveillance adressent leurs très vifs remerciements à la Vice-Présidente du Conseil et Présidente du Comité de gouvernance, Dominique Hériard Dubreuil. Dominique Hériard Dubreuil a, pendant huit années au sein du Conseil, très fortement contribué à la bonne santé et à la bonne gouvernance de Wendel.

Les membres du Conseil remercient également François de Wendel, leur Président, pour le travail accompli de 2013 à 2018 et sont heureux de le compter parmi eux jusqu'en 2020.

Votre Conseil vous recommande d'approuver l'ensemble des résolutions présentées par le Directoire qui sont soumises à votre Assemblée générale.

Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui

s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-88 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de surveillance.

A. Avec M. André François-Poncet, nouveau Président du Directoire de votre société

Indemnités de départ de M. André François-Poncet

Le Conseil de surveillance de votre société, lors de ses séances des 16 et 29 novembre 2017, a arrêté et autorisé les engagements suivants au titre des indemnités de départ de M. André François-Poncet, Président du Directoire de votre société depuis le 1^{er} janvier 2018 :

Révocation en 2018 :

Le Président du Directoire aura droit, en cas de révocation de ses fonctions en 2018 non motivée par une situation d'échec, à une indemnité égale à 12 mois de sa rémunération fixe.

Pour pouvoir être versée, cette indemnité est subordonnée au respect des deux conditions de performance suivantes : (i) le dividende qui sera mis en distribution au titre de l'exercice 2017 devra être supérieur ou égal à celui mis en distribution au titre de l'exercice 2016 et (ii) l'endettement net de Wendel devra être inférieur à 2,5 milliards d'euros.

Révocation en 2019 :

Le Président du Directoire aura droit, en cas de révocation de ses fonctions en 2019 non motivée par une situation d'échec,

à une indemnité égale, pour chaque mois de présence, à sa rémunération mensuelle fixe au moment de la rupture.

Pour pouvoir être versée, cette indemnité est subordonnée au respect des deux conditions de performance suivantes : (i) le dividende qui sera mis en distribution au titre de l'exercice 2017 devra être supérieur ou égal à celui mis en distribution au titre de l'exercice 2016 et (ii) le Président du Directoire devra avoir obtenu au moins 25 % de sa rémunération variable maximum au titre de 2018 ou un nouveau système d'association des équipes à la performance de Wendel devra avoir été mis en place au 1^{er} janvier 2019.

Révocation à partir de 2020 :

Le Président du Directoire aura droit, en cas de révocation de ses fonctions à partir de 2020 non motivée par une situation d'échec, à une indemnité égale, pour chaque mois de présence, à sa rémunération mensuelle fixe au moment de la rupture, sans que cette indemnité puisse excéder 24 mois de rémunération fixe.

Pour pouvoir être versée, cette indemnité est subordonnée au respect des deux conditions de performance suivantes :

l'année de révocation étant l'année n, (i) le dividende mis en distribution au titre de l'exercice n-2 devra être supérieur ou égal au dividende mis en distribution au titre de l'exercice n-3 et (ii) le Président du Directoire devra avoir obtenu au moins 37 % de sa rémunération variable maximum au titre de l'un des deux exercices précédents (n-1 ou n-2).

Démission ou révocation en cas de perte par Wendel-Participations du contrôle de Wendel :

Le Président du Directoire aura droit, en cas de démission ou révocation consécutive à la perte par Wendel-Participations du contrôle en droits de vote de Wendel, à 36 mois de rémunération fixe telle qu'existant au moment du départ.

Pour pouvoir être versée, cette indemnité est subordonnée au respect de la condition de performance suivante : le dividende mis en distribution au titre de chacun des exercices précédant l'exercice au cours duquel interviendrait la démission ou la révocation devra être supérieur ou égal au dividende versé au titre de l'exercice 2016.

Aux fins de ce qui précède :

- sont assimilés à une « révocation » les cas de non renouvellement du mandat, de modification substantielle de responsabilités ou de divergence significative sur la stratégie ;
- en cas de « situation d'échec », définie comme une faute grave (telle que définie par la Chambre sociale de la Cour de Cassation) constatée à l'unanimité des membres du Conseil de surveillance, aucune indemnité ne sera due, sauf si la procédure de révocation est engagée plus de deux mois suivant la connaissance effective par l'un des membres du Conseil de surveillance des faits à l'origine de la révocation ;
- la notion de « dividende » utilisée pour les conditions de performance s'entend à chaque fois du dividende ordinaire à l'exclusion de tout dividende exceptionnel.

Le Conseil de surveillance a considéré qu'il était dans l'intérêt de votre société d'accorder ces indemnités de départ dans la mesure où, d'une part, c'était une condition d'arrivée de M. André François-Poncet dont Wendel souhaitait s'attacher les services et où, d'autre part, ces indemnités étaient conformes aux recommandations du code Afep-Medef.

B. Avec M. Frédéric Lemoine, ancien Président du Directoire de votre société

Co-investissement de M. Frédéric Lemoine

Dans le cadre du départ du Groupe Wendel de M. Frédéric Lemoine, ancien Président du Directoire, le Conseil de surveillance du 6 septembre 2017 a autorisé les deux aménagements suivants aux promesses croisées d'achat et de vente conclues entre Wendel (via sa filiale à 100 % Trief Corporation) et M. Frédéric Lemoine, portant sur ses parts de co-investissements et applicables en cas de cessation de ses fonctions :

- pour les co-investissements mutualisés de M. Frédéric Lemoine (Saham, Nippon Oil Pump, CSP Technologies, Constantia Flexibles, Allied Universal et Tsebo), la période d'exercice de la promesse d'achat (put) qui lui a été consentie par Wendel est reportée d'un an pour être exerçable entre le 1^{er} mars 2019 et le 30 avril 2019 ; comme prévu par la promesse, ce put serait exerçable sur la base de la valeur des participations concernées correspondant à leur valeur nette

d'inventaire dans les comptes annuels de Global Performance 17 SA Sicar au 31 décembre 2018 ;

- Wendel a renoncé à exercer les promesses de vente (call) qui lui avaient été consenties par M. Frédéric Lemoine sur les parts de co-investissement non vestées de ce dernier ; ceci signifie que le vesting de tous ses co-investissements continue à courir jusqu'au terme habituel de quatre ans ; pour sa part, M. Frédéric Lemoine a renoncé à exercer les promesses d'achat (put) qui lui avaient été consenties par Wendel sur ses co-investissements en deal par deal (Mecatherm, IHS, Saham, Nippon Oil Pump, CSP Technologies, Constantia Flexibles, Allied Universal et Tsebo).

Le Conseil de surveillance a considéré que ces aménagements étaient dans l'intérêt de votre société compte tenu, d'une part, de la contribution de M. Frédéric Lemoine aux investissements concernés et, d'autre part, de l'équilibre général des conditions négociées avec lui dans le cadre de son départ.

C. Avec la société Wendel-Participations, actionnaire de votre société

Convention de prestations de services en matière de lutte contre la corruption (loi Sapin II) et de reporting fiscal pays par pays (CBCR)

Sur autorisation du Conseil de surveillance du 18 octobre 2017, votre société et Wendel-Participations ont conclu le 18 décembre 2017 une convention de prestations de services par laquelle votre société rend des services à Wendel-Participations en

matière de lutte contre la corruption (loi Sapin II) et de reporting fiscal pays par pays (CBCR). Le montant facturé au titre de l'exercice 2017 s'est élevé à 50 000 euros hors taxe.

Le Conseil de surveillance a constaté l'intérêt de votre société de conclure cet accord au regard des conditions financières qui y sont prévues.

Conventions et engagements autorisés depuis la clôture

Nous avons été avisés des conventions et engagements suivants, autorisés depuis la clôture de l'exercice écoulé, qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de surveillance.

A. Avec M. André François-Poncet, nouveau Président du Directoire et M. Bernard Gautier, membre du Directoire de votre société

Principes de co-investissements 2018-2021 des membres du Directoire

Le Conseil de surveillance des 21 et 28 mars 2018 a autorisé les membres du Directoire à co-investir aux côtés de Wendel selon les principes définis ci-après :

Ces principes ont vocation à s'appliquer aux nouveaux investissements réalisés sur la période avril 2018 à avril 2021, date de fin du mandat du Directoire (étant précisé que les réinvestissements dans des sociétés existantes suivent les règles de co-investissement applicables à l'investissement initial). Ils remplacent pour les membres du Directoire les règles précédemment définies pour la période 2017-2020, qui n'ont pas été mises en œuvre en l'absence d'investissement.

Le montant du co-investissement demeure fixé à 0,5 % du montant investi par Wendel. La partie mutualisée du co-investissement représente 80 % du co-investissement total (au lieu de 50 % précédemment) et la partie en deal par deal en représente 20 % (au lieu de 50 %).

Le taux de rendement minimum est de 8 % par an sur la partie en deal par deal et 7 % par an sur la partie mutualisée.

En cas d'événement de liquidité, les co-investisseurs auront droit à 10 % (au lieu de 7 %) de la plus-value si le rendement minimum est atteint. Si ce rendement n'est pas atteint, ils seront traités par passu avec Wendel.

Les cas d'événement de liquidité (totale ou partielle) sont inchangés : cession totale, changement de contrôle ou vente de plus de 50 % des titres de la société en portefeuille, introduction en bourse. Dans ce dernier cas, la liquidité est en principe partielle au prorata de la participation cédée par Wendel, le rythme des liquidités suivant celui des cessions de titres par Wendel ; par exception et pour la partie deal par deal du co-investissement, un co-investisseur pourra opter pour une liquidité totale.

En l'absence d'événement ayant donné lieu à une liquidité totale, une liquidité est accordée aux co-investisseurs pour le solde en trois tranches d'un tiers chacune en 2026, 2028 et 2030. La valorisation est alors effectuée :

- si la participation est cotée, sur la base du cours de bourse de ses actions ;
- sinon, sur la base d'une expertise indépendante.

L'acquisition progressive des droits (vesting) s'étale sur cinq ans (au lieu de quatre précédemment), soit 20 % à chaque date anniversaire de l'investissement. Dans certains cas de départ, le vesting est étendu à six ans et ne commence à courir qu'à compter du deuxième anniversaire de l'investissement. Comme par le passé, les cas de départ d'un membre du Directoire sont régis par des promesses croisées d'achat et de vente avec une entité du Groupe Wendel.

Le Conseil de surveillance a considéré qu'il était de l'intérêt de votre société d'autoriser le Directoire à investir sur la base de ces principes qui :

- donnent à votre société les moyens de s'adjoindre et motiver les meilleurs talents qui sont nécessaires à votre société pour réaliser une performance élevée dans un environnement extrêmement compétitif ;
- constituent un système équilibré de co-investissement ;
- assurent un meilleur alignement entre les intérêts des actionnaires et ceux du Directoire dans la mesure où la création de valeur à long terme est appréciée sur une base mutualisée plus importante et où la part du Directoire dans le co-investissement a été diminuée en faveur des stock-options et des actions de performance.

Le Conseil de surveillance du 28 mars 2018 a autorisé les membres du Directoire à co-investir 12,4 % de la quote-part totale du co-investissement (0,5 %), soit 4 % pour le Président du Directoire et 8,4 % pour l'autre membre du Directoire.

B. Avec la société Wendel-Participations, actionnaire de votre société

Sur autorisation du Conseil de surveillance du 21 mars 2018, votre société et Wendel-Participations ont conclu une convention venant amender le contrat de licence de marque du 15 mai 2002, permettant à votre société d'utiliser la marque Wendel au Luxembourg pour la société Froeggen qui sera ainsi renommée Wendel Lab.

Le Conseil de surveillance a constaté l'intérêt de conclure cette convention qui permet à Wendel d'utiliser, à titre gratuit et pour une durée indéterminée, une marque reconnue dans le cadre de ses activités au Luxembourg.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

En application de l'article R. 225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale

au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

A. Avec M. Frédéric Lemoine, ancien Président du Directoire de votre société, et M. Bernard Gautier, membre du Directoire de votre société

1. Accord-cadre sur les co-investissements de l'équipe de direction de Wendel afférents aux acquisitions réalisées par Wendel entre 2006 et 2008 (et aux réinvestissements ultérieurs effectués par Wendel dans ces sociétés)

Wendel a mis en place en 2006 et 2007 un système de co-investissement destiné à associer l'équipe de direction de Wendel aux performances de votre Groupe. Les membres de cette équipe ont ainsi été amenés à investir à titre personnel aux côtés de votre Groupe dans la société Winvest International S.A. SICAR, qui détient au 31 décembre 2017 les participations de votre Groupe dans les sociétés non cotées Cromology (anciennement Materis) et Stahl.

Les principes généraux applicables à ces co-investissements sont les suivants :

- (i) les co-investisseurs investissent aux côtés de votre Groupe, sur proposition de Wendel, un montant global maximal de 0,5 % du total des sommes investies par Wendel ;
- (ii) les co-investissements donnent droit à 10 % de la plus-value (pour 0,5 % des investissements), à condition que Wendel ait obtenu un rendement minimal de 7 % par an et de 40 % en cumul de son investissement ; dans le cas contraire, les montants investis par les membres de l'équipe de direction sont perdus par eux ; le seuil de 7 % de rentabilité minimale est apprécié sur la base de la valeur et des dates auxquelles les investissements ont été réalisés ;
- (iii) les droits liés au co-investissement sont progressivement acquis sur une période de quatre ans en cinq tranches de 20 % par an (20 % à la date d'investissement puis 20 % à chaque date anniversaire) ; en particulier, les membres de l'équipe de direction se sont engagés, en cas de départ, à céder sur demande leurs droits non encore définitivement acquis à leur valeur d'origine ;
- (iv) la plus-value est dégagée lors de la cession ou s'il n'y a pas eu de cession au bout de dix ans, à dire d'expert.

Dans ce contexte, les membres de l'équipe de direction ont conclu en 2010 et 2011 avec votre Groupe des promesses de vente et promesses d'achat ayant vocation à être exercées :

- soit en cas de survenance d'un événement de liquidité affectant l'une des sociétés Cromology (anciennement Materis) et Stahl, un événement de liquidité étant défini comme une cession totale de la société concernée, un changement de contrôle, une cession ou un remboursement portant sur plus de 50 % des instruments financiers détenus par votre Groupe dans la société concernée, l'introduction en bourse de cette dernière ou l'arrivée du terme de dix ans à compter de l'investissement initial (au 31 décembre 2016) ;

- soit en cas de départ de votre Groupe du membre de l'équipe de direction concerné.

En cas de survenance d'un événement de liquidité, votre Groupe s'est engagé à acheter aux membres de l'équipe de direction leurs actions de Winvest International S.A. SICAR représentatives de la société concernée, à un prix tel que ceux-ci reçoivent 10 % de la plus-value réalisée sur cette société, sous réserve que votre Groupe ait obtenu un rendement minimum de 7 % par an et de 40 % de son investissement. Dans le cas contraire, les membres de l'équipe de direction se sont engagés à vendre à votre Groupe, pour 1 euro symbolique, leurs actions de Winvest International S.A. SICAR représentatives de la société concernée.

En cas de départ d'un membre de l'équipe de direction :

- la personne concernée s'est engagée à vendre à votre Groupe :
 - ses actions non définitivement acquises de Winvest International S.A. SICAR à leur valeur d'origine, quelles que soient les raisons pour lesquelles cette personne quitte votre Groupe, et
 - ses actions définitivement acquises de Winvest International S.A. SICAR, à leur valeur de marché en cas de faute lourde entraînant un licenciement ou une révocation ou un non-renouvellement du mandat ; à 1 euro avec complément de prix à valeur de marché en cas d'événement de liquidité lorsque le départ est motivé par un licenciement ou une révocation pour faute grave ; et à la plus élevée de la valeur d'origine ou de la valeur de marché en cas de décès.
- votre Groupe s'est engagé à racheter à la personne concernée :
 - ses actions non définitivement acquises de Winvest International S.A. SICAR à la valeur d'origine en cas de licenciement ou révocation ou non-renouvellement du mandat, hors cas de faute grave ou lourde, ou en cas de décès, et
 - ses actions définitivement acquises de Winvest International S.A. SICAR, à leur valeur de marché en cas de licenciement ou de révocation ou non-renouvellement du mandat, hors cas de faute grave ou lourde, et à la plus élevée de la valeur d'origine ou de la valeur de marché en cas de décès.

Conformément à ces principes de co-investissement, les co-investissements dans les sociétés Stahl et Cromology (anciennement Materis), acquises en 2006, ont été débouclés au 31 décembre 2016, lors de la fenêtre de liquidité définie par ces principes à l'expiration d'un délai de dix ans à compter

de l'acquisition et en l'absence de cession ou d'introduction en bourse antérieure.

La valorisation de ces sociétés a été réalisée, conformément à ces principes de co-investissement, par un expert indépendant de réputation internationale sur la base d'une approche multicritères. Il est ressorti de cette expertise que :

- concernant Stahl, le TRI de Wendel au 31 décembre 2016 était de plus de 24 % et le multiple d'investissement de plus de six fois, au-delà des conditions minimum de rendement (7 % par an et 40 % en cumulé) ; sur la base de l'expertise indépendante réalisée, 35 co-investisseurs ont reçu 78,9 millions d'euros, soit 6,56 % pour l'ancien Président du Directoire et 16,05 % pour l'autre membre du Directoire (présent depuis l'investissement initial), 33,75 % pour 16 autres managers en fonction au sein du Groupe et 43,64 % pour 17 anciens managers ayant quitté le Groupe ;
- concernant Cromology (anciennement Materis), les conditions de rendement minimum pour Wendel (7 % par an et 40 % en cumulé) n'ont pas été atteintes et les co-investisseurs ont entièrement perdu le montant de leur investissement.

Le Conseil de surveillance du 31 janvier 2018 a constaté que cet accord-cadre était terminé compte tenu du débouclage au 31 décembre 2016 des co-investissements dans Stahl et Cromology (anciennement Materis), qui étaient les dernières sociétés comprises dans ce programme.

2. Accord-cadre sur les co-investissements de l'équipe de direction de Wendel afférents aux acquisitions réalisées par Wendel en 2011 et 2012 (et aux réinvestissements ultérieurs effectués par Wendel dans ces sociétés)

En 2011, Wendel a intégré une part de pari passu dans le système de co-investissement. Ainsi les principes de co-investissement de l'équipe de direction de Wendel ont évolué pour les acquisitions réalisées par Wendel en 2011 et 2012. Les membres de cette équipe ont ainsi été amenés à investir à titre personnel aux côtés de votre Groupe dans la société Oranje-Nassau Développement SA Sicar, qui détient au 31 décembre 2017 les participations de votre Groupe dans les sociétés non cotées Mecatherm et IHS.

Les principes généraux applicables à ces co-investissements sont les suivants :

- (i) les co-investisseurs investissent aux côtés de votre Groupe, sur proposition de Wendel, un montant global maximal de 0,5 % du total des sommes investies par Wendel ;
- (ii) 30 % du montant investi par les équipes de direction le sont aux mêmes conditions que Wendel (co-investissement pari passu) ;
- (iii) les 70 % restants, soit un co-investissement de 0,35 % du montant total investi par Wendel, donnent droit, en cas d'événements définis aux alinéas (v) et (vi) ci-dessous, à

7 % de la plus-value (co-investissement assorti d'un effet de levier), à condition que Wendel ait obtenu un rendement minimum de 7 % par an et de 40 % en cumul de son investissement ; dans le cas contraire, les co-investisseurs perdent leurs 70 % investis ;

- (iv) les droits liés au co-investissement assorti d'un effet de levier sont progressivement acquis sur une période de quatre ans en cinq tranches de 20 % par an (20 % à la date d'investissement puis 20 % à chaque date anniversaire) ;
- (v) la plus-value éventuelle est dégagée en cas de cession totale, de changement de contrôle, de cession de plus de 50 % des titres détenus par votre Groupe ou d'introduction en bourse de la société concernée ; selon le cas, la liquidité octroyée aux co-investisseurs peut être totale, ou proportionnelle à la participation cédée ;
- (vi) à l'issue d'une période de huit ans à compter de la réalisation de l'investissement initial par votre Groupe et à défaut de cession totale ou d'introduction en bourse, la plus-value éventuelle est également dégagée, sur un tiers des sommes investies par les co-investisseurs ; il en est de même au bout de dix ans, puis douze ans, si aucune cession totale ou introduction en bourse n'est intervenue dans l'intervalle ; dans ces cas, la valorisation du co-investissement est effectuée à l'issue de chaque période par un expert indépendant de réputation internationale.

En cas de départ d'un membre de l'équipe de direction, les engagements reçus et donnés par les co-investisseurs et votre Groupe sont identiques à ceux de l'accord-cadre sur les co-investissements de l'équipe de direction afférents aux acquisitions réalisées par Wendel entre 2006 et 2008 (et aux réinvestissements ultérieurs effectués par Wendel dans ces sociétés) comme décrit précédemment.

Cet accord-cadre perdure sans modification. En particulier, les promesses d'achat et de vente conclues par chacun des membres du Directoire, qui définissent les règles applicables au cas où ils quitteraient le Groupe Wendel relativement à leurs co-investissements du programme 2011-2012, sont toujours en vigueur, sous réserve des aménagements apportés à celles de M. Frédéric Lemoine ainsi qu'exposé précédemment dans la nouvelle convention sur le co-investissement avec l'ancien Président du Directoire.

Concernant le co-investissement réalisé dans la société Parcours, acquise en 2011 et revendue en 2016 à ALD Automotive (filiale du groupe Société Générale), la garantie de passif exercée par l'acquéreur à l'encontre de Wendel a été mise à la charge des co-investisseurs à hauteur de leur quote-part, dont 9 280,84 euros pour M. Frédéric Lemoine et 6 196,66 euros pour M. Bernard Gautier.

Le Conseil de surveillance du 31 janvier 2018 a constaté l'intérêt de poursuivre le programme de co-investissement 2011-2012 dans la mesure où les membres du Directoire ont co-investi sur ces bases et demeurent engagés dans Mecatherm et IHS.

3. Accord-cadre sur les co-investissements de l'équipe de direction de Wendel afférents aux acquisitions réalisées par Wendel sur la période d'avril 2013 à avril 2017 (et aux réinvestissements ultérieurs effectués par Wendel dans ces sociétés)

En 2013, Wendel a apporté des aménagements pour les investissements effectués par le Groupe Wendel dans de nouvelles sociétés acquises entre avril 2013 et avril 2017 (le « Millésime ») en introduisant une part mutualisée et en relevant la condition de rendement minimum du Groupe Wendel. Les membres de l'équipe de direction de Wendel ont ainsi été amenés à investir à titre personnel aux côtés de votre Groupe dans les sociétés Expansion 17 SA Sicar et Global Performance 17 SA Sicar, qui détiennent au 31 décembre 2017 les participations de votre Groupe dans les sociétés non cotées Saham, Nippon Oil Pump, CSP Technologies, Constantia Flexibles, Allied Universal et Tsebo.

Les principes généraux de ces co-investissements sont les suivants :

- (i) 35 % du montant co-investi donne droit, en cas d'événement de liquidité, à 3,5 % de la plus-value réalisée sur chaque investissement du Millésime, à condition que le rendement de Wendel soit d'au moins 10 % (carried deal par deal) ;
- (ii) 35 % du montant co-investi donne droit à 3,5 % de la plus-value calculée sur l'ensemble des co-investissements réalisés pendant le Millésime, à condition que le rendement de Wendel calculé sur l'ensemble de ces investissements soit d'au moins 7 % (carried mutualisé) ; à défaut de cession totale ou d'introduction en bourse préalable de chacun des investissements du Millésime, la plus-value mutualisée éventuelle sera attribuée pour moitié en 2024 et pour moitié en 2025 (les investissements demeurant en portefeuille étant à chaque fois valorisés par un expert indépendant) ;
- (iii) les derniers 30 % du montant co-investi le sont pari passu avec Wendel, dont 15 % en deal par deal et 15 % en mutualisé ;
- (iv) les co-investisseurs ayant pris l'engagement de participer au programme de co-investissement 2013-2017 seront tenus d'investir dans tous les investissements du Millésime au titre de la partie mutualisée (carried et pari passu) ; à défaut, le co-investissement concerné perdra l'intégralité de ses droits, sauf cas de force majeure où le co-investisseur sera seulement dilué au prorata de la partie non souscrite ;
- (v) les co-investisseurs qui auront respecté leur engagement de co-investir dans la partie mutualisée pourront investir la même somme en deal par deal (carried et pari passu), sans obligation.

Les autres règles du co-investissement demeurent inchangées :

- le montant du co-investissement est égal au maximum à 0,5 % du montant investi par Wendel ;
- les événements de liquidité sont la cession totale, le changement de contrôle, la cession de plus de 50 % des titres détenus par le Groupe Wendel ou l'introduction en bourse de la société concernée ;
- pour les investissements en deal par deal, à défaut de cession totale ou d'introduction en bourse préalable, une liquidité est offerte aux co-investisseurs par tiers à l'issue d'une période de 8, 10 et 12 ans à compter de l'investissement initial ;
- l'acquisition progressive des droits au carried (vesting) se fait sur quatre ans, en cinq tranches de 20 %, dont 20 % à l'origine ; cette durée commence pour Global Performance 17 SA Sicar dès le premier investissement ;
- en cas de départ d'un membre de l'équipe de direction, les engagements reçus et donnés par les co-investisseurs et votre Groupe sont identiques à ceux de l'accord-cadre sur les co-investissements de l'équipe de direction afférents aux acquisitions réalisées par Wendel entre 2006 et 2008 (et aux réinvestissements ultérieurs effectués par Wendel dans ces sociétés) comme décrit précédemment.

La quote-part de co-investissement du Directoire est égale à un tiers du co-investissement total, soit 20 % à la charge de l'ancien Président du Directoire et 13,33 % à la charge de M. Bernard Gautier.

Le Conseil de surveillance du 11 février 2015 a précisé que la date à retenir pour déterminer la parité de change éventuellement applicable est celle des augmentations de capital des sociétés Expansion 17 SA Sicar et Global Performance 17 SA Sicar matérialisant les co-investissements des membres du Directoire.

Cet accord-cadre perdure sans modification. En particulier, les promesses d'achat et de vente conclues par chacun des membres du Directoire, qui définissent les règles applicables au cas où ils quitteraient le Groupe Wendel relativement à leurs co-investissements du programme 2013-2017, sont toujours en vigueur, sous réserve des aménagements apportés à celles de M. Frédéric Lemoine ainsi qu'exposé précédemment dans la nouvelle convention sur le co-investissement avec l'ancien Président du Directoire.

Le Conseil de surveillance du 31 janvier 2018 a constaté l'intérêt de poursuivre le programme de co-investissement 2013-2017 dans la mesure où les membres du Directoire ont co-investi sur ces bases et demeurent engagés dans Saham, Nippon Oil Pump, CSP Technologies, Constantia Flexibles, Allied Universal et Tsebo.

B. Avec M. Frédéric Lemoine, ancien Président du Directoire de votre société

Indemnités de départ de M. Frédéric Lemoine

Le Conseil de surveillance de Wendel, réuni le 29 novembre 2017, a constaté la réalisation des deux conditions de performance pour le versement de l'indemnité de départ de M. Frédéric Lemoine, plafonnée à deux années de sa dernière rémunération fixe et variable à objectifs atteints.

Ces conditions de performance avaient été définies par le Conseil de surveillance en date du 11 février 2010 et publiées le 16 février 2010. Elles avaient été réitérées par le Conseil lors

des renouvellements du mandat au Directoire de M. Frédéric Lemoine les 27 mars 2013 et 22 mars 2017 et approuvées par les Assemblées générales des 28 mai 2013 et 18 mai 2017.

La première condition était liée à l'atteinte d'au moins 50 % des objectifs pour le versement de la rémunération variable au titre de deux des trois exercices précédant le départ. Le Conseil de surveillance a constaté la réalisation de cette première condition : en 2014, les objectifs ont été atteints à 85 %, en 2015 à 87,51 % et en 2016 à 85,23 %. Le montant de l'indemnité

versée à ce titre fin décembre 2017 à M. Frédéric Lemoine s'est élevée à 2 709 milliers d'euros.

La seconde condition était liée à la performance de l'Actif Net Réévalué (ANR) par action à la fin du mandat de M. Frédéric Lemoine, par rapport à l'ANR sur les douze mois précédents. Si celle-ci était supérieure à 90 %, la totalité de l'indemnité de

départ à ce titre était due. Le Conseil de surveillance a constaté que la performance de l'ANR par action au 17 novembre 2017 (181,30 euros) s'établissait à 114,2 % de l'ANR moyen sur les douze derniers mois (158,80 euros), ce qui a donné lieu au versement à M. Frédéric Lemoine de 2 709 milliers d'euros fin décembre 2017.

C. Avec M. Bernard Gautier, membre du Directoire de votre société

1. Rémunération variable de M. Bernard Gautier

M. Bernard Gautier est titulaire d'un contrat de travail depuis 2003, date de son entrée chez Wendel ; il a été nommé membre du Directoire en 2005 et a conservé son contrat de travail. Sa rémunération fixe et variable lui est versée au titre de son contrat de travail.

Le Conseil de surveillance du 21 mars 2018 a autorisé votre société, sur la proposition du Président du Directoire et sur l'avis du Comité de gouvernance, à verser à M. Bernard Gautier, au titre de sa rémunération variable 2017 et compte tenu des objectifs réalisés, 92,13 % de sa rémunération variable maximum ; en conséquence, la rémunération variable définitive de M. Bernard Gautier pour 2017 s'élève à 889 976 euros.

2. Indemnités de départ de M. Bernard Gautier

Dans le cadre du renouvellement du mandat des membres du Directoire à compter du 7 avril 2017 pour une durée de quatre ans, le Conseil de surveillance du 22 mars 2017 a reconduit à l'identique les indemnités de départ accordées par décision du Conseil de surveillance du 27 mars 2013, pour M. Bernard Gautier.

Le Conseil de surveillance du 27 mars 2013 avait décidé de reconduire comme suit le dispositif relatif aux conditions de départ éventuel de M. Bernard Gautier :

En cas de rupture de son contrat de travail, celui-ci a droit à une indemnité égale à la moyenne annuelle des rémunérations brutes fixes et variables à objectifs atteints, qui lui auront été allouées au titre des trois derniers exercices annuels dont les comptes auront été arrêtés, précédant la notification de son licenciement (ou la date légale de rupture de son contrat de travail en cas de rupture conventionnelle ou de démission). Si cette indemnité excède l'indemnité prévue par la convention collective, l'excédent n'est versé que si M. Bernard Gautier a reçu, au cours de deux des trois exercices précédant l'exercice au cours duquel interviendra la notification de son licenciement (ou la date légale de rupture de son contrat de travail en cas de rupture conventionnelle ou de démission), une rémunération variable au moins égale à 50 % de sa rémunération variable à objectifs atteints au titre des trois exercices considérés.

Cette indemnité est due en cas de rupture conventionnelle, licenciement (à l'exception d'un licenciement pour faute grave ou lourde) ou démission du contrat de travail si celle-ci fait suite à la révocation, au non-renouvellement du mandat social, à la démission du mandat social consécutive à une modification substantielle de responsabilités, à un changement de contrôle ou à une divergence significative sur la stratégie de Wendel ou du groupe.

Au cas où M. Bernard Gautier cesserait d'être membre du Directoire, il percevra une indemnité, égale à la moyenne annuelle des rémunérations brutes fixes et variables à objectifs atteints qui lui auront été allouées par le Conseil de surveillance au titre des trois derniers exercices annuels dont les comptes auront été arrêtés, précédant le départ, sous réserve des conditions de performance suivantes :

- à hauteur de 50 % de son montant, cette indemnité est subordonnée au versement, au cours de deux exercices sur les trois derniers dont les comptes auront été arrêtés avant le départ, d'une rémunération variable au moins égale à 50 % de la rémunération variable à objectifs atteints au cours des trois exercices considérés ;
- à hauteur de 50 % de son montant, l'indemnité n'est versée en totalité que si l'ANR par action à la fin du mandat (l'ANR Réel) est supérieur ou égal à 90 % du montant moyen de l'ANR par action des six mois qui précèdent (l'ANR de Référence) ; si l'ANR Réel est compris entre 90 % et 60 % de l'ANR de Référence, la part de l'indemnité versée à ce titre est réduite d'une décote de 2,5 fois la différence (ainsi, si l'ANR Réel est inférieur de 20 % à l'ANR de Référence, la part de l'indemnité versée à ce titre est réduite de moitié : $20 \% \times 2,5 = 50 \%$) ; si l'ANR Réel est inférieur à 60 % de l'ANR de Référence, aucune indemnité n'est versée à ce titre.

Cette indemnité est due en cas de départ lié à la révocation ou au non-renouvellement du mandat de membre du Directoire, à la démission du mandat de membre du Directoire si celle-ci fait suite à un licenciement ou à une rupture conventionnelle du contrat de travail, à une modification substantielle de responsabilités, à un changement de contrôle ou à une divergence significative sur la stratégie de Wendel ou du groupe.

Ces indemnités de départ ont été approuvées par l'assemblée générale du 18 mai 2017.

D. Avec la société Wendel-Participations, actionnaire de votre société

1. Convention de prestations d'assistance administrative

Le 2 septembre 2003, votre société a conclu avec la société Wendel-Participations, une convention de prestations d'assistance administrative : le montant facturé par votre société au titre de l'exercice 2017 s'est élevé à 13 000 euros hors taxes.

Le Conseil de surveillance du 31 janvier 2018 a constaté l'intérêt de poursuivre cette convention dans la mesure où elle permet des synergies et un fonctionnement harmonieux entre les deux sociétés.

2. Convention de location de locaux

Le 2 septembre 2003, votre société a conclu avec la société Wendel-Participations, un engagement de location de locaux : le montant facturé par votre société au titre de l'exercice 2017 s'est élevé à 43 262,79 euros hors taxes.

Le Conseil de surveillance du 31 janvier 2018 a constaté l'intérêt de poursuivre cette convention qui est conclue à des conditions de marché.

3. Conventions sur l'utilisation de la marque « Wendel »

Par deux conventions du 15 mai 2002, les sociétés SLPS et Wendel-Participations ont autorisé votre société à utiliser le patronyme Wendel dans sa dénomination sociale et comme nom commercial et ont concédé à votre société une licence exclusive d'exploitation de la marque « WENDEL Investissement ».

Ces conventions sont conclues, à titre gratuit, pour une durée indéterminée, étant précisé qu'elles pourront être révoquées au cas où la participation directe et indirecte des sociétés de famille dans le capital de votre société aura été inférieure à 33,34 % pendant cent vingt jours consécutifs. Faute d'avoir exercé ce droit de révocation dans un délai de soixante jours suivant le délai susvisé, le droit d'usage du nom et la licence exclusive sur la marque deviendraient définitifs et irrévocables.

L'une de ces conventions a été modifiée par avenant du 25 octobre 2013, afin de définir les règles de l'exploitation de la marque Wendel à l'étranger dans le cadre de l'internationalisation des activités de votre société, en Amérique du Nord, Allemagne et Autriche, Afrique, Asie du Sud-Est, Chine, Japon, permettant ainsi à votre société d'exploiter la marque Wendel dans ces zones géographiques.

Dans le cadre de la réouverture d'un bureau à Londres, Wendel-Participations, propriétaire de la marque Wendel, et votre société ont conclu, le 8 décembre 2015, un avenant à leur convention de licence du 15 mai 2002, afin d'autoriser l'usage de la marque Wendel pour ce bureau. La convention de licence de marque n'a pas été modifiée sur les autres points. Cet avenant a été préalablement autorisé par le Conseil de surveillance du 22 octobre 2015. Celui-ci a considéré qu'il était de l'intérêt de la société de se faire connaître sur le marché britannique sous le nom de Wendel.

Le Conseil de surveillance du 31 janvier 2018 a constaté l'intérêt de poursuivre ces conventions qui permettent à Wendel d'utiliser, à titre gratuit et pour une durée indéterminée, une marque reconnue dans le cadre de ses activités en France et à l'étranger.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris-La Défense, le 9 avril 2018

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Françoise Garnier

ERNST & YOUNG Audit

Jacques Pierres

Autorisations financières existantes

Au 31 décembre 2017, les autorisations financières suivantes sont en cours :

Nature de l'autorisation	Date de l'AG (n° de la résolution)	Durée et expiration	Montant nominal autorisé ou % du capital	Montant utilisé au 31.12.2017
A. Émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital				
■ Avec droit préférentiel de souscription	18.05.2017 22 ^e résolution	14 mois 18.07.2018	75 M€	-
■ Sans droit préférentiel de souscription	18.05.2017 23 ^e résolution	14 mois 18.07.2018	18 M€	-
■ En cas de demande excédentaire	18.05.2017 26 ^e résolution	14 mois 18.07.2018	15 % de l'émission initiale	-
■ En vue de rémunérer des apports de titres (apports en nature et OPE)	18.05.2017 27 ^e résolution	14 mois 18.07.2018	10 % du capital et 18 M€ pour les OPE venant s'imputer sur le plafond de la 23 ^e résolution	-
■ Incorporation de réserves	18.05.2017 28 ^e résolution	14 mois 18.07.2018	80 M€	-
■ Plafond global autorisé	18.05.2017 29 ^e résolution	14 mois 18.07.2018	190 M€	-
B. Autorisation d'un programme de rachat d'actions et annulation d'actions				
■ Rachat d'actions	18.05.2017 20 ^e résolution	14 mois 18.07.2018	10 % du capital prix max 200 € par action	478 781 actions
■ Annulation d'actions	18.05.2017 21 ^e résolution	26 mois 18.07.2019	10 % du capital par période de 24 mois	1 903 880 actions, soit 4 % du capital
C. Actionnariat salarié				
■ Plan d'épargne Groupe	18.05.2017 30 ^e résolution	14 mois 18.07.2018	150 000 €	61 996 €
■ Options d'achat et/ou de souscription d'actions	18.05.2017 31 ^e résolution	14 mois 18.07.2018	1 % du capital social (plafond commun aux options et actions de performance)	235 895 actions
■ Actions de performance	18.05.2017 32 ^e résolution	14 mois 18.07.2018	0,3333 % du capital (ce plafond vient s'imputer sur le plafond commun ci-dessus)	78 632 actions

A – Résolutions relevant de l'Assemblée ordinaire

Résolutions 1 à 3 : approbation des comptes de l'exercice 2017, affectation du résultat et distribution du dividende

La **première** et la **deuxième résolution** ont pour objet de soumettre à votre approbation les comptes de Wendel au 31 décembre 2017.

Les comptes individuels font apparaître un résultat net positif de 116,90 M€.

Les comptes consolidés font apparaître un résultat net de 534,10 M€ et un résultat net part du groupe de 200 M€.

La **troisième résolution** a pour objet l'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et la distribution d'un dividende de 2,65 € par action, en progression par rapport au dividende ordinaire versé au titre des trois exercices précédents.

Le dividende sera détaché le 22 mai 2018 et payé le 24 mai 2018.

Pour les personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis soit à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 %, soit, sur option, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après un abattement de 40 %. Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Première résolution

Approbation des comptes individuels de l'exercice 2017

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,

- connaissance prise du rapport de gestion du Directoire sur l'activité, de la situation de la Société pendant l'exercice 2017 et des observations du Conseil de surveillance,

- après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels,

approuve les comptes individuels de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2017 et clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils lui ont été présentés par le Directoire, qui se soldent par un résultat net de 116 893 047,42 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2017

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,

- connaissance prise du rapport de gestion du Directoire sur l'activité et la situation du Groupe pendant l'exercice 2017 et des observations du Conseil de surveillance,
- après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2017 et clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils lui ont été présentés par le Directoire, qui font apparaître un résultat net part du Groupe de 200 031 milliers d'euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

Affectation du résultat, fixation du dividende et mise en distribution du dividende

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, sur la proposition du Directoire approuvée par le Conseil de surveillance,

1. décide :

D'affecter le bénéfice de l'exercice 2017 qui s'élève à	116 893 047,42 €
augmenté du « Report à nouveau » qui s'élève à	2 651 832 875,34 €
formant un bénéfice distribuable de	2 768 725 922,76 €
de la manière suivante :	
■ aux actionnaires, un montant de	122 586 736,9 €
■ afin de servir un dividende net de	2,65 € par action
■ aux autres réserves un montant de	0,00 €
■ pour le solde, au compte « Report à nouveau », un montant de	2 646 139 185,86 €

2. décide que la date du détachement du dividende est fixée au 22 mai 2018 et que la date de mise en paiement est fixée au 24 mai 2018 ;

3. décide que le dividende qui ne peut être servi aux actions de la Société auto-détenues sera affecté au compte « Report

à nouveau » et que les sommes nécessaires pour payer le dividende fixé ci-dessus aux actions provenant d'options de souscription ou d'achat qui seraient exercées avant la date du détachement du dividende seront prélevées sur le compte « Report à nouveau » ;

4. il est rappelé, conformément à l'article 243 *bis* du Code général des impôts, le montant des dividendes distribués au titre des trois exercices précédents :

Exercice social	Dividendes distribués	Dividende net par action
2014	92 648 748	2,00 €
2015	98 727 658	2,15 €
2016	107 294 096	2,35 €

Pour les personnes physiques domiciliées fiscalement en France, le dividende est soumis soit à un prélèvement forfaitaire unique sur le dividende brut au taux forfaitaire de 12,8 % (article 200 A du Code général des impôts), soit, sur option, à l'impôt sur le revenu selon le barème progressif après un abattement de 40 % (article 200 A, 2. et 158-3 1° du Code général des impôts). Le dividende est par ailleurs soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

Résolutions 4 à 6 : approbation des conventions réglementées

La **quatrième résolution** a pour objet l'approbation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées conclues en 2017 et au début de l'exercice 2018. Ce rapport rend compte des conséquences du départ de Frédéric Lemoine sur ses co-investissements et du co-investissement 2018-2021 des membres du Directoire.

La **cinquième résolution** a pour objet l'approbation de deux conventions réglementées conclues avec Wendel-Participations et décrites dans le rapport spécial des commissaires aux comptes : l'une concerne la mise en œuvre des dispositions de prévention de la corruption (loi Sapin 2) et du CBCR au sein du groupe Wendel. L'autre concerne l'utilisation de la marque Wendel pour l'activité du « Wendel Lab » dans des nouveaux secteurs ou des nouvelles géographies.

La **sixième résolution** a pour objet l'approbation des engagements pris en cas de cessation des fonctions du nouveau Président du Directoire, en application des articles L 225-90-1 et L 225-86 et suivants du code de commerce.

Quatrième résolution

Approbation de conventions réglementées

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux

articles L.225-38 et suivants et L.225-86 et suivants du Code de commerce, approuve les conventions conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et au début de l'exercice 2018 mentionnées dans ce rapport et soumises à autorisation.

Cinquième résolution

Approbation de conventions réglementées

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants et L. 225-86 et suivants du Code

de commerce, approuve les conventions conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et au début de l'exercice 2018 avec Wendel-Participations SE mentionnées dans ce rapport et soumises à autorisation.

Sixième résolution

Approbation des engagements pris en cas de cessation des fonctions du Président du Directoire

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles

L. 225-86 et suivants et L. 225-90-1 du Code de commerce, approuve les engagements pris à l'égard de M. André François-Poncet, Président du Directoire en cas de cessation de ses fonctions qui sont mentionnés dans ce rapport.

Résolution 7 : renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de surveillance

La **septième résolution** a pour objet le renouvellement pour quatre ans du mandat de Guylaine Saucier.

Septième résolution

Renouvellement du mandat de membre du Conseil de surveillance de Mme Guylaine Saucier

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, constate que le mandat de membre du Conseil de surveillance de Mme Guylaine Saucier expire à l'issue de la présente

assemblée et décide de renouveler ce mandat pour une durée de quatre ans prenant fin lors de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2022 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Résolutions 8 à 10 : approbation de la politique de rémunération des membres du Directoire et des membres du Conseil de surveillance

Les **huitième, neuvième et dixième résolutions** ont pour objet l'approbation de la politique 2018 de rémunération des membres du Directoire et des membres du Conseil de surveillance. La politique de rémunération des membres du Directoire et des membres du Conseil de surveillance figure dans le présent livret de convocation. Pour la deuxième année consécutive, votre vote est requis en application de l'article L 225-82-8 du code de commerce.

Huitième résolution

Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables au Président du Directoire

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de surveillance sur la politique de rémunération des membres du Directoire, établi

en application de l'article L. 225-82-2 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération applicable au Président du Directoire, telle que présentée dans ce rapport (section 2.1.7.1 du document de référence 2017).

Neuvième résolution

Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables au membre du Directoire

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de surveillance sur la politique de rémunération des membres du Directoire, établi

en application de l'article L. 225-82-2 du Code de commerce, approuve la politique de rémunération applicable au membre du Directoire, telle que présentée dans ce rapport (section 2.1.7.1 du document de référence 2017).

Dixième résolution

Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables aux membres du Conseil de surveillance

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil de surveillance sur la politique de rémunération des membres du Conseil de surveillance, établi en application de l'article L. 225-82-2 du

Code de commerce, approuve la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de surveillance, telle que présentée dans ce rapport (section 2.1.7.2 du document de référence 2017).

Résolutions 11 à 13 : approbation des rémunérations versées ou attribuées au titre de 2017 aux membres du Directoire et au Président du Conseil de surveillance

Pour la première fois votre vote est requis, en application de l'article L 225-100 du code de commerce, sur les éléments de rémunération versés ou attribués au titre de 2017 à Frédéric Lemoine, Président du Directoire, Bernard Gautier, membre du directoire, et François de Wendel, Président du Conseil de surveillance. Ces éléments de rémunérations figurent dans le présent livret de convocation. La rémunération variable de Frédéric Lemoine lui sera versée après votre approbation.

Onzième résolution

Vote sur les éléments de la rémunération versés ou attribués à M. Frédéric Lemoine, Président du Directoire

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, en application des articles L 225-82-2 et L 225-100 du code de commerce, approuve les éléments de la rémunération versés ou attribués

au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à M. Frédéric Lemoine, Président du Directoire, tels que figurant dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (section 2.1.7.11 du document de référence 2017).

Douzième résolution

Vote sur les éléments de la rémunération versés ou attribués à M. Bernard Gautier, membre du Directoire

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, en application des articles L 225-82-2 et L 225-100 du code de commerce, approuve les éléments de la rémunération versés ou attribués

au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à M. Bernard Gautier, membre du Directoire, tels que figurant dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (section 2.1.7.11 du document de référence 2017).

Treizième résolution

Vote sur les éléments de la rémunération versés ou attribués à M. François de Wendel, Président du Conseil de surveillance

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires, en application des articles L 225-82-2 et L 225-100 du code de commerce, approuve les éléments de la rémunération versés ou attribués

au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 à M. François de Wendel, Président du Conseil de surveillance, tels que figurant dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise (section 2.1.7.11 du document de référence 2017).

Résolution 14 : autorisation au Directoire d'acheter ses actions de la Société

La **quatorzième résolution** a pour objet de renouveler l'autorisation donnée à la Société de racheter ses propres actions dans les conditions fixées par la loi. Le prix maximum de rachat a été fixé à 250 €, la durée de l'autorisation est de quatorze mois.

Le programme de rachat d'actions ne peut être utilisé que pour les objectifs définis par la loi et déterminés dans la résolution. En pratique, votre Société peut être amenée à l'utiliser pour racheter des actions en vue de leur annulation, réaliser des opérations de croissance externe, animer le marché du titre de la Société ou couvrir les plans d'options d'achat d'actions ou d'actions de performance. En 2017, Wendel a ainsi acheté directement 599 412 actions propres.

En tout état de cause, la Société ne pourra acquérir plus de 10 % de son capital, soit, à titre indicatif, sur la base du capital au 31 décembre 2017 et en tenant compte des actions autodétenues à cette date, 3 955 919 actions. L'autorisation ne pourra être utilisée en période d'offre publique.

Quatorzième résolution

Autorisation au Directoire d'acheter des actions de la Société : prix maximal 250 €

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, sur la proposition du Directoire approuvée par le Conseil de surveillance, en application de l'article 15-V b) des statuts,

- connaissance prise du rapport du Directoire,
 - et conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers et du Règlement européen n° 2273/2003 de la Commission Européenne,
1. autorise le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à faire racheter par la Société ses propres actions dans des limites telles que :
 - le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10 % des actions composant le capital de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée, soit à titre indicatif, sur la base du capital au 31 décembre 2017, 4 625 321 actions ;
 - le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la Société à la date considérée ;
 2. décide que les actions de la Société, dans les limites ci-dessus fixées, pourront être rachetées en vue de les affecter notamment à l'une des finalités suivantes :
 - la remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de surveillance ;
 - la livraison à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ;
 - l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action par un prestataire de service d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
 - la mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce ;
 - l'attribution d'actions de performance dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce ;
 - l'attribution ou la cession d'actions au titre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en œuvre de tout Plan d'Epargne d'Entreprise mis en place au sein du Groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment les articles L.3321-1 et suivants et L.3331-1 et suivants du Code du travail ;

- l'annulation en tout ou partie des actions ainsi rachetées, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de surveillance ;

ce programme serait également destiné à permettre à la Société d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur ; dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué ;

3. décide que l'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront, sous réserve des restrictions légales et réglementaires applicables, être réalisés à tout moment et par tous moyens, sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), ou par offre publique d'achat, de vente ou d'échange, ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré, ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement ;
4. fixe à 250 € par action le prix maximal d'achat, soit, à titre indicatif, un montant maximum global affecté au programme de rachat d'actions de 1 156 330 250 € sur la base d'un nombre de 4 625 321 actions (correspondant à 10 % du capital au 31 décembre 2017), et donne tous pouvoirs au Directoire, en cas d'opérations sur le capital de la Société, pour ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur des actions ;
5. décide que le Directoire ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
6. donne tous pouvoirs au Directoire, pour décider et mettre en œuvre la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme de rachat, et notamment passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, en vue de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations notamment auprès de l'Autorité des marchés financiers, remplir toutes formalités et d'une manière générale, faire le nécessaire pour l'application de la présente autorisation ;
7. décide que la présente autorisation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute autorisation antérieure ayant le même objet, est valable pour une durée de quatorze mois à compter de la présente assemblée.

B – Résolutions relevant de l'Assemblée extraordinaire

Résolutions 15 à 23 : renouvellement des autorisations financières

Les **résolutions quinze à vingt-trois** visent à renouveler, pour vingt-six mois, les autorisations financières précédemment conférées qui arrivent à expiration. Le montant nominal maximal des augmentations de capital correspondantes est fixé à cent quatre-vingt-cinq millions d'euros.

Ces délégations ont pour objet l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société, en maintenant le droit préférentiel de souscription des actionnaires ou en le supprimant, en fonction des opportunités offertes par les marchés financiers et des intérêts de la Société et de ses actionnaires. Elles assurent à la Société flexibilité et réactivité, en permettant au Directoire, sur autorisation préalable du Conseil de surveillance, de réaliser les opérations de marché nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie du groupe.

Ces délégations ne pourront être utilisées en période d'offre publique.

Le montant autorisé pour augmenter le capital avec suppression du droit préférentiel de souscription est en très nette diminution pour tenir compte des meilleures pratiques de place, des recommandations des agences de vote et de l'avis exprimé par certains actionnaires.

Au cours de l'exercice 2017, le Directoire n'a fait usage d'aucune de ces délégations.

La **quinzième résolution** a pour objet d'autoriser le Directoire à augmenter le capital avec maintien du droit préférentiel de souscription, dans la limite d'un montant nominal de soixante-quatorze millions d'euros.

La **seizième résolution** a pour objet d'autoriser le Directoire à augmenter le capital avec suppression du droit préférentiel de souscription et possibilité d'accorder un délai de priorité pour les actionnaires, dans la limite d'un montant nominal de dix-huit millions d'euros et à un prix au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois derniers jours de Bourse précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %. L'ensemble des autorisations d'augmenter le capital sans droit préférentiel de souscription est limité à dix-huit millions d'euros.

La **dix-septième résolution** a pour objet d'autoriser le Directoire à émettre des titres, avec suppression du droit préférentiel de souscription, pour un placement privé dans la limite de 10 % du capital par an, dans les conditions de prix fixées par la loi ; la **dix-huitième résolution** autorise le Directoire, dans la limite de 10 % du capital par an, à augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public ou placement privé, à un prix au moins égal à la moyenne des cours de clôture de l'action Wendel pendant une période de vingt jours précédant l'émission, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 5 %. Le montant nominal de ces augmentations de capital vient s'imputer sur le plafond de dix-huit millions d'euros fixé à la seizième résolution.

La **dix-neuvième résolution** a pour objet d'autoriser le Directoire à augmenter, dans la limite de 15 % de l'émission initiale, le montant des émissions visées ci-dessus, avec ou sans droit préférentiel de souscription, dans l'hypothèse où ces émissions feraient l'objet de demandes excédentaires et dans la limite du plafond global.

La **vingtième résolution** a pour objet d'autoriser le Directoire à augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en vue de rémunérer des apports en nature de titres, dans la limite de 10 % du capital social ; la **vingt et unième résolution** a pour objet d'autoriser le Directoire à augmenter le capital dans le cadre d'une offre publique d'échange, dans la limite d'un montant nominal de dix-huit millions d'euros. Ces délégations permettent à la Société d'acquiescer des participations dans des sociétés cotées ou non cotées et de financer ces acquisitions en actions, plutôt qu'en numéraire. Le montant nominal de ces augmentations de capital vient s'imputer sur le plafond de dix-huit millions d'euros fixé à la seizième résolution.

La **vingt deuxième résolution** a pour objet d'autoriser le Directoire à augmenter le capital de la Société par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, dans la limite d'un montant nominal de quatre-vingt millions d'euros au bénéfice des actionnaires. Cette augmentation du capital se réaliserait par attribution d'actions gratuites aux actionnaires et/ou par élévation du nominal des actions existantes.

La **vingt troisième résolution** a pour objet de fixer à cent quatre-vingt-cinq millions d'euros le plafond nominal global des augmentations de capital résultant des résolutions quinze, seize, dix-neuf et vingt deux.

Quinzième résolution

Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription dans la limite d'un montant nominal maximal de soixante-quatorze millions d'euros

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,
- et conformément aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-129-4, L.225-129-5, L.225-132 et L.225-134 et des articles L.228-91 à L.228-93 du Code de commerce,

1. délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance en application de l'article 15-V b) des statuts, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, de l'émission, à titre onéreux ou gratuit, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions de la Société, ou de valeurs mobilières de toute nature donnant accès, à tout moment ou à date fixe – par souscription, conversion, échange, remboursement, exercice de bons ou de toute autre manière – à une quotité du capital social à émettre de la Société ou de l'une des sociétés visées à l'article L.228-93 du Code de commerce, étant précisé que les titres ainsi émis pourront être libellés soit en euros, soit en devise étrangère, soit en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs devises et que ces émissions pourront être souscrites soit en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société ;
2. décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme, en vertu de la délégation susvisée, ne pourra être supérieur à soixante-quatorze millions d'euros ou la contre-valeur à la date d'émission de ce montant en cas d'émission en devise étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal global fixé au paragraphe 1 de la vingt-troisième résolution de la présente assemblée ;
3. décide qu'à ces montants s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
4. décide que la ou les émissions seront réservées par préférence aux actionnaires qui pourront souscrire à titre irréductible proportionnellement au nombre d'actions possédées par eux ;
 - prend acte du fait que le Directoire pourra accorder aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de titres supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent, et en tout état de cause, dans la limite de leur demande ;
 - prend acte du fait que, si les souscriptions, à titre irréductible et, le cas échéant à titre réductible, n'ont pas absorbé l'intégralité de l'émission effectuée, le Directoire

pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions à la condition que ce montant atteigne au moins les trois quarts de l'augmentation décidée ;
 - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits ;
 - offrir au public tout ou partie des titres non souscrits ;
5. constate et décide, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente résolution, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
 6. décide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions existantes, étant précisé que le Directoire aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus ;
 7. décide que le Directoire ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
 8. donne tous pouvoirs au Directoire avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :
 - décider les émissions et en fixer toutes les conditions et modalités, à savoir, notamment, déterminer les dates et les montants des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ; fixer les prix d'émission des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital, leur date de jouissance même rétroactive, leur mode de libération ; prévoir, le cas échéant, les conditions de leur remboursement, rachat en Bourse ou échange contre des actions ou autres valeurs mobilières, la possibilité de suspendre l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières pendant un délai qui ne pourra excéder le maximum prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ; fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société et fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
 - en cas d'émission de titres de créance, décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt et les modalités de paiement des intérêts, leur durée

(déterminée ou indéterminée), le prix de remboursement (fixe ou variable, avec ou sans prime), les modalités d'amortissement en fonction notamment des conditions du marché, les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions et plus généralement de déterminer les autres modalités d'émission et d'amortissement ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

- procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés

par la réalisation des émissions, et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;

- constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;
 - et, d'une manière générale, prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
9. décide que la présente délégation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet, est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

Seizième résolution

Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription et avec possibilité de conférer un délai de priorité aux actionnaires, dans la limite d'un montant nominal maximal de dix-huit millions d'euros

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,
- et conformément aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-129-4 et L.225-129-5 et des articles L.225-134, L.225-135, L.225-136, L.228-91 à L.228-93 du Code de commerce

1. délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance en application de l'article 15-V b) des statuts, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en France ou à l'étranger, dans le cadre d'offres au public, de l'émission, à titre onéreux ou gratuit, d'actions de la Société ou de valeurs mobilières de toute nature donnant accès, à tout moment ou à date fixe – par souscription, conversion, échange, remboursement, exercice de bons ou de toute autre manière – à une quotité du capital social à émettre de la Société ou de l'une des sociétés visées à l'article L.228-93 du Code de commerce étant précisé que les titres ainsi émis pourront être libellés soit en euros, soit en devise étrangère, soit en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies et que ces émissions pourront être souscrites soit en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société ;
2. délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance en application de l'article 15-V b) des statuts, sa compétence pour décider l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à la suite de l'émission, par les sociétés visées à l'article L.228-93 du Code de commerce, de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
3. décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à

terme en vertu de la délégation susvisée, ne pourra être supérieur à dix-huit millions d'euros ou la contre-valeur à la date d'émission de ce montant en cas d'émission en devise étrangère ou en unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond nominal global fixé au paragraphe 1 de la vingt-troisième résolution de la présente assemblée ;

4. décide qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de titres donnant accès au capital de la Société ;
5. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre par l'usage de la présente délégation, étant entendu que le Directoire pourra conférer aux actionnaires, pendant une durée et selon les modalités qu'il fixera conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, sur la totalité de l'émission faite par offre au public, un délai de priorité pour souscrire aux titres visés ci-dessus, proportionnellement au nombre de titres détenus par chaque actionnaire, à titre irréductible et éventuellement réductible, sans donner lieu à la création de droits négociables ;
6. décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, le Directoire pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, les facultés offertes par l'article L. 225-134 du Code de commerce, ou certaines d'entre elles seulement ;
7. constate et décide, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société susceptibles d'être émises par la Société en vertu de la présente résolution ou par des sociétés dont la Société détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital social, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;

8. prend acte du fait que, conformément à l'article L.225-136 du Code de commerce :
 - le prix d'émission des actions émises directement sera au moins égal au minimum prévu par les dispositions réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours des trois séances de bourse précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital moins 5 %) ;
 - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum défini à l'alinéa précédent ;
9. décide que le Directoire ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
10. donne tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :
 - décider les émissions et en fixer toutes les conditions et modalités à savoir, notamment, déterminer les dates et les montants des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ; fixer les prix d'émission des actions ou valeurs mobilières, leur date de jouissance même rétroactive, leur mode de libération ; prévoir, le cas échéant, les conditions de leur remboursement, rachat en bourse ou échange contre des actions ou autres valeurs mobilières, la possibilité de suspendre l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières pendant un délai qui ne pourra excéder le maximum prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ; fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société et fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital social ;
 - en cas d'émission de titres de créance, décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt et les modalités de paiement des intérêts, leur durée (déterminée ou indéterminée), le prix de remboursement (fixe ou variable, avec ou sans prime), les modalités d'amortissement en fonction notamment des conditions du marché, les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions et plus généralement de déterminer les autres modalités d'émission et d'amortissement ; le cas échéant, ces titres pourront être assortis de bons donnant droit à l'attribution, à l'acquisition ou à la souscription d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives de créance ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
 - procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
 - constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;
 - et, d'une manière générale, prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
11. décide que la présente délégation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet, est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

Dix-septième résolution

Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, par placement privé visé à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,
 - et conformément aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-129-4 et L.225-129-5 et des articles L.225-134, L.225-135, L.225-136, L.228-91 à L.228-93 du Code de commerce, et du II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier,
1. délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance en application de

l'article 15-V b) des statuts, sa compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, en France ou à l'étranger, dans le cadre d'offres visées au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier dans les conditions et limites maximales prévues par les lois et règlements, de l'émission, à titre onéreux ou gratuit, d'actions de la Société ou de valeurs mobilières de toute nature donnant accès, à tout moment ou à date fixe – par souscription, conversion, échange, remboursement, exercice de bons ou de toute autre manière – à une quotité du capital social de la Société ou de l'une des sociétés visées à l'article L.228-93 du Code de commerce ou donnant

droit à l'attribution de titres de créance étant précisé que les titres ainsi émis pourront être libellés soit en euros, soit en devise étrangère, soit en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies et que ces émissions pourront être souscrites soit en numéraire, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société ;

2. décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente résolution, ne pourra excéder 10 % du capital social au moment de l'émission sur une période de douze mois, le montant nominal de ces augmentations de capital s'imputant sur le plafond fixé au paragraphe 3 de la seizième résolution de la présente Assemblée ;
3. décide qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de titres donnant accès au capital de la Société ;
4. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre par l'usage de la présente délégation ;
5. décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, le Directoire pourra utiliser, dans l'ordre qu'il déterminera, les facultés offertes par l'article L 225-134 du Code de commerce, ou certaines d'entre elles seulement ;
6. constate et décide, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à des actions de la Société susceptibles d'être émises par la Société en vertu de la présente résolution ou par les sociétés visées à l'article L 228-93 du Code de commerce, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
7. prend acte du fait que, conformément à l'article L.225-136 du Code de commerce :
 - le prix d'émission des actions émises directement sera au moins égal au minimum prévu par les dispositions réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours des trois séances de bourse précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital moins 5 %) ;
 - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum défini à l'alinéa précédent ;
8. décide que le Directoire ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
9. donne tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :
 - décider les émissions et en fixer toutes les conditions et modalités à savoir, notamment, déterminer les dates et les montants des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ; fixer les prix d'émission des actions ou valeurs mobilières, leur date de jouissance même rétroactive, leur mode de libération ; prévoir, le cas échéant, les conditions de leur remboursement, rachat en Bourse ou échange contre des actions ou autres valeurs mobilières, la possibilité de suspendre l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières pendant un délai qui ne pourra excéder le maximum prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ; fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société et fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des valeurs mobilières donnant accès au capital social ;
 - arrêter la liste des personnes auxquelles l'émission sera réservée ;
 - en cas d'émission de titres de créance, décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt et les modalités de paiement des intérêts, leur durée (déterminée ou indéterminée), le prix de remboursement (fixe ou variable, avec ou sans prime), les modalités d'amortissement en fonction notamment des conditions du marché, les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions et plus généralement de déterminer les autres modalités d'émission et d'amortissement ; le cas échéant, ces titres pourront être assortis de bons donnant droit à l'attribution, à l'acquisition ou à la souscription d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives de créance ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
 - procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
 - constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;
 - et, d'une manière générale, prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
10. décide que la présente délégation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet, est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

Dix-huitième résolution

Autorisation consentie au Directoire à l'effet de fixer, selon les modalités déterminées par l'Assemblée générale, le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public ou par placement privé dans la limite annuelle de 10 % du capital social

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,
- et conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 du Code de commerce,

1. autorise le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de surveillance en application de l'article 15-V b) des statuts, en cas d'émission, à titre onéreux ou gratuit, d'actions de la Société ou de valeurs mobilières de toute nature donnant accès, à tout moment ou à date fixe – par souscription, conversion, échange, remboursement, exercice de bons ou de toute autre manière – à une quotité du capital social de la Société ou de l'une des sociétés visées à l'article L. 228-93 du Code de commerce ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, sans droit préférentiel de souscription, dans les conditions, notamment de montant, prévues par les seizième et dix-septième résolutions de la présente Assemblée, à déroger aux conditions de fixation de prix prévues par lesdites résolutions précitées et à déterminer le prix d'émission conformément aux conditions suivantes :

- pour une émission d'actions, le prix d'émission sera au moins égal à la moyenne des cours de clôture de l'action

Wendel pendant une période de vingt jours précédant l'émission, éventuellement diminuée d'une décote de 5 %,

- pour une émission d'autres valeurs mobilières, le prix sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée le cas échéant de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum défini ci-dessus ;

2. décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente résolution, ne pourra excéder 10 % du capital social au moment de l'émission sur une période de douze mois, le montant nominal de ces augmentations de capital s'imputant sur le plafond fixé au paragraphe 3 de la seizième résolution de la présente Assemblée ;
3. décide que le Directoire ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;
4. décide que la présente délégation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet, est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

Dix-neuvième résolution

Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas de demande excédentaire, dans la limite de 15 % de l'émission initiale, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,
- et conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 du Code de commerce,

1. délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance en application de l'article 15-V b) des statuts et sous réserve du respect de la limite en capital et du plafond prévus dans la résolution en

application de laquelle l'émission est décidée, pour chacune des émissions décidées en application des quinzième, seizième, dix-septième et dix-huitième résolutions de la présente assemblée, en cas de demande excédentaire, sa compétence pour augmenter le nombre de titres à émettre au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission (à ce jour dans les trente jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale) ;

2. décide que le montant nominal des augmentations de capital décidées en vertu de la présente résolution s'imputera sur le

montant du plafond nominal global fixé au paragraphe 1 de la vingt-troisième résolution de la présente assemblée ;

3. décide que le Directoire ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt

par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;

4. décide que la présente délégation est donnée pour une période de vingt-six mois à compter du jour de la présente Assemblée.

Vingtième résolution

Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital avec suppression du droit préférentiel de souscription en vue de rémunérer des apports de titres, en nature, dans la limite de 10 % du capital social

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,
- et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, L.225-147 et L.228-91 et suivants dudit code,

1. délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance en application de l'article 15-V b) des statuts, sa compétence pour procéder à l'émission, en une ou plusieurs fois, d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, sur le rapport du commissaire aux apports, dans la limite de 10 % du capital social au moment de l'émission, en vue de rémunérer des apports en nature, consentis à la Société et constitués d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L.225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
2. décide que le montant nominal maximal de l'augmentation de capital susceptible d'être réalisée en vertu de la présente résolution s'imputera sur le plafond fixé au paragraphe 3 de la seizième résolution de la présente Assemblée ;
3. décide de supprimer, au profit des porteurs des titres ainsi apportés le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières ainsi émises en rémunération des apports ;
4. qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
5. décide que le Directoire ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;

6. donne tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet notamment de :

- approuver l'évaluation des apports et fixer la parité d'échange ainsi que le cas échéant le montant de la soulte à verser ;
- approuver l'octroi des avantages particuliers, et réduire, si les apporteurs y consentent, l'évaluation des apports ou la rémunération des avantages particuliers ;
- constater le nombre de titres à émettre ;
- déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre ;
- inscrire au passif du bilan à un compte « Prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;
- procéder, s'il y a lieu, à l'imputation sur ladite prime, de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération autorisée et de prélever sur ladite prime les sommes nécessaires pour la dotation de la réserve légale ;
- constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;
- et, d'une manière générale prendre toutes dispositions utiles, conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;

7. décide que la présente délégation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet, est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

Vingt-et unième résolution

Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital avec suppression du droit préférentiel de souscription en vue de rémunérer des apports de titres, dans le cadre d'une offre publique d'échange, dans la limite de dix-huit millions d'euros

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,
- et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, L.225-148 et L.228-91 et suivants dudit code,

1. délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de surveillance en application de l'article 15-V b) des statuts, sa compétence pour procéder à l'émission, en une ou plusieurs fois, d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en rémunération de titres apportés à une offre publique d'échange initiée par la Société, en France ou à l'étranger, selon les règles locales, sur des titres d'une autre société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé dans les conditions fixées par l'article L. 225-148 du Code de commerce ;
2. décide que le montant nominal maximal de l'augmentation de capital susceptible d'être réalisée en vertu de la présente résolution ne pourra excéder dix-huit millions d'euros, le montant nominal de cette augmentation de capital s'imputant sur le plafond fixé au paragraphe 3 de la seizième résolution de la présente Assemblée ;
3. décide de supprimer, au profit des porteurs des titres ainsi apportés le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et valeurs mobilières ainsi émises en rémunération des apports ;
4. qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
5. décide que le Directoire ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la

présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;

6. donne tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet notamment de :
 - approuver l'évaluation des apports et fixer la parité d'échange ainsi que le cas échéant le montant de la soulte à verser ;
 - constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
 - constater le nombre de titres à émettre ;
 - déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre ;
 - inscrire au passif du bilan à un compte « Prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;
 - procéder, s'il y a lieu, à l'imputation sur ladite prime, de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération autorisée et de prélever sur ladite prime les sommes nécessaires pour la dotation de la réserve légale ;
 - constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;
 - et, d'une manière générale prendre toutes dispositions utiles, conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
7. décide que la présente délégation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet, est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée.

Vingt-deuxième résolution

Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes dans la limite de quatre-vingts millions d'euros

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire,

- et conformément aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-129-4 et L.225-130 du Code de commerce,

1. délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sous réserve de l'autorisation

préalable du Conseil de Surveillance en application de l'article 15-V b) des statuts, sa compétence à l'effet d'augmenter, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, le capital social dans la limite d'un montant nominal maximum de quatre-vingts millions d'euros, par l'incorporation, successive ou simultanée, au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices, primes (d'émission, de fusion ou d'apport), ou autres à réaliser par création et attribution d'actions gratuites ou par élévation du nominal des actions ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;

2. décide que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la délégation susvisée s'imputera sur le montant du plafond nominal global fixé au paragraphe 1 de la vingt-troisième résolution de la présente Assemblée ;
3. décide, en cas de distribution d'actions gratuites :
 - que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans les conditions prévues par la loi et la réglementation applicables ;
 - de procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
4. décide que le Directoire ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de la

présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;

5. donne tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet notamment de :
 - fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital ;
 - fixer le nombre d'actions à émettre ou le montant dont le nominal des actions composant le capital social sera augmenté ;
 - arrêter la date à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal prendra effet ;
 - prélever sur un ou plusieurs postes de réserves disponibles les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
 - constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;
 - et, d'une manière générale, prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour assurer la bonne fin des opérations envisagées ;
6. décide que la présente délégation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure de même objet, est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

Vingt-troisième résolution

Plafond global des augmentations de capital

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux comptes,
 - et conformément aux dispositions de l'article L.225-129-2 du Code de commerce,
1. décide de fixer à cent quatre-vingt-cinq millions d'euros le montant nominal global cumulé des augmentations de capital qui pourraient être décidées en vertu des délégations de compétence au Directoire résultant des quizième,

seizième, dix-neuvième et vingt deuxième résolutions de la présente Assemblée ;

2. décide qu'à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de titres donnant accès au capital de la Société ;
3. décide que la présente délégation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure de même objet, est valable pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

Résolutions 24 à 26 : épargne salariale et actionnariat salarié

La politique d'actionnariat salarié chez Wendel est menée avec le souci de limiter l'effet de dilution pour les actionnaires.

Plan d'épargne groupe

La **vingt quatrième résolution** a pour objet d'autoriser, pour quatorze mois, le Directoire à augmenter le capital, sur autorisation préalable du Conseil de surveillance, en faveur des salariés et des mandataires sociaux du groupe, dans le cadre du Plan d'épargne groupe pour un montant nominal maximal de cent cinquante mille euros.

Conformément à la législation en vigueur, le prix d'émission des titres ne pourra être supérieur à la moyenne des cours de clôture des vingt jours de Bourse précédant la décision du Directoire ni inférieur à cette moyenne diminuée d'une décote maximale de 20 %.

Le Directoire a mis en œuvre l'autorisation de l'Assemblée générale du 18 mai 2017. L'actionnariat salarié investi dans le cadre du Plan d'épargne groupe représente 0,9 % du capital au 31 décembre 2017.

Attribution d'options de souscription et/ou d'achat d'actions et d'actions de performance

L'exercice des options d'achat ou de souscription d'actions et l'attribution définitive des actions de performance sont soumis à des conditions de présence et de performance et, pour les membres du Directoire, à une obligation de conservation des actions issues des levées d'options ou des actions de performance acquises.

Les conditions de performance pour les membres du Directoire sont fixées par le Conseil de surveillance, les conditions de performance pour les salariés bénéficiaires sont fixées, le cas échéant, par le Directoire. Ces conditions de performance sont décrites dans la politique de rémunération pour 2018 figurant dans le présent livret de convocation.

La **vingt cinquième résolution** a pour objet d'autoriser, pour quatorze mois, le Directoire à attribuer des options de souscription et/ou d'achat d'actions aux salariés et mandataires sociaux du groupe Wendel, dans la limite de 1 % du capital social. Le prix sera fixé selon les dispositions légales et réglementaires, sans décote. La **vingt sixième résolution** a pour objet d'autoriser, pour quatorze mois, le Directoire à attribuer des actions de performance aux salariés et mandataires sociaux, dans la limite de 0,5 % du capital social, ce montant venant s'imputer sur le plafond global de 1 % fixé à la vingt cinquième résolution.

Conformément à la recommandation 24.3.3 du code Afep-Medef, les **vingt cinquième** et **vingt sixième résolutions** indiquent le pourcentage maximum d'options et d'actions de performance pouvant être attribué aux membres du Directoire. Ils pourront se voir attribuer des options à hauteur de 0,124 % du capital et des actions de performance à hauteur de 0,105 % du capital.

Vingt-quatrième résolution

Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital réservées, aux adhérents du Plan d'Epargne Groupe dans la limite d'un montant nominal maximal de cent cinquante mille euros

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire,
 - après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes,
 - et conformément aux dispositions des articles L.225-129-6 et L.225-138-1 du Code de commerce et des articles L.3332-1 et suivants du Code du travail,
1. délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance en application de l'article 15-V b) des statuts, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès

au capital réservées aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise mis en place au sein du Groupe ;

2. décide de fixer à cent cinquante mille euros le montant nominal maximal global des augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de la présente délégation ;
3. décide de supprimer au profit des adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise mis en place au sein du Groupe, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente délégation ;
4. décide que le prix de souscription des actions nouvelles, fixé par le Directoire conformément aux dispositions de l'article L.3332-19 du Code du travail, ne pourra être ni supérieur à la moyenne des cours de clôture des vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision du Directoire fixant la date d'ouverture des souscriptions, ni inférieur de plus de 20 % à cette moyenne ;

5. autorise le Directoire à attribuer, à titre gratuit, aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise mis en place au sein du Groupe, en complément des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à souscrire en numéraire, des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital déjà émises, à titre de substitution de tout ou partie de la décote déterminée par le Directoire et/ou de l'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires applicables aux termes des articles L.3332-19 et suivants et L.3332-11 du Code du travail ;
6. donne tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet notamment :
 - de déterminer les sociétés ou groupements dont le personnel pourra souscrire ou recevoir les actions ou valeurs mobilières allouées au titre de la présente résolution ;
 - de décider que les souscriptions pourront être réalisées directement par les bénéficiaires, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise mis en place au sein du Groupe, ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables ;
 - de décider le montant à émettre ou à céder, fixer le prix d'émission dans les conditions et limites fixées par la législation en vigueur, les modalités de libération, arrêter les dates, les conditions et les modalités des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente délégation ;
 - d'arrêter la date à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, fixer les délais de libération dans la limite des délais fixés par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ainsi que, le cas échéant, l'ancienneté des bénéficiaires exigée pour participer à l'opération et bénéficier de l'abondement de la Société ;
- en cas d'attribution gratuite d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, de fixer le nombre d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre, le nombre à attribuer à chaque bénéficiaire, et d'arrêter les dates, délais, modalités et conditions d'attribution de ces actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital dans les limites légales et réglementaires en vigueur et notamment choisir soit de substituer totalement ou partiellement l'attribution de ces actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à la décote déterminée par le Directoire, soit d'imputer la contre-valeur de ces actions ou valeurs mobilières sur le montant total de l'abondement, soit de combiner ces deux possibilités ;
- de procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, et de prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- de constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts ;
- et, d'une manière générale, de prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des opérations envisagées ;
7. décide que la présente délégation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet, est valable pour une durée de quatorze mois à compter de la présente Assemblée.

Vingt-cinquième résolution

Autorisation au Directoire à l'effet de consentir, au bénéfice des mandataires sociaux et salariés, des options de souscription, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, et/ou d'achat d'actions, dans la limite d'un plafond maximum de 1 % du capital social, avec un sous-plafond de 0,124 % du capital pour les membres du Directoire, le plafond global de 1 % étant commun à la présente résolution et à la vingt-sixième résolution

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire,
 - après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes,
 - et conformément aux dispositions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce,
1. autorise le Directoire à consentir, en une ou plusieurs fois, des options de souscription, sous réserve de l'approbation préalable du Conseil de surveillance en application de l'article 15-V b) des statuts, et/ou des options d'achat d'actions de la Société, au bénéfice de ceux qu'il désignera - ou fera désigner - parmi les mandataires sociaux visés à l'article L.225-185 du Code de commerce et les salariés tant de la Société que des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce ;
 2. décide que le nombre d'actions susceptibles d'être acquises ou souscrites par l'exercice des options attribuées en vertu de la présente autorisation ne pourra être supérieur à 1 % du capital social existant au jour de l'attribution, étant précisé que de ce plafond global commun sera déduit le nombre des actions de performance attribuées au titre de la vingt-sixième résolution de la présente Assemblée ;

3. décide que le nombre total d'actions susceptibles d'être acquises ou souscrites par les membres du Directoire par exercice des options attribuées en vertu de la présente autorisation aux membres du Directoire, ne pourra excéder 0,124 % du capital ;
 4. décide que le Directoire pourra modifier son choix initial entre des options de souscription d'actions ou des options d'achat d'actions, avant l'ouverture de la période de levée des options, sous réserve de l'autorisation préalable du Conseil de surveillance en application de l'article 15-V-b des statuts, si le Directoire modifie son choix en faveur d'options de souscription d'actions ;
 5. décide que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription d'actions, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées de ces options ;
 6. prend acte qu'en cas d'attribution d'options aux mandataires sociaux visés à l'article L.225-185 du Code de commerce, le Conseil de surveillance conditionnera l'attribution ou l'exercice des options à des critères de performance et devra fixer la quantité des actions issues de levées d'options qu'ils sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ;
 7. décide que les options, qui auront été consenties par l'usage de la présente autorisation, feront l'objet d'une information dans le cadre d'un rapport spécial du Directoire à l'Assemblée générale, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
 8. donne tous pouvoirs au Directoire pour mettre en œuvre la présente autorisation, à l'effet notamment de :
 - fixer les conditions auxquelles seront consenties les options et arrêter la liste ou les catégories de bénéficiaires des options ;
 - déterminer les dates de chaque attribution ;
 - déterminer le prix de souscription des actions nouvelles et le prix d'achat des actions existantes, étant précisé que ce prix de souscription ou d'achat des actions sera fixé dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en vigueur le jour où les options seront consenties, sans cependant être inférieur à la moyenne des cours de clôture des vingt séances de Bourse précédant ce jour ;
 9. décide que la présente autorisation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute autorisation antérieure ayant le même objet, est valable pour une durée de quatorze mois à compter de la présente Assemblée.
- prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts des bénéficiaires pour tenir compte des opérations financières éventuelles pouvant intervenir avant la levée des options ;
 - fixer les conditions d'exercice des options et notamment (i) la ou les périodes d'exercice des options ainsi consenties, étant précisé que la durée pendant laquelle ces options pourront être exercées ne pourra excéder dix ans à compter de leur attribution et (ii), le cas échéant, les critères de performance individuels et/ou collectifs pour les salariés ;
 - prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options dans les conditions légales et réglementaires pendant un délai maximum de trois mois en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions ;
 - constater, s'il y a lieu, lors de sa première réunion suivant la clôture de chaque exercice, le nombre et le montant des actions émises pendant la durée de l'exercice à la suite des levées d'options ;
 - procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
 - constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente autorisation et modifier corrélativement les statuts ;
 - et, d'une manière générale, prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des opérations envisagées ;

Vingt-sixième résolution

Autorisation au Directoire à l'effet de procéder à une attribution d'actions de performance aux mandataires sociaux et salariés, avec suppression du droit préférentiel de souscription, dans la limite d'un plafond de 0,5 % du capital social, ce montant venant s'imputer sur le plafond global commun de 1 % fixé à la vingt-cinquième résolution, avec un sous-plafond de 0,105 % du capital pour les membres du Directoire

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires,

- connaissance prise du rapport du Directoire,
- après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes,

- et conformément aux articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce,

1. autorise le Directoire, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions d'actions de performance existantes ou, sous réserve de l'approbation préalable du Conseil de surveillance en application de l'article 15-V b) des statuts,

d'actions de performance à émettre par la Société au profit des salariés ou des mandataires sociaux de la Société définis au II de l'article L.225-197-1 du Code de commerce ou de salariés ou de mandataires sociaux des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-197-2 du Code de commerce ;

2. décide que le nombre total des actions de performance existantes ou à émettre susceptibles d'être attribuées au titre de la présente autorisation ne pourra excéder 0,5 % du capital social existant au jour de l'attribution, étant précisé que le nombre d'actions de performance attribuées viendra en déduction du nombre maximum d'actions pouvant être émises en vertu de la vingt-cinquième résolution de la présente assemblée, fixé à 1 % du capital ;
3. décide que le nombre total d'actions de performance susceptibles d'être attribuées aux membres du Directoire ne pourra excéder 0,105 % du capital ;
4. décide que l'attribution des actions de performance à leurs bénéficiaires pourra être définitive au terme d'une période d'acquisition minimale d'un an et que la durée cumulée des périodes d'acquisition et de conservation des actions par les bénéficiaires ne pourra être inférieure à deux ans ;
5. prend acte qu'en cas d'attribution d'actions de performance aux mandataires sociaux, le Conseil de surveillance conditionnera l'attribution et/ou l'acquisition définitive des actions à des critères notamment de performance et devra soit décider que ces actions ne peuvent être cédées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit fixer la quantité de ces actions qu'ils sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ;
7. autorise le Directoire à procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires ;
8. prend acte de ce que, s'agissant des actions de performance à émettre, la présente décision comporte au profit des attributaires renonciation des actionnaires à leur droit

d'attribution préférentiel aux actions dont l'émission, par incorporation de réserves, bénéfices ou primes est ainsi autorisée ;

9. donne au Directoire tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente autorisation et, notamment, à l'effet de :
 - déterminer la liste des bénéficiaires d'actions de performance ou la ou les catégories de bénéficiaires des attributions d'actions de performance et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux ;
 - procéder, le cas échéant, aux ajustements du nombre d'actions de performance attribuées nécessaires à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires, en fonction des éventuelles opérations portant sur le capital de la Société ; il est précisé que les actions attribuées en application de ces ajustements seront réputées attribuées le même jour que les actions initialement attribuées ;
 - fixer les conditions et les critères d'attribution des actions ;
 - en cas d'émission d'actions nouvelles, imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération des actions ;
 - procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
 - constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente autorisation et modifier corrélativement les statuts ;
 - et, d'une manière générale, prendre toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des opérations envisagées ;
10. décide que la présente autorisation, qui annule et remplace, à hauteur des montants non utilisés à ce jour, toute autorisation antérieure ayant le même objet, est valable pour une durée de quatorze mois à compter de la présente Assemblée.

Résolution 27 : pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Enfin, la **vingt-septième résolution** a pour objet la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des formalités légales

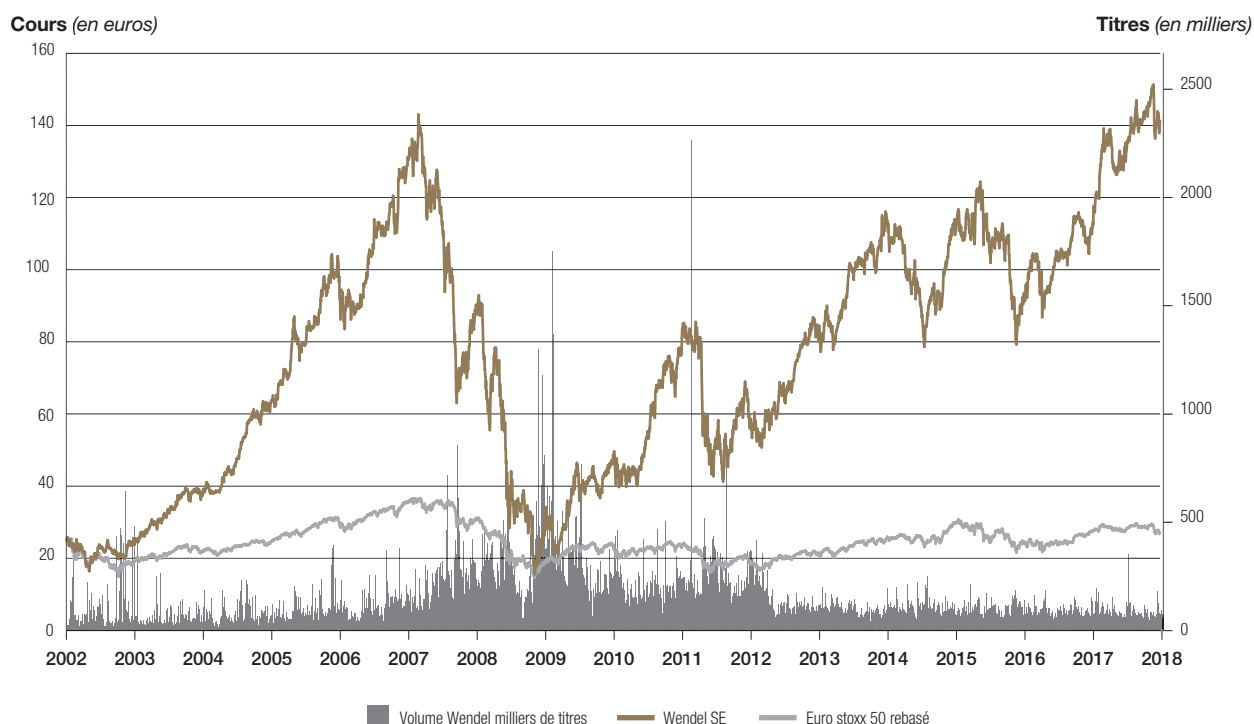
Vingt-septième résolution

Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du

procès-verbal des présentes délibérations pour faire toutes déclarations et accomplir toutes formalités d'enregistrement, dépôt et autres.

Données boursières



Évolution du CAC 40 et du cours de Wendel rebasé sur le cours de Wendel au 13 juin 2002. Source Factset.

Total Shareholder Return comparé de l'Euro Stoxx 50 et de Wendel depuis la fusion CGIP/Marine-Wendel

Source : Factset

Performances dividendes réinvestis du 13.06.2002 au 07.03.2018	Rendement total sur la période	Rendement annualisé sur la période
Wendel	680,5 %	14,0 %
Euro Stoxx 50 total net return	67,9 %	3,4 %

Données techniques sur le titre

Place de cotation : EUROLIST SRD - Compartiment A (Blue Chips)

Code ISIN : FR0000121204 Code Bloomberg : MF FP

Code Reuters : MWDP.PA Mnémonique : MF

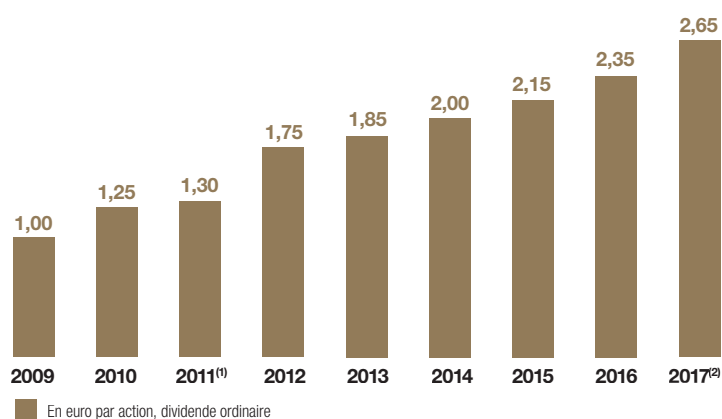
Indices : CAC AllShares, Euronext 150, SBF120, SBF250, STOXX® Europe, EURO STOXX®, STOXX® Europe Private Equity 20,

STOXX® Europe Strong Style Composite 40, STOXX® Europe Strong Value 20, LPX 50, EN Family Business.

Quotité : 1 action / PEA : Éligible / SRD : éligible / valeur nominale : 4 € / nombre d'actions 46 253 210 au 31 décembre 2017.

Dividende

En euro par action, dividende ordinaire

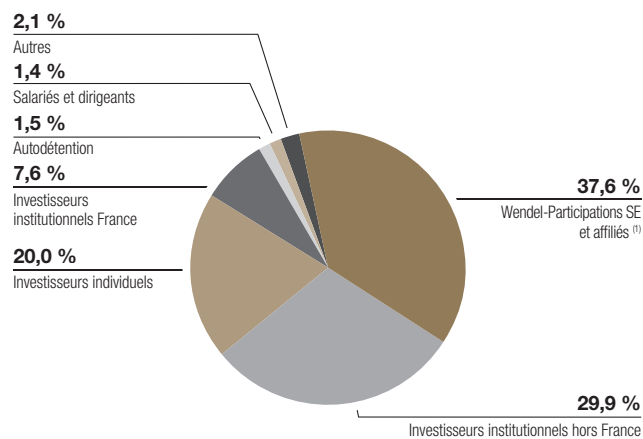


(1) Le dividende ordinaire 2011 était assorti à titre exceptionnel d'une action Legrand pour 50 actions Wendel détenues.

(2) Dividende 2017 : sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale du 17 mai 2018.

Actionnariat

Au 31 décembre 2017



(1) Conformément à l'article L 233-10 du Code de commerce, les chiffres incluent Wendel-Participations et son Président.

Philosophie d'investissement



Wendel investit sur le **long terme** comme **actionnaire majoritaire** ou de **premier rang** principalement dans des **sociétés non cotées**, ayant des **positions de leader** afin d'accélérer leur **croissance** et leur **développement**.

Quels investissements ?

Le modèle d'investissement de Wendel est focalisé sur des entreprises qui regroupent un maximum des caractéristiques suivantes :

● Croissance et transformation

Des entreprises bien positionnées pour capitaliser sur le dynamisme des zones à forte croissance et/ou les grandes tendances économiques de long terme, telles que : les évolutions démographiques, l'urbanisation, la croissance durable, le besoin de confiance et de sécurité, la digitalisation...

Avec un fort potentiel de développement rentable, et à long terme, passant à la fois par la croissance organique et des acquisitions relatives.

● Taille cible

Des investissements initiaux en fonds propres généralement entre 200 et 700 M€ avec des réinvestissements possibles dans la durée pour accompagner la croissance organique ou externe.

● Zones géographiques

Des entreprises en Europe, Amérique du nord ou Afrique avec une forte exposition ou une stratégie de croissance internationales.

● Gouvernance

Des mécanismes de gouvernance équilibrés nous permettant de jouer pleinement notre rôle d'actionnaire.

Des équipes managériales expérimentées et de premier plan qui partagent notre vision.

Des mécanismes de co-investissement permettant un alignement de leurs intérêts patrimoniaux avec ceux de Wendel.

● Levier modéré

Dette sans recours au niveau des sociétés du Groupe en fonction du profil de croissance et de génération de cash de la société.

Responsabilité sociale et environnementale

La RSE dans l'activité de Wendel

Wendel considère que la responsabilité sociale et environnementale (RSE) est un moteur de croissance pour les entreprises. Wendel encourage par son action de long terme ses sociétés dans la mise en œuvre de pratiques de responsabilité sociale et environnementale, tout en définissant pour elle-même une politique RSE adaptée à son rôle d'investisseur, exercée par une équipe resserrée de professionnels.



Dans son activité quotidienne, Wendel a peu d'incidence sur l'environnement, pour autant, à titre d'exemplarité, Wendel veille à limiter ses propres impacts en mettant en œuvre toutes les bonnes pratiques en matière de gestion des déchets, de limitation de l'usage du papier et d'économies d'énergie.

Une Charte éthique porte les valeurs de la Société. Elle s'applique à tous les collaborateurs de Wendel et à ses dirigeants. Elle constitue le cadre de référence du métier d'investisseur de long terme de Wendel. Elle a pour but de répondre aux nouveaux enjeux de conformité, de promouvoir un environnement de travail respectueux en termes de diversité et d'égalité de traitement, d'assurer la transparence et l'égalité de l'information et d'affirmer l'engagement de Wendel dans la société civile. Wendel soutient en effet depuis de longues années l'éducation et la culture au travers de deux actions de mécénat phare. Au sein de l'Insead, que Wendel accompagne depuis 1996, le Centre International Wendel se consacre à l'étude et à la recherche sur les entreprises familiales. Dans le domaine de la culture, Wendel soutient le Centre Pompidou-Metz depuis plus de 10 ans. En 2018, les équipes de Wendel travailleront sur des actions complémentaires pour impliquer les collaborateurs de Wendel dans des projets solidaires auxquels Wendel contribuera.

Par ailleurs, des objectifs RSE ont été intégrés dans la rémunération variable du Directoire pour l'année 2018. Le Conseil de surveillance de Wendel a notamment décidé de prendre en compte dans le quatrième objectif du Directoire, d'ordre qualitatif, la bonne mise en œuvre du programme de compliance et de la RSE au niveau du Groupe, à hauteur de 25% de l'objectif. Ces objectifs RSE seront également appliqués aux rémunérations variables de membres du Comité de coordination de Wendel qui regroupe les principaux responsables de Wendel à travers le monde.

La RSE dans les filiales de Wendel



En tant qu'actionnaire, Wendel intègre l'étude des risques et des opportunités RSE tout au long du cycle de ses investissements : au moment de l'acquisition par des diligences sociales et environnementales et dans l'accompagnement de ses sociétés sur le long terme.

PRINCIPES D'ACTION

La responsabilité de la politique RSE est assumée par les équipes dirigeantes des filiales, et chaque année, les sociétés dont Wendel est l'actionnaire majoritaire doivent produire un rapport RSE revu par un organisme tiers indépendant.

Chaque filiale développe ainsi une politique RSE répondant à ses enjeux spécifiques et Wendel les encourage plus particulièrement sur deux thématiques : la sécurité au travail et la prise en compte des enjeux environnementaux dans la conception des produits et services. Stahl, par exemple, est un modèle de sécurité au travail, avec une moyenne du taux de fréquence d'accidents particulièrement faible de moins de 1,5 sur les cinq dernières années.



/ EXCELLENCE /



/ OUVERTURE /



/ FAMILLE /



/ LONG TERME /

Structure du Portefeuille

ACTIFS COTÉS

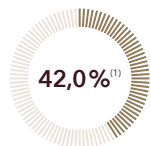
Bureau Veritas



Saint-Gobain



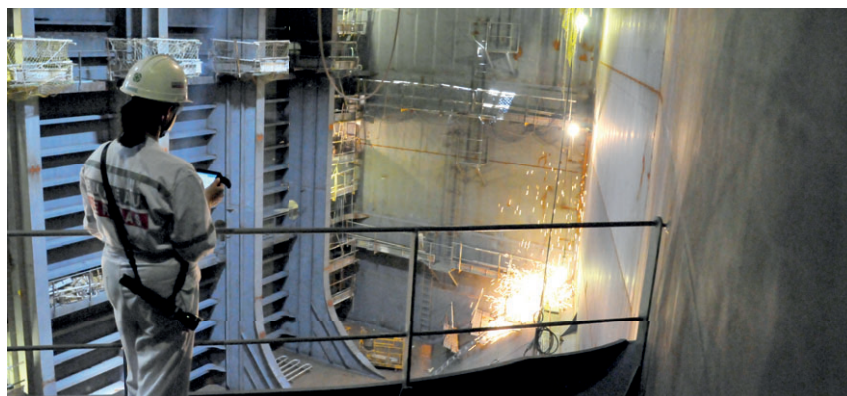
ACTIFS NON COTÉS



TRÉSORERIE⁽²⁾



ACTIFS COTÉS



Bureau Veritas

Services d'évaluation de conformité et de certification

40,6%

du capital détenu
par Wendel

351 M€

investis par Wendel
depuis janvier 1995



Saint-Gobain

Production, transformation et distribution de matériaux de construction

2,6%

du capital détenu
par Wendel

872 M€

investis par Wendel
depuis septembre 2007

Taux de détention au 31 décembre 2017 et capitaux investis par Wendel pour la participation détenue au 31 décembre 2017.

⁽¹⁾ Pourcentage de l'actif brut réévalué calculé sur la base de l'ANR au 7 mars 2018.

⁽²⁾ Trésorerie et placements financiers de Wendel et holdings.

ACTIFS NON COTÉS

**Constantia Flexibles**

Packaging flexibles

/ **60,6%**
de participation/ **565 M€**
investis depuis 2015**Cromology**

Peinture décorative

/ **87,9%**
de participation/ **424 M€⁽¹⁾**
investis depuis 2006
dans le groupe Materis**IHS**

Infrastructures de télécommunication mobile en Afrique

/ **21,3%**
de participation/ **826 M\$**
investis depuis 2013**Stahl**

Produits de finition pour le cuir et revêtements haute performance

/ **63,4%**
de participation/ **171 M€**
investis depuis 2006**Allied Universal**

Services de sécurité

/ **33%**
de participation/ **300 M\$**
investis depuis 2015**Tsebo**

Services aux entreprises

/ **64,7%**
de participation/ **~ 140 M€**
investis en janvier 2017**PlaYce**

Centres commerciaux en Afrique

/ **40%**
de participation/ **25 M€**
investis en 2016**CSP Technologies**

Conditionnement plastique de haute performance

/ **98,3%**
de participation/ **228 M\$**
investis depuis 2015**Mecatherm**

Systèmes et équipements pour la boulangerie industrielle

/ **98,6%**
de participation/ **117 M€**
investis depuis 2011**NOP**

Fabricant Japonais de pompes trochoïdes et moteurs hydrauliques

/ **99%**
de participation/ **3,3 Md¥**
investis en 2013

(1) Dont 25 M€ de prêt d'actionnaire accordé en mars 2018

Résultats des 5 derniers exercices

Nature des indications	Exercice 2013	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017
1. Capital en fin d'exercice					
Capital social ⁽¹⁾	194 525	191 186	191 970	188 370	185 013
Nombre d'actions ordinaires existantes	48 631 341	47 796 535	47 992 530	47 092 379	46 253 210
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
■ par levée d'options	500 264	383 796	206 051	167 151	29 326
2. Opérations et résultat de l'exercice ⁽¹⁾					
Chiffre d'affaires hors taxes	10 224	10 695	11 400	13 312	13 828
Revenus des titres de participation	470 044	285 027	1 500 019	400 014	260 005
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	307 523	133 886	1 337 892	133 052	104 149
Impôts sur les bénéfices ⁽⁴⁾	- 38 615	- 5 859	2 456	- 9 335	-11 900
Résultat net	334 261	118 020	1 338 591	135 543	116 893
Résultat distribué ⁽²⁾	86 449	92 649	103 184	108 312 (3)	122 571 ⁽³⁾
dont acompte sur dividende	-	-	-	-	-
3. Résultat par action (en euros)					
Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions	7,12	2,92	27,83	3,02	2,51
Résultat net	6,87	2,47	27,89	2,88	2,53
Dividende net	1,85	2,00	2,15	2,30 (3)	2,65 ⁽³⁾
dont acompte sur dividende	-	-	-	-	-
4. Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	66	66	66	60	55
Montant de la masse salariale de l'exercice ⁽¹⁾	12 337	12 435	11 939	12 314	16 810
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.) ⁽¹⁾	8 200	8 086	9 071	7 218	8 295

(1) En milliers d'euros.

(2) Y compris l'autodétention.

(3) Dividende ordinaire de 2,65 € (sous réserve d'approbation de l'Assemblée générale du 17 mai 2018).

(4) Les montants négatifs représentent un produit pour la Société.

DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

À adresser à :

Société Générale
Service des Assemblées
CS 30812
32, rue du Champ-de-Tir
44308 Nantes CEDEX 3 - France

Assemblée générale mixte
JEUDI 17 MAI 2018 À 15H30
Salle Wagram - 39-41 avenue de Wagram
75017 Paris - France

Conformément à l'article R. 225-88 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'Assemblée et jusqu'au cinquième jour avant la réunion, tout actionnaire titulaire d'actions nominatives ou justifiant de sa qualité de propriétaire d'actions au porteur peut demander à la Société, en utilisant la formule ci-après, l'envoi des documents et renseignements visés par l'article R. 225-83 dudit Code.

Je soussigné(e) :

Nom :

Prénom usuel :

Domicile : Ville :

Propriétaire de actions nominatives

Et/ou de actions au porteur, de la société Wendel

- reconnais avoir reçu les documents afférents à l'Assemblée générale précitée et visés à l'article R. 225-81 du Code de commerce ;
- demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2018 tels qu'ils sont visés par l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Fait à, le 2018

Signature



NOTA : En vertu de l'alinéa 3 de l'article R.225-88 du Code de Commerce, les actionnaires nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi des documents visés ci-dessus à l'occasion de chacune des Assemblées d'actionnaires ultérieures.



Ce document a été imprimé en France, imprimeur détenteur de la marque Imprim'Vert®, sur un site certifié PEFC. Le papier recyclable utilisé est exempt de chlore élémentaire et à base de pâtes provenant de forêts gérées durablement sur un plan environnemental, économique et social.

Société européenne à Directoire et Conseil de surveillance au capital social de 185 012 840 euros
89, rue Taitbout - 75312 Paris Cedex 09
Tél. : +33 (0)1 42 85 30 00 - Fax : +33 (0)1 42 80 68 67
Avril 2018

WWW.WENDELGROUP.COM